

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/41354]

23 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 juillet 2010, 23 juin 2011, 31 mai 2012, 31 janvier 2013, 28 novembre 2013, 20 mars 2014, 15 mai 2014, 26 mars 2015, 24 mars 2016, 27 octobre 2016, 27 avril 2017, 14 décembre 2017, 4 octobre 2018, 13 décembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions communes*Section 1. — *Dispositions générales communes*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° dépense de communication : toute dépense relative aux publications écrites, audiovisuelles et électroniques, aux actions d'information et de sensibilisation du public ainsi qu'aux frais accessoires y afférents;
- 2° dépense de représentation : toute dépense concernant les frais de restaurant, de réception et/ou de cadeaux d'affaires que les besoins du service nécessitent d'exposer dans le cadre des relations avec des représentants d'organismes extérieurs au Service public de Wallonie;
- 3° dépense relative aux biens spécifiques : toute dépense d'acquisition, de location, d'entretien ou de réparation relative à des biens meubles ou immeubles qui sont indispensables, en raison de la nature particulière des tâches à accomplir, à la réalisation d'un programme propre à une Direction générale, à un Département ou à une Direction déterminée, à l'exception des biens susceptibles d'intéresser tout service du Service public de Wallonie et gérés par le Département de la Gestion mobilière ou par le Département de la Gestion immobilière ou par le Département des Technologies de l'Information et de la Communication;
- 4° Agence : Agence wallonne du Patrimoine, telle que créée par le décret du 12 juillet 2017 érigeant l'Agence wallonne du Patrimoine en service administratif à comptabilité autonome et portant dissolution de l'Institut du Patrimoine wallon.

Art. 2. Les projets de bons de commande ou de tout engagement juridique portant sur l'acquisition, la location ou la réparation de biens ou services non spécifiques sont transmis au directeur général du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication, lequel les communique, à l'attention, selon le cas, du Département de la Gestion mobilière ou du Département de la Gestion immobilière ou par le Département des Technologies de l'Information et de la Communication.

Art. 3. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux agents statutaires du Service public de Wallonie à l'exclusion des stagiaires et aux membres du personnel contractuel des services administratifs à comptabilité autonome, ci-après dénommés SACA, désignés à cet effet par l'autorité compétente.

Art. 4. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général ou du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général du Département concerné ou, pour les Directions relevant directement du secrétaire général ou du directeur général, au directeur de la Direction concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur général, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur de la Direction concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 2 sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à un agent de niveau A de la Direction concernée qu'il désigne à cet effet.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour ce qui est de l'Agence, en cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 2, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à un agent de niveau A qu'il désigne.

Art. 5. § 1^{er}. Les supérieurs hiérarchiques d'un agent ou d'un membre du personnel contractuel d'un SACA délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui a été prise et notifiée par l'agent délégué.

§ 2. Les Ministres peuvent, pour les compétences qui leur sont dévolues, déterminer par voie d'arrêté ministériel des seuils inférieurs à ceux prévus à l'annexe 1re du présent arrêté en ce qui concerne le choix du mode de passation, l'adoption des documents de marché, la sélection qualitative et l'attribution des marchés publics.

Art. 6. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Section 2. — Dispositions communes en matière de personnel

Art. 7. § 1^{er}. Délégation est accordée, pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger :

- 1° au secrétaire général et au directeur général à l'égard des inspecteurs généraux et des directeurs relevant directement de son autorité;
- 2° à chaque inspecteur général à l'égard des directeurs relevant de son autorité;
- 3° à chaque directeur à l'égard du personnel affecté au sein de sa Direction;
- 4° aux agents du niveau A désignés à cet effet par le directeur général.

§ 2. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour prendre les décisions relatives aux missions à l'étranger dans le cadre des activités des Départements ou Directions relevant de son autorité jusqu'à concurrence de 5.000 euros.

Par dérogation à l'alinéa précédent, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour prendre les décisions relatives aux missions à l'étranger dans le cadre des activités de l'Agence jusqu'à concurrence de 5.000 euros.

Les missions à l'étranger font l'objet d'une information préalable et d'un compte rendu au ou aux Ministres concernés.

Le secrétaire général et le directeur général informent le ou les Ministres dont ils dépendent ainsi que les membres du Comité stratégique de leurs congés annuels de vacances et de leurs congés exceptionnels et de circonstances.

Art. 8. Délégation est accordée au secrétaire général ou au directeur général pour prendre une décision de suspension dans l'intérêt du service à l'égard d'un agent relevant de leur autorité respective.

Section 3. — Dispositions budgétaires communes

Art. 9. Le secrétaire général, le directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence sont autorisés, dans les matières relevant de leur autorité respective, à procéder aux engagements provisionnels conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire de l'Etat.

Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour liquider toute dépense faisant l'objet d'un engagement provisionnel autorisé en application de l'alinéa 1^{er} :

- secrétaire général et directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Par dérogation à l'alinéa précédent, concernant l'Agence, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour liquider toute dépense faisant l'objet d'un engagement provisionnel autorisé en application de l'alinéa 1^{er} :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 10. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence, dans les matières qui le concernent, pour :

- 1° autoriser le versement d'avances de fonds aux trésoriers décentralisés désignés par le Gouvernement ou par le Ministre que le Gouvernement délègue, à l'exception des comptables extraordinaires des Cabinets ministériels;
- 2° procéder à des ouvertures de crédit.

Art. 11. Les dispositions du présent arrêté n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver, de liquider et de désengager toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 12. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction relevant de son autorité, toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre Ier du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général et directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider, dans le cadre des activités de l'Agence, toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre Ier du budget de l'Agence, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 13. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour engager, approuver et liquider, dans les matières relevant de leurs compétences, toute dépense imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre Ier du budget général des dépenses de la Région et relative aux frais de représentation pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 12.500 euros.

Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour engager, approuver et liquider, dans les matières relevant de ses compétences, toute dépense imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre Ier du budget de l'Agence et relative aux frais de représentation pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 12.500 euros.

Art. 14. § 1^{er}. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour engager, approuver et liquider, dans les matières relevant de leurs compétences, les dépenses jusqu'à 2.500 euros relatives à la participation à des séminaires et colloques.

§ 2. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour engager, approuver et liquider les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives à la documentation générale.

Les dépenses de documentation générale visées à l'alinéa 1^{er} sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général.

§ 3. Délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre Ier du budget général des dépenses de la Région et relative à la documentation générale, pour autant que le montant de la dépense soit supérieur à 5.000 euros et ne dépasse pas 12.500 euros.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi en vertu de l'alinéa 1^{er} sont attribuées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général du Département de la Communication.

§ 4. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour engager, approuver et liquider, les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives aux frais de réunions.

Art. 15. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour engager, approuver et liquider, dans les matières relevant de leurs compétences, les dépenses jusqu'à 12.500 euros relatives à la communication.

Art. 16. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les articles de base, classe 7, du titre II du budget général des dépenses de la Région, et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités du Département ou de la Direction relevant de son autorité, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général et directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les articles de base de la classe 7, du titre II du budget de l'Agence, et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 17. Délégation est accordée au titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants engagés, majorations éventuelles comprises, repris en regard de son grade, pour désengager, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction relevant de son autorité, toute dépense imputable sur les articles de base du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général et directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants engagés, majorations éventuelles comprises, repris en regard de son grade, pour désengager, dans le cadre des activités de l'Agence, toute dépense imputable sur les articles de base du budget de l'Agence, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Section 4. — Dispositions communes en matière de marchés publics

Sous-section 1^{er}. — Définitions

Art. 18. Pour l'application de la présente section, on entend par :

- 1° la loi marchés publics : la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- 2° l'arrêté royal du 18 avril 2017 : l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
- 3° l'arrêté royal du 18 juin 2017 : l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux;
- 4° l'arrêté royal du 14 janvier 2013 : l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

Sous-section 2. — Dispositions relatives au choix du mode de passation, à l'adoption des documents de marché, à la sélection qualitative et à l'attribution, à la vérification des prix du marché

Art. 19. Sans préjudice de l'article 9, alinéa 2, de la loi marchés publics et du programme d'investissements approuvé par le Gouvernement, dans le cadre d'un marché public et pour les marchés subséquents dans les accords-cadres sans remise en concurrence, tout titulaire de fonctions reprises à l'annexe, a délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade pour :

- 1° procéder au choix du mode de passation du marché, adopter les documents du marché et engager la procédure;

- 2° sélectionner les candidats à un marché;
- 3° engager préalablement à tout engagement juridique, approuver, liquider ou désengager la dépense à charge du budget général des dépenses de la Région;
- 4° attribuer le marché.

Tout titulaire de la fonction visée à l'alinéa 1^{er}, est, dans le cadre de ses délégations, autorisé à imposer la vérification des prix, lorsque celle-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 36, de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou par l'article 44, de l'arrêté royal du 18 juin 2017.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, le secrétaire général ou le directeur général peut déléguer à l'inspecteur général ou le directeur concerné pour adopter les documents du marché.

Lorsqu'une procédure négociée sans publication préalable résulte de l'application de l'article 42, § 1^{er}, 2°, de la loi marchés publics, la délégation pour l'approbation du marché est accordée à l'autorité qui a approuvé le marché initial passé selon une des procédures visées à l'article 35, alinéa 1^{er}, de la loi marchés publics.

Art. 20. Par dérogation à l'article 19, seuls le secrétaire général, le directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, adopter les documents du marché lorsqu'il :

- 1° prévoit l'octroi d'avances par application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013;
- 2° déroge au principe du forfait, en traitant à prix provisoires ou à remboursement, par application de l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou de l'article 34, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 juin 2017;
- 3° déroge à un cahier des charges-type établi ou reconnu par la Région wallonne.

Art. 21. En ce qui concerne la passation du marché, seuls le secrétaire général, le directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective :

- 1° écarter l'offre économiquement la plus avantageuse dans les cas d'irrégularité prévus à l'article 76 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou à l'article 74 de l'arrêté royal du 18 juin 2017;
- 2° décider de ne pas attribuer le marché et de mettre fin à la procédure et, le cas échéant, décider, dans les limites de sa délégation, d'entamer une nouvelle procédure.

Art. 22. En ce qui concerne la passation du marché, délégation est accordée au directeur, dans les matières relevant de son autorité, pour faire application de l'article 89 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou de l'article 87 de l'arrêté royal du 18 juin 2017.

Art. 23. Seuls le secrétaire général, le directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, attribuer le marché lorsque le montant de l'offre régulière économiquement la plus avantageuse atteint 500.000 euros pour un marché de travaux, ou le seuil fixé pour la publicité européenne pour un marché de fournitures ou de services, et s'écarte d'au moins 15 % en dessous de la moyenne des montants des offres déposées par les soumissionnaires sélectionnés.

Sous-section 3. — Dispositions relatives à l'exécution des marchés publics

Art. 24. L'agent ayant délégation pour passer un marché a également délégation pour prendre les décisions ayant trait à la simple exécution de ce marché y compris l'approbation des décomptes relatifs à des travaux supplémentaires jusqu'à concurrence de 15 % de la valeur du marché initial ou 10 % de la valeur du marché initial relatifs à des fournitures ou des services supplémentaires dans le cadre d'une clause de réexamen prévue dans le document du marché initial ou dans l'hypothèse visée à l'article 38/4 de l'arrêté du 14 janvier 2013.

Toutefois, le secrétaire général, le directeur général ou l'inspecteur en charge de l'Agence concerné a délégation pour, d'une part, les décisions relatives à la simple exécution des marchés et des accords-cadres avec plusieurs adjudicataires passés par le Ministre et d'autre part, les approbations de cession de marché.

Sont considérées comme décisions relatives à la simple exécution d'un marché celles qui restent dans les limites de l'objet du marché.

Art. 25. Délégation est donnée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur en charge de l'Agence pour accorder, dans les matières relevant de leur autorité respective, des prolongations de délais, ou, lorsqu'il s'agit d'un préjudice très important, une autre forme de révision ou la résiliation résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, malgré qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires.

Art. 26. § 1^{er}. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour décider d'exclure un adjudicataire défaillant en application de l'article 48 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

§ 2. Délégation est accordée au titulaire des fonctions reprises à l'annexe, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour :

- 1° accorder ou refuser une remise d'amendes pour retard et des pénalités à concurrence de 10 % des montants y indiqués;
- 2° appliquer les mesures d'office.

§ 3. Délégation est accordée au directeur concerné pour décider de la libération des cautionnements, sauf en cas de litige où cette décision est réservée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence.

Section 5. — Délégations particulières communes

Art. 27. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour :

- 1° exercer toute poursuite, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux et devant les juridictions administratives;
- 2° faire procéder à toute saisie;
- 3° confier toute affaire litigieuse à un avocat.

Chaque agent délégué notifie sans retard au Ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 28. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour :

- 1° à concurrence de 300.000 euros, tant en principal qu'en intérêts, prendre toute décision de recours, d'acquiescement ou de désistement d'instances ou d'actions judiciaires et approuver toute dépense y relative;
- 2° à concurrence de 250.000 euros, tant en principal qu'en intérêts, prendre toute décision de recours, d'acquiescement ou de désistement d'instances ou d'actions judiciaires relatives à des marchés publics et approuver toute dépense y relative;
- 3° à concurrence de 75.000 euros, prendre toute décision de transaction ou de règlement à l'amiable et approuver toute dépense y relative;
- 4° engager, approuver et liquider toute dépense relative à l'exécution d'une décision juridictionnelle exécutoire et ce, sans limitation de montant.

Chaque agent délégué notifie au Ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 29. Sans préjudice des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux taxes et redevances régionales, délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence, ainsi qu'aux agents ou membres du personnel contractuel de niveau A de l'Agence qu'ils ont désignés à cet effet, pour liquider, au profit de la Région, toute recette dans les matières relevant de leur autorité respective.

Art. 30. En vue de sauvegarder les droits de la Région dans les matières relevant de leur autorité respective, délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour prendre toute mesure conservatoire, notamment signer et déposer au greffe du tribunal de commerce les déclarations relatives à toute créance à charge d'entreprises déclarées en faillite ou mises en réorganisation.

Art. 31. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général pour autoriser la remise par l'intermédiaire du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication :

- 1° de biens immobiliers sans emploi à l'exclusion des bâtiments administratifs et techniques ayant été utilisés par l'administration;
- 2° de biens mobiliers sans emploi.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les biens qui sont confiés en gestion à l'Agence, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour autoriser la remise :

- 1° de biens immobiliers sans emploi;
- 2° de biens mobiliers sans emploi.

Art. 32. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour approuver les dépenses relatives aux paiements des intérêts de retard.

Le secrétaire général, le directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence doivent justifier trimestriellement du retard auprès du Ministre.

Art. 33. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour prendre les mesures d'exécution des expropriations décidées par l'ordonnateur primaire à concurrence de 500.000 euros.

Chaque agent délégué notifie au Ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 34. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour prendre toute mesure urgente et impérative pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Chaque agent délégué notifie sans retard au Ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 35. § 1^{er}. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour rejeter une demande de consultation, de communication, de correction ou de réutilisation d'un document administratif.

§ 2. Délégation est accordée au directeur, dans les matières relevant de son autorité, pour décider de communiquer ou d'autoriser la consultation, la correction ou la réutilisation d'un document administratif.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives au Service public de Wallonie Secrétariat général

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 36. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre 1^{er}, 74, classe 7, du titre II du programme 06, 12.02, 12.03, 12.05, 12.09, 12.13, 12.16 et 74.01 du programme 03, 12.02 et 12.05 du programme 04, 12.04 et 74.03 du programme 02, de la division organique 10, 12.08 et 74.03 du programme 22 de la division organique 12, et sur l'article de base 60.02.01 du titre IV, section 10 du budget général des dépenses de la Région et relative à la communication du Service public de Wallonie :

- secrétaire général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 37. Le secrétaire général et tout agent du niveau A désigné à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué en matière de communication.

Art. 38. Délégation est accordée au titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12.02. et 12.03, classe 1, du titre Ier du programme 04 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région et relative à la formation professionnelle, à l'exception des missions de formation à l'étranger :

- secrétaire général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Délégation est accordée à tout titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12.02 et 12.03, classe 1, du titre Ier du programme 04 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région et relative aux missions de formation à l'étranger :

- secrétaire général : 5.000 euros;
- inspecteur général du Département de la Gestion des ressources humaines : 2.500 euros;
- directeur de la Direction de la Formation : 1.250 euros.

Art. 39. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de la Gestion du personnel pour engager, approuver et liquider les rémunérations et allocations du personnel imputables aux articles de base 11, classe 1, du titre 1^{er}, du budget général des dépenses de la Région ainsi que pour engager, approuver et liquider les indemnités de personnel imputables aux articles de base 12, classe 1, et toute autre dépense de personnel imputable sur des articles de base du budget général des dépenses de la Région, à l'exclusion des dépenses des Cabinets ministériels.

Art. 40. Délégation est accordée à tout titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12.01 et 12.03, du titre 1^{er}, et sur l'article de base 74.01, du titre II du programme 06 de la division organique 10, du budget général des dépenses de la Région et relative aux archives et à la documentation du Service public de Wallonie :

- secrétaire général : 50.000 euros;
- inspecteur général du Département de la Communication : 25.000 euros;
- directeur de la Direction de la Documentation et des Archives régionales : 12.000 euros.

Art. 41. Le secrétaire général et tout agent du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué en matière de personnel ou de documentation générale.

Section 2. — Délégations en matière de personnel

Art. 42. Délégation est accordée au secrétaire général pour octroyer au personnel des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure.

Art. 43. Délégation est accordée au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour prendre les décisions relatives :

- 1° aux congés à but philanthropique, au congé d'accueil en vue de l'adoption, au congé parental, aux congés pour motifs impérieux d'ordre familial, au congé pour prestations réduites pour maladie, au renouvellement du congé pour mission, au congé pour interruption de la carrière professionnelle, aux congés de citoyenneté;
- 2° aux régimes de travail à temps partiel visés au chapitre XIV du livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;
- 3° à la disponibilité pour convenances personnelles;
- 4° à la fixation de la résidence administrative;
- 5° à la fermeture et à la réouverture d'un emploi de recrutement déclaré vacant par le Gouvernement wallon, l'avis du Ministre fonctionnel tel que prévu à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, pour ce qui concerne les dossiers de catégorie C, reste requis;
- 6° à la démission volontaire.

Toutefois, le Ministre fonctionnel peut renoncer à ce pouvoir d'avis. Dans ce cas, il communique sa décision au secrétaire général et au directeur général qui est placé sous son autorité.

Lorsque l'autorité a un pouvoir d'appréciation, les décisions prises sur la base des délégations visées à l'alinéa 1^{er} le sont sur proposition ou avis du directeur général concerné dont relève l'agent.

Art. 44. Délégation est accordée au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour prendre toute décision relative à la retraite pour raison d'âge ou à la retraite anticipée des agents.

Art. 45. Délégation est accordée au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du Ministre délégué à cette fin, les contrats de travail du personnel contractuel.

Art. 46. Délégation est accordée au secrétaire général pour modifier conventionnellement, pour une durée maximale de douze mois renouvelable, les contrats de travail en ce qui concerne la durée des prestations.

Délégation est accordée au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour modifier ou suspendre conventionnellement l'exécution des contrats de travail dans toutes les hypothèses où pareille modification ou suspension a pour objet l'octroi d'un congé visé à l'article 12bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Lorsque l'autorité a un pouvoir d'appréciation, les décisions prises sur la base des délégations visées aux alinéas 1^{er} et 2 le sont sur proposition ou avis du directeur général dont relève l'agent.

Art. 47. Délégation est accordée au secrétaire général pour prendre, sur proposition ou avis conforme du directeur général dont relève l'agent, toute décision en matière de licenciement du personnel contractuel.

Art. 48. Délégation est accordée au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour exécuter les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Art. 49. Délégation est accordée au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour prendre toute décision relative à l'octroi d'un logement gratuit ou d'une allocation pour privation de logement.

Art. 50. Délégation est accordée au secrétaire général pour désigner les comptables des matières.

Art. 51. Délégation est accordée au secrétaire général pour :

- 1° procéder à la nomination à titre définitif des stagiaires;
- 2° recevoir la prestation de serment des agents.

Art. 52. Délégation est accordée au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour prendre les décisions relatives :

- 1° aux absences pour maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par Medex;
- 2° aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

Art. 53. § 1^{er}. Les délégations dont le secrétaire général est investi en vertu des articles 40 à 47 du présent arrêté sont attribuées, pendant la durée de son absence ou de son empêchement, à l'inspecteur général du Département de la Gestion du personnel, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à l'inspecteur général du Département du Support de la Fonction publique régionale.

Art. 54. Délégation est accordée au secrétaire général pour infliger une sanction disciplinaire de blâme, de retenue de traitement et de déplacement disciplinaire.

Art. 55. Par dérogation à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement de fonctionnement du Gouvernement, délégation est accordée au secrétaire général pour prendre une décision définitive consécutive aux avis rendus par la chambre de recours des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région relatifs :

- 1° aux propositions définitives de sanction disciplinaire de blâme, de retenue de traitement et de déplacement disciplinaire;
- 2° aux décisions de suspension dans l'intérêt du service;
- 3° aux propositions de décision visées à l'article 80 de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne, entraînant un changement de résidence administrative;
- 4° aux décisions en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives au Service public de Wallonie Budget, Logistique, Technologies de l'information et de la communication*

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Sous-section 1. — Dépenses inhérentes aux activités de la Direction générale

Art. 56. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider les dépenses imputables sur l'article de base 01.01, classe 0, du titre I^{er} du programme 05 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région et relatives aux remboursements généralement quelconques de l'administration :

- secrétaire général et directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 57. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué en matière de biens et services non spécifiques.

Par dérogation à l'article 9, alinéa 2, délégation est accordée au directeur général, sans limitation de montant, pour liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12.04 et 12.05, du titre I^{er} du programme 23 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région et concernant les loyers et redevances relatifs aux biens immobiliers.

Art. 58. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et liquider les dépenses des Cabinets ministériels dissouts.

Sous-section 2. — Dépenses inhérentes aux activités du Département du Budget et de la Trésorerie

Art. 59. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Financement et des Recettes pour engager, approuver et liquider toute dépense découlant des opérations d'emprunt de la dette indirecte dont le Ministre ayant les Finances et le Budget dans ses attributions est l'ordonnateur primaire.

Art. 60. Le directeur de la Direction du Financement et des Recettes est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée égale ou inférieure à un mois, afin d'assurer aux meilleures conditions l'équilibre de la trésorerie régionale. Il est habilité à engager, approuver et liquider toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 61. Le directeur de la Direction du Financement et des Recettes est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée supérieure à un mois, décidées par le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions. Il est habilité à engager, approuver et liquider toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 62. Le directeur de la Direction du Financement et des Recettes est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations de gestion financières liées aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée supérieure à un an et décidées par le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions. Il est habilité à engager, approuver et liquider toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 63. Le directeur de la Direction du Financement et des Recettes est habilité à approuver les décomptes établis par le caissier de la Région relatifs aux intérêts débiteurs et créditeurs portés en compte ainsi qu'aux frais et commissions bancaires divers. Il est habilité à engager, approuver et liquider toute dépense découlant de cette habilitation.

Section 2. — Dispositions particulières

Sous-section 1. — Dispositions particulières à la Direction générale

Art. 64. Délégation est accordée au directeur général pour :

- 1° conclure les baux à loyer pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 125.000 euros;
- 2° conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros.

Art. 65. Délégation est accordée au directeur général pour signer les conventions de location relatives à l'occupation temporaire, par des personnes physiques ou morales, des locaux des Centres d'information et d'accueil du Service public de Wallonie.

Art. 66. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont délégués pour signer les ordonnances de dépenses établies à charge du budget général des dépenses de la Région.

Art. 67. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour représenter le Ministre pour la passation et la conclusion des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles.

Art. 68. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour siéger au sein des assemblées de copropriétaires ainsi que dans les conseils de copropriété avec pouvoir d'engager la Région dans la limite des actes de base et des règlements de copropriété.

Sous-section 2. — Dispositions particulières au Département du Budget et de la Trésorerie

Art. 69. L'inspecteur général du Département du Budget et de la Trésorerie est désigné comme agent de surveillance pour l'approbation des comptes des trésoriers décentralisés, à l'exception des comptes des trésoriers décentralisés des Cabinets ministériels.

Art. 70. L'inspecteur général du Département du Budget et de la Trésorerie est habilité à faire procéder par les organismes financiers à l'ouverture et à la clôture des comptes et à en arrêter les modalités de fonctionnement. Il communique à ces organismes les modèles de signature du comptable titulaire et des éventuels cosignataires et suppléants.

Art. 71. L'inspecteur général du Département du Budget et de la Trésorerie est habilité à prendre les décisions relatives aux emprunts régionaux garantis par l'Etat dans le cadre du mécanisme prévu par l'article 54 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 72. Le directeur de la Direction du Financement et des Recettes est habilité à mobiliser la ligne de crédit ouverte au nom du Trésor régional dans les écritures du caissier de la Région.

Art. 73. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur centralisateur, aux receveurs des taxes et redevances, au comptable du contentieux et au comptable des fonds en souffrance pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de leur gestion.

En application de l'article 21, § 3, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administrations publiques wallonnes, délégation est accordée au gestionnaire du contentieux pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de sa gestion.

Art. 74. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur centralisateur, aux receveurs des taxes et redevances pour prendre toute mesure conservatoire et notamment signer et déposer, en cas de faillite, de réorganisation judiciaire, de règlement collectif de dettes ou de médiation de dettes à l'intervention d'une institution agréée par la Région wallonne toute déclaration de créances qui procèdent des matières relevant de leur gestion.

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives au Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 75. Le directeur général et tout agent du niveau A désigné à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 13 et de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Par dérogation à l'article 9, alinéa 2, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour liquider toute dépense relative à la fourniture d'électricité faisant l'objet d'un engagement provisionnel autorisé en application de l'alinéa 1^{er} de l'article 8 :

- directeur général : 250.000 euros;

- inspecteur général : 125.000 euros;
- directeur : 50.000 euros.

Art. 76. Délégation est accordée au directeur général pour :

- 1° conclure les conventions fixant les interventions de la Région dans les frais afférents à l'établissement de dispositifs d'épandages communaux à concurrence de 75.000 euros;
- 2° accorder des dérogations en matière d'utilisation des zones de dégagement le long des autoroutes;
- 3° conclure avec les provinces et les communes concernées les conventions relatives à l'entretien des sites RAVel, pré-RAVel et des équipements de voirie régionale.

Art. 77. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour représenter le Ministre pour la passation et la conclusion des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles.

Art. 78. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour faire application des articles 2 et 5 du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et faire appliquer les mesures d'office visées à l'article 13 du décret précité.

Art. 79. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour octroyer des autorisations de mise en circulation de véhicules exceptionnels visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2012 relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel.

Art. 80. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour l'homologation des radars et autres instruments liés aux compétences régionales.

Cette délégation couvre l'approbation de modèle, la vérification primitive, la vérification périodique et le contrôle technique de ces instruments.

Cette délégation couvre également la délivrance d'autorisations d'emploi de systèmes de mesures non vérifiés visés par l'arrêté royal du 16 octobre 2009 relatif aux autorisations d'emploi de systèmes de mesures non vérifiés.

Art. 81. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour donner autorisation pour le placement et l'organisation de la signalisation des chantiers sur les autoroutes dans les limites de son ressort, en application de l'article 10, § 2, du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 82. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur concerné pour :

- 1° conclure les conventions avec les communes en vue du paiement de l'entretien et du renouvellement de la signalisation routière;
- 2° autoriser les conventions relatives à la construction de canalisations souterraines traversant les routes et les autoroutes;
- 3° fixer les spécifications conditionnant la construction le long de la voirie, notamment en matière d'alignement et de zone de recul;
- 4° autoriser la plantation et l'élagage des arbres le long de la voirie et la plantation de haies;
- 5° faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales sur le domaine public géré par le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures;
- 6° donner avis conforme, dans les limites de leur ressort, en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1970.

Toutefois, l'avis conforme doit être donné par le directeur général lorsque plusieurs Directions sont concernées;

- 7° donner autorisation en matière d'admission et de circulation sur les autoroutes dans les limites de leur ressort en application de l'article 59.10.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Toutefois, l'autorisation doit être donnée par le directeur général lorsque plusieurs Directions sont concernées;

- 8° sans préjudice des autres autorisations nécessaires, accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper le domaine public de leur ressort ou d'y effectuer des travaux de toute nature pour l'établissement, notamment, de trottoirs, de pompes à essence, d'aubettes, de kiosques, de boîtes à lettres, de réverbères, de bouches d'eau, d'installations auxiliaires de gaz et d'électricité, de raccordements de chemins et accès privés, de panneaux et colonnes réclames, de bornes fontaines, de zones de stationnement, de clôtures et toutes installations similaires;
- 9° conclure les conventions avec les gestionnaires des réseaux électriques pour le raccordement des installations;
- 10° conclure les conventions liées à l'occupation du domaine public ainsi que les conventions de partenariat avec les communes pour la gestion, l'entretien et l'aménagement des trottoirs et des autres équipements de la voirie.

§ 2. Délégation est accordée au directeur concerné ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour délivrer les autorisations de chantiers réalisés sur le réseau.

Art. 83. Délégation est accordée au directeur général pour les décisions relatives aux dossiers techniques et aux cahiers des charges des projets visés aux paragraphes 2 à 4 de l'article L3343-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 84. Délégation est accordée au directeur général pour :

- 1° en matière de transport de personnes, délivrer l'autorisation prévue aux articles 32 et 33 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires;
- 2° en matière de voies hydrauliques :
 - a) interdire la navigation sur les voies hydrauliques dans les cas justifiés par les nécessités du service;
 - b) interdire la circulation notamment sur les ponts, chemins de service et routes longeant les voies hydrauliques dans les cas justifiés par les nécessités du service;
 - c) conclure les conventions avec les provinces, les communes et d'autres établissements publics, en vue de la remise de la gestion des chemins de service ou des routes longeant les voies hydrauliques;
 - d) accorder, voire imposer, aux conditions qu'il fixe, lorsque les intérêts de la Région ou la sécurité de la navigation le requiert, toute dérogation à caractère exceptionnel aux règles de navigation telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant règlement de la navigation sur les voies hydrauliques en Région wallonne;
 - e) conclure des baux à loyer des maisons éclusières, barragistes et des bâtiments de régies pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros;
 - f) conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros;
 - g) conclure les conventions avec les gestionnaires des réseaux électriques pour le raccordement des installations;
- 3° en matière de fourniture d'énergie : passer des marchés avec les fournisseurs intéressés pour la fourniture d'énergie électrique aux divers services du Gouvernement et aux Cabinets ministériels;
- 4° en matière de conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques pour statuer sur :
 - a) la coordination des activités des organismes;
 - b) les instructions aux stations de contrôle technique et aux organismes.

Art. 85. Délégation est accordée au directeur général, pour une période excédant 72 heures et au directeur de la Direction territoriale des voies hydrauliques concernée pour une durée n'excédant pas 72 heures pour :

- 1° accorder, aux conditions qu'il fixe, une dérogation temporaire relativement aux horaires des activités récréatives et sportives;
- 2° accorder, aux conditions qu'il fixe, une dérogation temporaire relative aux horaires de manœuvres des ouvrages;
- 3° autoriser une activité récréative à moins de 50 mètres d'un barrage ou à moins de 250 mètres d'un ouvrage de franchissement;
- 4° interdire la navigation sur les voies hydrauliques dans les cas justifiés par les nécessités du service;
- 5° interdire la circulation notamment sur les ponts, chemins de service et routes longeant la voie hydraulique dans les cas justifiés par les nécessités du service;
- 6° opérer des regroupements de bateaux en cas d'étiage.

Art. 86. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Régulation du Transport par route pour :

- 1° approuver les autorisations délivrées par les Collèges d'exploiter des services de taxis;
- 2° délivrer, suspendre ou retirer les autorisations pour les services de location de véhicules avec chauffeur et de taxis collectifs;
- 3° agréer les services de transport d'intérêt général;
- 4° délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers;
- 5° délivrer les autorisations relatives aux services temporaires;
- 6° délivrer les autorisations relatives aux services de renforcement;
- 7° délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers spécialisés à l'exception des services de ramassage scolaire;
- 8° délivrer, suspendre ou retirer l'accès à la profession de transporteur par route;
- 9° mettre en œuvre les propositions émanant des commissions de services réguliers, réguliers spécialisés et des services de taxis;
- 10° délivrer les certificats de capacité professionnelle relatifs à l'accès à la profession de transporteur par route.

Art. 87. Délégation est accordée au directeur de la Direction territoriale des voies hydrauliques concernée pour :

- 1° accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper, à un titre quelconque, le domaine public faisant partie des voies hydrauliques et de leurs dépendances, en application des directives fixées par le directeur général;
- 2° faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales le long des voies hydrauliques et leurs dépendances;
- 3° autoriser, à titre précaire, les travaux de toute nature le long des voies hydrauliques et de leurs dépendances dans les limites déterminées par les réglementations et instructions;

- 4° dans le cadre de contrats de concession, décider notamment de la libération de cautionnements et de la conclusion de convention de mandat hypothécaire ou d'autres actes de même portée;
- 5° autoriser un bateau à naviguer ou à stationner lorsqu'il risque de couler bas en raison d'un vice de construction, de vétusté, d'un défaut d'entretien, d'un excès de chargement ou d'avaries;
- 6° autoriser l'usage de pneus en tant que défenses amovibles.

Art. 88. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Réglementation et du Contrôle des voies hydrauliques pour :

- 1° autoriser un bateau à naviguer lorsque ses dimensions, chargement compris, ne respectent pas les dimensions maximales autorisées des bateaux telles que reprises dans les règlements particuliers et ne permettent pas, dès lors, le passage en sécurité des ouvrages;
- 2° autoriser tout chargement des bateaux à moins de 0,10 mètre en retrait de son bord externe;
- 3° autoriser un bateau dans un ouvrage de franchissement lorsque sa longueur, gouvernail compris, est supérieure à 0,3 mètre et sa largeur supérieure à 0,20 mètre des longueurs et largeurs utiles de l'ouvrage à franchir;
- 4° délivrer un certificat de réussite d'examen de matelot en navigation intérieure;
- 5° délivrer, modifier ou retirer l'attestation de capacité professionnelle relative à l'accès à la profession de transporteur de marchandises par voie navigable;
- 6° délivrer, à titre provisoire ou définitif, les certificats A et B de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés aux transports de marchandises et de personnes;
- 7° apposer sur les certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure la mention relative à l'aptitude à la conduite par radar;
- 8° délivrer l'autorisation de conduire un bateau de plus de 12 personnes, en dehors de l'équipage;
- 9° apposer sur les certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure que les conducteurs âgés de plus de 65 ans satisfont aux prescriptions médicales;
- 10° délivrer, modifier ou retirer l'attestation d'accès à la profession de transporteur de marchandises par voie navigable.

§ 2. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Réglementation et du Contrôle des voies hydrauliques pour autoriser, dans les cas prévus dans les annexes techniques de l'Accord européen du 26 mai 2000 relatif au transport international des marchandises dangereuse par voies de navigation intérieure ci-après dénommé ADN, les actes suivants et les signer :

- 1° l'agrément des sociétés de classification prévu au chapitre 1.15 de l'ADN;
- 2° la requête de documentation prévues aux chapitres 1.3, 1.8, 1.10, 1.15, 1.16, 3.3, 9.1 et 9.3 de l'ADN;
- 3° l'octroi, le retrait, l'amendement, la prolongation des certificats d'agrément prévu au chapitre 1.16 de l'ADN;
- 4° l'octroi des agréments, prescriptions et autorisations dans le cadre des dispositions transitoires prévu au chapitre 1.6 de l'ADN;
- 5° l'imposition et la réalisation d'une visite à bord prévue au chapitre 1.16 de l'ADN;
- 6° l'interdiction d'utiliser un bateau pour le transport de matières dangereuses prévue au chapitre 1.16 de l'ADN;
- 7° l'établissement des prescriptions techniques et des procédures d'épreuve prévu aux chapitres 1.2., 1.6, 9.1 et 9.3 de l'ADN;
- 8° la dispense de l'usage de l'ADN prévue au chapitre 3.3 de l'ADR;
- 9° l'autorisation de chargement, déchargement et arrêt prévu au chapitre 8.6 de l'ADN;
- 10° l'autorisation de transbordement prévue au chapitre 7.1 de l'ADN;
- 11° l'imposition des restrictions de circulation prévue au chapitre 1.9 de l'ADN;
- 12° le marquage des plaques des navires prévu au chapitre 8.1 de l'ADN;
- 13° l'octroi d'une attestation confirmant de dégazage complet de la zone protégée prévu au chapitre 8.3 de l'ADN;
- 14° la délivrance, le renouvellement, le retrait des attestations relatives aux connaissances particulières de l'ADN tel que prévu au chapitre 8.2 de l'ADN.

Art. 89. Délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Autorité opérationnelle des aéroports pour :

- 1° décider, à titre temporaire, de l'ouverture et de la fermeture de l'aéroport ou de l'aérodrome;
- 2° établir les rapports d'accident ou d'incident aéronautique;
- 3° requérir la production des documents de bord des aéronefs et des véhicules circulant sur le site aéroportuaire;
- 4° délivrer les badges d'accès à l'exception des badges visiteurs, coordonner la vérification des antécédents des demandeurs par les autorités compétentes et contrôler l'utilisation desdits badges;
- 5° contrôler les licences de pilotage d'aéronefs;
- 6° restreindre l'utilisation des infrastructures aéroportuaires dans les cas justifiés par des nécessités de service.

En cas d'absence du directeur ou d'un agent de niveau A délégué à cet effet, les délégations sont exercées par l'inspecteur d'aéroport responsable de la sécurité aéroportuaire, qui en informe sa hiérarchie.

Art. 90. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Réglementation des véhicules et de la Certification :

- 1° dans les matières relatives au permis de conduire et aux écoles de conduite de véhicules à moteur pour :
 - a) délivrer, suspendre ou retirer une autorisation d'enseigner ou de diriger une école de conduite de véhicules à moteur;

- b) nommer les membres du jury d'examen en matière de brevets d'aptitude professionnelle du personnel dirigeant et enseignant des écoles de conduite, dont un président dudit jury;
 - c) accorder ou modifier un agrément d'école de conduite;
 - d) accorder ou modifier une autorisation d'exploiter une unité d'établissement;
 - e) accorder ou modifier une approbation de terrain d'entraînement;
 - f) agréer les locaux destinés à l'enseignement théorique et à l'administration de l'école de conduite des véhicules à moteur;
 - g) refuser les certificats délivrés par les organisateurs de l'activité de formation des directeurs d'école de conduite, directeurs adjoints d'école de conduite et instructeurs, titulaires d'une autorisation de diriger ou d'enseigner lorsque la formation annuelle ne comporte pas le nombre d'heures prévues ou ne porte pas sur les matières prévues;
- 2° dans les matières relatives aux conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules, pour statuer sur :
- a) les demandes de réception de véhicules complets, incomplets et complétés;
 - b) les demandes de procès-verbal de dénomination;
 - c) les demandes de réceptions de systèmes, composants et entités techniques à l'exception des casques;
 - d) les demandes de validation de certificat de conformité délivré par un Etat de l'Union européenne;
 - e) la délivrance de documents attestant la conformité aux prescriptions techniques;
 - f) les demandes d'évaluation initiale des constructeurs et du respect des processus lors des réceptions;
 - g) la modification de la portée de l'évaluation initiale d'un constructeur ou de son COP (Conformity of production);
 - h) les demandes d'agrément de services techniques;
 - i) les demandes d'annexes, extensions et révisions des dossiers de réception;
 - j) les demandes d'attestation de refappe de numéro de châssis;
 - k) les demandes de certificat de conformité, lorsque le constructeur n'existe plus;
 - l) les demandes de duplicatas de documents liés à la réception des véhicules;
- 3° dans les matières relatives aux conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation pour :
- a) suspendre le fonctionnement d'une ligne d'inspection d'une station de contrôle suite aux constats lors d'une inspection d'un agent du Service public de Wallonie;
 - b) donner des instructions en matière de formation des agents des organismes chargés du contrôle technique des véhicules;
 - c) statuer sur les demandes d'informations aux organismes et sur les visites des installations des stations.

Art. 91. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Transport et des Déplacements scolaires pour :

- 1° autoriser l'utilisation d'un moyen de transport individuel en faveur des élèves fréquentant l'enseignement spécialisé ou ordinaire;
- 2° statuer sur les demandes d'octroi du droit au transport conformément au décret du 1^{er} avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives au Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles, Environnement*

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Sous-section 1. — Dépenses inhérentes aux activités de la Direction générale

Art. 92. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12 du titre I^{er} de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et concernant le précompte immobilier :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 93. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable au titre I^{er} des programmes de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et se rapportant exclusivement à des indemnités que la Région a été condamnée à payer à des tiers :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 94. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider dans le cadre des activités du Département ou de la Direction relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur un fonds organique de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 250.000 euros;
- inspecteur général : 125.000 euros;
- directeur : 50.000 euros.

Art. 95. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la

division organique 15 du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Art. 96. Dans le cadre de la vente de terrain devenu inutile à ses missions, délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour signer les différents volets du formulaire de demande d'introduction du dossier auprès du Comité d'acquisition.

Art. 97. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour représenter le Ministre pour la passation et la conclusion des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles spécifiques.

Art. 98. Délégation est accordée au directeur général et aux agents de niveau A désignés à cet effet par celui-ci pour conclure des conventions entre le Service public de Wallonie et un propriétaire ou un gestionnaire de terrain pour la gestion d'espèces exotiques envahissantes visées par le Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et présentes sur le terrain de ce propriétaire ou de ce gestionnaire.

Sous-section 2. — Dépenses inhérentes aux activités du Département de la Nature et des Forêts

Art. 99. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Chasse et de la Pêche pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable au titre Ier du programme 11 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et relative au remboursement de permis de chasse.

Art. 100. Délégation est accordée au chef de cantonnement et au directeur du service extérieur dont il relève, ou à l'agent du niveau A désigné à cet effet, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les fonds avancés au trésorier décentralisé désigné à cet effet, sur les articles de base des classes 0, 1 et 7 des titres Ier et II du programme 11 de la division organique 15.

Sous-section 3. — Dépenses inhérentes aux activités du Département de l'Environnement et de l'Eau

Art. 101. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur l'article de base 73.01 du titre II du programme 13 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et concernant les investissements en rapport avec l'exploitation des ressources naturelles à l'exception des dépenses en matière de biens et services non spécifiques :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros.

Sous-section 4. — Dépenses inhérentes aux activités du Département de la Police et des Contrôles

Art. 102. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider les dépenses imputables au titre Ier du programme 14 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et relative aux frais d'intervention d'urgence avancés par la Région en vue de remédier à une pollution :

- directeur général : 70.000 euros;
- inspecteur général : 35.000 euros;
- directeur et agent du niveau A désigné à cet effet : 18.000 euros.

Art. 103. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider les dépenses imputables à l'article de base 12.01 du titre 1^{er} du programme 05 de la division organique 15 relatives aux frais liés au placement d'animaux et les frais d'expertise visés à l'article 3 et l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 17 du Code wallon du bien-être animal :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros;
- agent du niveau A désigné à cet effet : 3.000 euros.

Section 2. — Dispositions particulières

Sous-section 1. — Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal

Art. 104. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de développement agricole, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général du Département du Développement :

- 1° pour modifier, en cours d'exécution, les conventions d'aide gérées par la Direction générale à condition d'en respecter l'objet et de ne pas dépasser les montants engagés;
- 2° sans préjudice des dispositions du présent arrêté, pour exercer les droits stipulés au nom de la Région dans lesdites conventions et exécuter les obligations que ces conventions imposent à la Région.

Art. 105. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Fonds wallon des calamités agricoles, toutes dépenses relatives aux frais d'experts imputables sur l'article de base 12.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 02 - Fonds wallon des calamités agricoles - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros.

Art. 106. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, toute dépense imputable sur les articles 34.01 et 43.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 02 - Fonds wallon des calamités agricoles - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros.

Art. 107. Délégation est accordée au directeur général pour permettre la circulation des embarcations et des plongeurs, pour une durée maximale de 48 heures, dans les conditions et pour les motifs fixés à l'article 8, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2009 réglementant la circulation sur et dans les cours d'eau.

Art. 108. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent du niveau A désigné par lui à cette fin pour la représentation du Ministre lors des enquêtes publiques prescrites par la loi.

Art. 109. Délégation est accordée au directeur général et aux agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci pour prendre les mesures d'exécution des décisions prises par le Gouvernement ou par le Ministre que le Gouvernement délègue pour comparaître aux actes suivants et les signer :

- 1° les actes d'aménagement foncier, les actes d'aménagement transitoire, les actes d'aménagement amiable et les actes complémentaires et rectificatifs éventuels qui s'y rapportent, ainsi que les actes de remembrement volontaire tels que prévus par le Code wallon de l'Agriculture;
- 2° les mainlevées d'hypothèques;
- 3° les conventions de bail;
- 4° les actes en vue d'acquérir ou d'aliéner des biens immobiliers dans le cadre de la politique foncière agricole prévue par le Code wallon de l'Agriculture.

Art. 110. Délégation est accordée au directeur général et aux agents de niveau A désignés à cet effet par celui-ci pour délivrer les attestations en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 réglant les modalités de délivrance de l'attestation visée à l'arrêté royal du 17 avril 1990 fixant les conditions d'octroi de la déduction pour investissement majorée pour des éléments affectés à la recherche et au développement.

Sous-section 2. — Département de l'Agriculture

Art. 111. A l'exception des aides dont la gestion est attribuée à l'organisme payeur par l'article D.255 du Code wallon de l'Agriculture, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par le Département de l'Agriculture, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

Sous-section 3. — Département de la Nature et des Forêts

Art. 112. Délégation est accordée au directeur de centre du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour autoriser la destruction de certaines espèces de gibiers en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers.

Art. 113. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour signer des conventions relatives à la concession temporaire de droits personnels à des personnes physiques ou morales sur des biens immobiliers appartenant à la Région et gérés par le Département de la Nature et des Forêts, pour autant que le loyer annuel ou la contrepartie financière annuelle ne dépasse pas 50.000 euros.

Sous-section 4. — Département du Sol et des Déchets

Art. 114. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les mesures ou exercer les actions prévues à l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Le directeur général notifie sans retard au Ministre qui a l'environnement dans ses attributions, les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 5. — Département de l'Environnement et de l'Eau

Art. 115. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour autoriser, dans les cas prévus dans les annexes techniques de l'Accord européen du 30 septembre 1957 relatif au transport international des marchandises dangereuses par route ci-après dénommé ADR et de l'Accord européen du 26 mai 2000 relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure ci-après dénommé ADN, les actes suivants et les signer :

- 1° les dérogations prévues aux articles 8, 9 et 12 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 et les accords multilatéraux prévus au chapitre 1.5 de l'ADR;
- 2° l'agrément des organismes d'inspection prévu à l'article 17 de l'arrêté royal du 28 juin 2009, des centres d'examens prévus à l'article 8 de l'arrêté royal du 29 juin 2003 et l'article 14 de l'arrêté royal du 5 juillet 2006 et des centres de formation pour les chauffeurs et les conseillers à la sécurité prévus à l'article 8 de l'arrêté royal du 29 juin 2003 et l'article 14 de l'arrêté royal du 5 juillet 2006;
- 3° en matière de classification :
 - a) l'établissement et la validation des classifications prévu aux chapitres 2.1, 2.2, 3.3 et 5.2. de l'ADR;
 - b) la validation des méthodes de classifications prévues au chapitre 2.2 de l'ADR;
- 4° les requêtes de documents prévues aux chapitres 1.3, 1.8, 1.10, 2.2, 3.3, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6 et 6.7 de l'ADR;
- 5° la délivrance des agréments de type prévues au chapitre 1.8 et à la section 6 de l'ADR;
- 6° en matière d'emballage :
 - a) l'octroi et le retrait des agréments prévu aux chapitres 4.1, 6.2 et 6.5 de l'ADR;
 - b) l'imposition et la validation des normes de construction, prescriptions et codes techniques prévue aux chapitres 3.3, 4.1, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5 et 6.6 de l'ADR;

- c)* l'imposition et la validation du type d'emballage à utiliser prévue aux chapitres 3.3, 4.1 et 6.1 de l'ADR;
 - d)* l'autorisation d'usage de récipients construits sous d'anciennes normes prévue au chapitre 1.6 de l'ADR;
 - e)* la modification de la durée de vie prévue à la section 4.1.1.15 de l'ADR;
 - f)* l'autorisation des réparations prévue au chapitre 1.2 de l'ADR;
 - g)* la dérogation au respect de la validité de la dernière inspection ou épreuve prévue à la section 4.1.2.2 de l'ADR;
 - h)* la modification de la périodicité des inspections ou épreuves prévue au chapitre 4.1 de l'ADR;
- 7° en matière de citernes :
- a)* l'octroi et le retrait de l'agrément prévu aux chapitres 1.8, 6.7, 6.8 et 6.9 de l'ADR;
 - b)* l'imposition et la validation des normes de construction, prescriptions et codes techniques prévue aux chapitres 4.2, 4.3, 6.7, 6.8 et 6.9 de l'ADR;
 - c)* l'imposition et la validation le type de citerne à utiliser prévue aux chapitres 3.2, 4.2, 6.7 et 6.8 de l'ADR;
 - d)* l'imposition/la validation le taux de remplissage prévue au chapitre 4.2 de l'ADR;
 - e)* l'imposition/la validation des procédures de calcul des temps de retenue prévue aux chapitres 4.2 et 6.7 de l'ADR;
 - f)* l'autorisation du transport en citerne prévue aux chapitres 4.2, 4.3, 6.7 et 6.8 de l'ADR;
 - g)* l'autorisation de l'usage de citernes construites sous d'anciennes normes prévue au chapitre 1.6 de l'ADR;
 - h)* la dérogation au respect de la validité de la dernière inspection/épreuve prévue au chapitre 4.2, 4.3 et 6.7 de l'ADR;
 - i)* la détermination des températures critiques et de régulation de peroxydes organiques prévue au chapitre 4.2 de l'ADR;
- 8° en matière de conteneurs pour vrac :
- a)* l'octroi/le retrait de l'agrément prévus au chapitre 6.11 de l'ADR;
 - b)* l'imposition/la validation des normes de construction, prescriptions et codes techniques prévue au chapitre 6.11 de l'ADR;
- 9° l'approbation du programme d'assurance qualité des fabricants et d'évaluation de la conformité des fabricants prévue aux chapitres 1.8, 4.3, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6, 6.8 et 6.11 de l'ADR;
- 10° l'autorisation/imposition des conditions de transport prévue aux chapitres 2.2, 2.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 6.7 et 7.3 de l'ADR;
- 11° la dispense de l'usage de l'ADR prévue au chapitre 3.3 de l'ADR;
- 12° l'autorisation de l'usage de la mention "livraison-vente" dans le document de transport prévue au chapitre 5.4 de l'ADR;
- 13° l'autorisation du chargement/déchargement/arrêt/stationnement sur un espace public prévue aux chapitres 7.5 et 8.5 de l'ADR;
- 14° l'imposition des restrictions de circulation prévue au chapitre 8.6 de l'ADR;
- 15° l'imposition du chargement/déchargement en un seul endroit pour les chargements complets, prévue au chapitre 7.5 de l'ADR;
- 16° la signature des accords multilatéraux et la délivrance des autorisations spéciales, équivalences et dérogations prévues au chapitre 1.5 de l'ADN;
- 17° en matière de classification :
- a)* l'établissement/la validation des classifications prévu aux chapitres 2.1, 2.2, 3.3 et 5.2.2 de l'ADN;
 - b)* la validation des méthodes de classifications prévue au chapitre 2.2 de l'ADN;
- 18° la requête de documents prévue aux chapitres 1.3, 1.8, 1.10, 1.15, 1.16, 3.3, 9.1 et 9.3 de l'ADN;
- 19° en matière d'emballages :
- a)* la délivrance ou le retrait d'agréments prévus aux sections 4 et 6 de l'ADN;
 - b)* l'imposition/la validation des normes de construction, prescriptions et codes techniques prévue au chapitre 3.3 et aux parties 4 et 6 de l'ADN;
 - c)* l'imposition/la validation du type d'emballage à utiliser prévue au chapitre 3.3 et aux parties 4 et 6 de l'ADN;
 - d)* la modification de la durée de vie prévue à la partie 4 de l'ADN;
 - e)* la modification de la périodicité des inspections/épreuves prévue à la partie 4 de l'ADN;
 - f)* la dérogation au respect de la validité de la dernière inspection/épreuve prévue à la partie 4 de l'ADN;
- 20° en matière de citernes :
- a)* la délivrance/le retrait d'agrément prévu à la partie 6 de l'ADN;
 - b)* l'imposition/la validation des normes de construction, prescriptions et codes techniques prévue aux parties 4 et 6 de l'ADN;
 - c)* l'imposition/la validation du type de citerne à utiliser prévue au chapitre 3.2 et aux parties 4 et 6 de l'ADN;
 - d)* l'imposition/la validation du taux de remplissage prévue à la partie 4 de l'ADN;
 - e)* l'imposition/la validation des procédures de calcul des temps de retenue prévue aux parties 4 et 6 de l'ADN;
 - f)* l'autorisation du transport en citerne prévue aux parties 4 et 6 de l'ADN;

- g) la dérogation au respect de la validité de la dernière inspection/épreuve prévue aux parties 4 et 6 de l'ADN;
 - h) la fixation des températures critiques et de régulation de peroxydes organiques prévue à la partie 4 de l'ADN;
- 21° en matière de conteneurs pour vrac :
- a) la délivrance/le retrait d'agrément prévu à la partie 6 de l'ADN;
 - b) l'imposition/la validation des normes de construction, prescriptions et codes techniques prévue à la partie 6 de l'ADN;
- 22° l'approbation du service qualité prévue au chapitre 2.2 de l'ADN;
- 23° l'autorisation/l'imposition des conditions de transport prévue aux chapitres 2.2, 3.1 et 3.3 de l'ADN;
- 24° l'autorisation/la désignation/l'agrément des lieux de chargement/déchargement prévu au chapitre 7.1 de l'ADN;
- 25° l'autorisation de chargement/déchargement/arrêt prévu au chapitre 8.6 de l'ADN;
- 26° l'autorisation de transbordement prévue au chapitre 7.1 de l'ADN;
- 27° la délivrance, le renouvellement, le retrait des attestations relatives aux connaissances particulières de l'ADN tel que prévu au chapitre 8.2 de l'ADN;
- 28° l'agrément des organismes de formation prévus au chapitre 8.2 de l'ADN.

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives au Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine, Energie*

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 116. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable au titre II du programme 02 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région et relative à la démolition d'immeubles et au déplacement d'installations fixes ou mobiles érigés ou installés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, y compris les travaux exécutés pour compte de tiers et avances récupérables, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 125.000 euros.

Art. 117. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable au titre II du programme 03 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région et relative à l'acquisition par la Région d'immeubles nécessaires à la réalisation du programme, y compris les aménagements :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros.

Art. 118. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Aides aux particuliers pour engager, approuver et liquider toute dépense concernant les aides aux personnes physiques instaurées en application du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable à l'exception des allocations de déménagement et de loyer, des allocations d'installation et des garanties de bonne fin.

§ 2. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Etudes et de la Qualité du logement pour engager, approuver et liquider toute dépense concernant les allocations de déménagement et de loyer et les allocations d'installation instaurées en application du Code wallon du Logement.

§ 3. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle pour engager, approuver et liquider toute dépense concernant les garanties de bonne fin.

§ 4. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour engager, approuver et liquider toute dépense concernant :

- 1° les primes énergie imputables sur le Fonds énergie et les allocations de base s'y rapportant, à l'exclusion des primes énergie découlant du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;
- 2° les primes pour l'installation d'un chauffe-eau solaire instaurées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003.

Art. 119. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Art. 120. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour engager, approuver et liquider toute dépense relevant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie.

Cette délégation n'est accordée que pour autant que le montant total de l'engagement en cause n'excède pas 35.000 euros.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 121. Délégation est accordée au directeur général pour décider sur les recours introduits en exécution de l'article 14, § 8, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable contre les décisions de recouvrement des aides aux personnes physiques et des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation.

Art. 122. Délégation est accordée au directeur pour signer les conventions de baux à loyer et baux commerciaux relatives aux immeubles construits et/ou rénovés dans le cadre de la convention "Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976", signée le 15 décembre 1977 entre l'Etat belge et la Société de développement régional pour la Wallonie.

Art. 123. Dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 95, délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Aménagement opérationnel et de la Ville et à l'attaché ou premier attaché chargé, au sein de cette Direction, de la gestion desdits immeubles, pour comparaître aux actes suivants et les signer :

- 1° modifications des actes de base des immeubles collectifs;
- 2° actes authentiques de vente et de cession de droits emphytéotiques relatifs aux terrains, logements, baux commerciaux, cours et garages;
- 3° mainlevées d'hypothèques;
- 4° libérations de caution constituée au titre de garantie locative;
- 5° actes de quittance avec ou sans paiement;
- 6° dispense d'inscription d'office.

Art. 124. Les agents mentionnés à l'article 96 du présent arrêté sont désignés, dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 95 :

- 1° en qualité d'ordonnateur des recettes;
- 2° en qualité d'ordonnateur des dépenses relatives aux commandes de fournitures de travaux et de services nécessaires à l'entretien et à la réparation du patrimoine concerné, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 5.000 euros;
- 3° en qualité de représentant de la Région au sein des assemblées générales des copropriétaires ainsi que dans les conseils de gérance avec pouvoir d'engager la Région dans les limites des actes de base et des règlements de copropriété.

Art. 125. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle pour donner mainlevée ou cession de rang des inscriptions hypothécaires prises au profit de l'Etat ou de la Région en application des arrêtés d'exécution des articles 48 et 76 du Code wallon du Logement instaurant des primes à l'acquisition.

§ 2. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Aides aux particuliers pour décider de l'octroi ou du refus des aides aux personnes physiques instaurées en application du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable à l'exception des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation.

§ 3. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Etudes et de la Qualité du Logement pour décider de l'octroi ou du refus des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation instaurées en application du Code wallon du Logement.

§ 4. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle pour décider du recouvrement, total ou partiel, ou de la dispense de remboursement des avantages, dans les cas où leur bénéficiaire n'a pas respecté les engagements qu'il a souscrits.

§ 5. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle pour décider de l'exécution de la garantie de bonne fin accordée aux prêts hypothécaires visés à l'article 14, § 4, 5°, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

§ 6. Délégation est donnée au directeur de la Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle pour décider sur les recours introduits contre la décision de refus d'octroi des aides aux personnes physiques et son calcul ainsi que sur la décision de refus d'octroi des allocations de déménagement et de loyer et des allocations d'installation instaurées en application du Code wallon du Logement.

§ 7. Délégation est accordée au directeur de la Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle pour décider sur les recours introduits en exécution de l'article 7bis du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable contre les mesures décidées par le bourgmestre en application de l'article 7 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

Art. 126. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour décider de l'octroi ou du refus des primes énergie, à l'exclusion des primes énergie découlant du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

§ 2. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour décider sur les recours introduits contre les décisions de refus d'octroi des primes énergies et de son calcul, à l'exclusion des primes énergie découlant du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

Art. 127. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale autre qu'une prime énergie, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

Art. 128. Délégation est accordée au directeur de la Direction de l'Organisation des marchés régionaux de l'Energie pour les missions confiées à l'Administration par ou en vertu des chapitres IX, IXbis et X du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et des chapitres VIII, VIIIbis et VIIIter du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, à l'exception des recours.

Art. 129. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour décider de l'octroi ou du refus des agréments suivants, instaurés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments :

- 1° responsable PEB;
- 2° certificateur PEB;

3° auteur d'étude de faisabilité.

Art. 130. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour décider de l'octroi ou du refus de l'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative organisée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Art. 131. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour décider de l'octroi ou du refus de l'agrément instauré en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Art. 132. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la Promotion de l'énergie durable pour délivrer l'attestation visée à l'article 49 de l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code d'impôts sur les revenus en vue de l'obtention d'une déduction fiscale pour investissements économiseurs d'énergie dans les entreprises.

Section 3. — Dispositions particulières à l'Agence wallonne du Patrimoine

Sous-section 1. — Délégations budgétaires

Art. 133. L'inspecteur général en charge de l'Agence ou les agents ou les membres du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet par celui-ci, sont habilités à approuver et liquider ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités de l'Agence, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus au budget de l'Agence.

Art. 134. L'inspecteur général en charge de l'Agence ou les agents ou les membres du personnel contractuel de niveau A désignés à cet effet par celui-ci, sont délégués pour signer les ordonnances de dépenses établies à charge du budget de l'Agence.

Art. 135. L'inspecteur général en charge de l'Agence ou les agents ou les membres du personnel contractuel de niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à faire procéder par les organismes financiers à l'ouverture et la clôture des comptes et à en arrêter les modalités de fonctionnement. Il communique à ces organismes les modèles de signature du comptable titulaire et des éventuels cosignataires et suppléants.

Art. 136. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur de l'Agence pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de sa gestion.

Art. 137. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur de l'Agence pour prendre toute mesure conservatoire et notamment signer et déposer, en cas de faillite, de réorganisation judiciaire, de règlement collectif de dettes ou de médiation de dettes à l'intervention d'une institution agréée par la Région wallonne toute déclaration de créances qui procèdent des matières relevant de leur gestion comptable.

Art. 138. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence, jusqu'à concurrence d'un montant de 50.000 euros, pour engager, approuver et liquider toute dépense relative à des mesures conservatoires d'urgence visées par le Code wallon du Patrimoine et imputable aux articles de base de classe 1 ou 7 du budget de l'Agence.

Sous-section 2. — Dispositions particulières

Art. 139. Dans le respect des missions confiées à l'Agence, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour :

- 1° conclure les baux à loyer pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 125.000 euros;
- 2° conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros.

Art. 140. Dans le respect des missions confiées à l'Agence, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence ou aux agents de niveau A désignés à cet effet par celui-ci pour représenter le Ministre pour la passation et les conclusions des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles et de toute demande de permis pour travaux y relatifs.

Art. 141. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour siéger au sein des assemblées de copropriétaires ainsi que dans les conseils de copropriété avec pouvoir d'engager l'Agence dans la limite des actes de base et des règlements de copropriété.

Art. 142. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour l'organisation de stages d'apprentissage et formation sur les sites de l'Agence.

CHAPITRE VII. — Dispositions relatives au Service public Intérieur et Action sociale

Section 1^{re}. — Délégation budgétaire

Art. 143. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Section 2. — Dispositions particulières au Fonds wallon des calamités publiques

Art. 144. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Fonds wallon des calamités publiques, toute dépense relative aux frais d'experts imputables sur l'article de base 12.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 01 - Fonds des calamités publiques - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général du Département de la Législation des Pouvoirs locaux et de la Prospective : 25.000 euros.

Art. 145. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver, liquider ou désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Fonds wallon des calamités publiques, toute dépense imputable sur les allocations de base 34.01 et 43.01 du titre VII - Fonds wallon des calamités naturelles - division 01 - Fonds des calamités publiques - du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général du Département de la Législation des Pouvoirs locaux et de la Prospective : 25.000 euros.

CHAPITRE VIII. — Dispositions relatives au Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche

Section 1^{re}. — Délégations budgétaires

Art. 146. Délégation est accordée à tout titulaire de fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 72, classe 7, du titre II de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région pour autant qu'elle se rapporte à la construction ou à l'achat de terrains ou de bâtiments spécifiques aux activités du Département ou des Directions relevant de leur autorité respective :

- secrétaire général et directeur général : 50.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros;
- directeur : 12.000 euros.

Art. 147. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur l'article de base 31.01 du titre Ier, programme 32 et sur l'article de base 01.01 du titre II, programme 34, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région :

- directeur général : 250.000 euros;
- inspecteur général : 25.000 euros.

Art. 148. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable à l'article de base 31.02 du titre II, programme 31, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région, et relative à un projet de veille technologique ou à un projet de guidance technologique.

Art. 149. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable à l'article de base 45.07 du titre II, programme 31 et à l'article de base 01.01 du titre II, programme 34, de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région, et relative à un projet relevant du programme "Formation et impulsion à la recherche scientifique et technologique" (FIRST).

Art. 150. Le directeur général ou les agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et liquider ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région à l'exception des dépenses en matière de personnel, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Section 2. — Dispositions particulières

Sous-section 1. — Dispositions particulières à la Direction générale

Art. 151. En vue de l'application des mesures prévues par la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, délégation est accordée au directeur général ou au fonctionnaire de rang A4 au moins qu'il désigne pour prendre :

- 1° la décision de prolongation du délai de réalisation du programme d'investissements pour autant que cette prolongation n'excède pas douze mois;
- 2° la décision d'accepter des investissements complémentaires au programme d'investissement déposé, avant toute décision d'octroi;
- 3° la décision d'autorisation de débiter les investissements.

Art. 152. Dans le cadre du chapitre II, section 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation de la prime à la qualité.

Art. 153. Dans le cadre du chapitre II, section 4, de l'arrêté du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée au directeur général afin d'autoriser la réalisation, par un conseil, d'une étude de trois jours maximum.

Art. 154. Le directeur général transmet mensuellement, suivant le cas, au Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ou au Ministre qui a les P.M.E. dans ses attributions, une copie des décisions prises sur base des articles 113 à 114 ainsi que les relevés des ordres de liquidation.

Art. 155. Délégation est accordée au directeur général ou à l'inspecteur général qu'il désigne pour :

- 1° approuver les déclarations de créance de la Région wallonne relatives à la récupération des aides octroyées dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, à l'égard des personnes physiques ou des sociétés en faillite, en réorganisation ou en liquidation;
- 2° exécuter toute décision de récupération partielle ou totale des aides octroyées dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie à l'égard des personnes physiques ou des sociétés;
- 3° se prononcer sur les plans de réorganisation.

Art. 156. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions de retrait ou d'arrêt des aides octroyées en application de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie.

Art. 157. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée au directeur général :

- 1° pour modifier, en cours d'exécution, les conventions d'aide gérées par la Direction générale à condition d'en respecter l'objet et de ne pas dépasser les montants engagés;
- 2° sans préjudice des dispositions du présent arrêté, pour exercer les droits stipulés au nom de la Région dans lesdites conventions et exécuter les obligations que ces conventions imposent à la Région.

Art. 158. Délégation est accordée au directeur général pour désigner des participants aux activités relatives à la coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique ("COST") et pour leur accorder le remboursement des frais de mission afférents à leur participation à ces activités.

Art. 159. Dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand et de l'enseignement et du secteur marchand, délégation est accordée au directeur général ou à l'inspecteur général qu'il désigne pour :

- 1° les décisions d'octroi, de refus, de renouvellement ou de refus de renouvellement de l'aide visée à l'article 8 d'un montant maximal de 5 points et les décisions de refus motivées par le non-engagement de demandeur d'emploi supplémentaire;
- 2° les décisions qui n'ont aucun impact budgétaire supplémentaire et qui ne modifient pas la teneur du projet;
- 3° les décisions modificatives visées à l'article 12;
- 4° les décisions de cession et de réception des communes et des C.P.A.S. entre eux de points critères objectifs;
- 5° les décisions des " Naissances multiples " qui ne font pas l'objet d'une dérogation.

Art. 160. Dans le cadre du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, délégation est accordée au directeur général ou à l'inspecteur général qu'il désigne pour prendre :

- 1° les décisions d'octroi qui ne font pas l'objet d'une demande de majoration;
- 2° les décisions qui n'ont aucun impact budgétaire supplémentaire et qui ne modifient pas la teneur du projet.

Art. 161. Dans le cadre du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2003 portant exécution de certaines dispositions du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise, délégation est accordée au directeur général pour le lancement de l'appel d'offres, le choix de l'émetteur de chèques et l'établissement d'une convention avec celui-ci.

Sous-section 2. — Dispositions particulières au Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Art. 162. Dans le cadre de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général et au directeur de la Direction de l'Emploi et des Permis de travail ainsi qu'aux premiers attachés et attachés de cette Direction pour statuer sur les demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail ainsi que sur les demandes de prorogation et de renouvellement de ceux-ci.

Délégation est accordée au directeur général pour déroger, en vertu de l'article 38, § 2, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, aux articles 8, 10, 12, 14, 21, 1^{er}, et 22, 2^o, de l'arrêté royal précité dans le cadre des demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail de travailleurs occupés dans le cadre de fonctions reconnues par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi comme étant en pénurie de main-d'œuvre.

Art. 163. Dans le cadre de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle, au directeur de la Direction de l'Emploi et des Permis de travail ainsi qu'aux premiers attachés et attachés pour décider ou refuser les demandes en obtention, renouvellement, prorogation, modification ou remplacement en cas de perte de la carte professionnelle.

Art. 164. § 1^{er}. En application de la loi du 1^{er} juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours ressortissant à un enseignement à horaire réduit leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale et de l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, délégation est accordée au directeur général à l'inspecteur général et au directeur de la Direction de la Formation professionnelle pour approuver les déclarations de créance et accorder les indemnités de promotion sociale aux travailleurs salariés et appointés, aux indépendants et aidants du secteur agricole.

§ 2. Délégation est accordée au directeur général et au directeur de la Direction de la Formation professionnelle et à l'inspecteur général pour délivrer les attestations de capacité d'aide familiale et d'aide senior ainsi que les certificats d'immatriculation en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales.

Art. 165. Dans le cadre du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2003 portant exécution de certaines dispositions du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise, délégation est accordée au directeur général pour le lancement de l'appel d'offres, le choix de l'émetteur de chèques et l'établissement d'une convention avec celui-ci.

Art. 166. Dans le cadre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, du décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et les coaches sectoriels, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 portant exécution du décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels, délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général et au directeur de la Direction des politiques transversales Région Communauté pour la liquidation des incitants financiers visés aux articles 3, 5 et 6, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 20 juillet 2016.

Sous-section 3. — Dispositions particulières au Département de l'Investissement

Art. 167. Dans le cadre du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes au sein du Département de l'Investissement, Direction des Programmes d'investissement, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général : 1.500.000 euros;
- inspecteur général : 1.000.000 euros;
- directeur : 700.000 euros;
- premier attaché et attaché : 250.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992 et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatifs aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 168. Dans le cadre de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes au sein du Département de l'Investissement, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides, jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général : 1.500.000 euros;
- inspecteur général : 1.000.000 euros;
- directeur : 700.000 euros;
- premier attaché et attaché : 250.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour les décisions de refus et pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 169. L'agent investi de délégations en vertu des articles 123 et 124 est habilité à prendre les décisions d'exonération du précompte immobilier.

Art. 170. Dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes au sein du Département de l'Investissement, Direction des Petites et Moyennes Entreprises, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général : 1.500.000 euros;
- inspecteur général : 1.000.000 euros;
- directeur : 700.000 euros;
- premier attaché et attaché : 250.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation de l'aide.

L'agent investi de la délégation en vertu de l'alinéa 1^{er} est habilité à prendre les décisions d'exonération du précompte immobilier.

En outre, délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation de la prime aux services de conseil.

Sous-section 4. — Dispositions particulières au Département du Développement économique

Art. 171. Dans le cadre de l'application du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégation est accordée aux premiers attachés et attachés du Département du Développement économique pour accorder ou refuser des primes d'emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement des agents visés à l'alinéa 1^{er}, la délégation dont ils sont investis est accordée, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, soit au directeur de la Direction des Projets thématiques, soit à l'inspecteur général du Département du Développement économique, soit au directeur général.

Sous-section 5. — Disposition particulière au Département de la Recherche et du Développement technologique et au Département de la Gestion financière

Art. 172. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de la Recherche et du Développement technologique, à l'inspecteur général du Département de la Gestion financière ou à tout agent du niveau A désigné à cet effet par le directeur général pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 173. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie est abrogé.

Art. 174. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Art. 175. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

la Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe

Choix du mode de passation, adoption des documents de marché, sélection qualitative et attribution du marché. A l'exclusion des dépenses de services autres que celles relatives aux marchés, délégation est accordée pour choisir le mode de passation, pour adopter les documents du marché et engager la procédure, à tout titulaire de fonctions reprises ci-dessous jusqu'à concurrence des montants H.T.V.A. suivants :

	Procédure ouverte, procédure restreinte	Procédure concurrentielle avec négociation, procédure négociée avec mise en concurrence préalable, procédure négociée directe avec publication préalable, procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable, procédure négociée sans mise en concurrence préalable, convention « in house »
TRAVAUX	euros	euros	euros
Secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence	1.250.000	500.000	300.000
Inspecteur général	500.000	200.000	150.000
Directeur	200.000	100.000	75.000
FOURNITURES			
Secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence	500.000	400.000	150.000
Inspecteur général	300.000	125.000	75.000
Directeur	125.000	50.000	50.000
SERVICES			
Secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence	250.000	150.000	120.000
Inspecteur général	100.000	50.000	50.000
Directeur	50.000	25.000	25.000

Vu pour être annexé à l'arrêté du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

la Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/41354]

23. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, 23. Juni 2011, 31. Mai 2012, 31. Januar 2013, 28. November 2013, 20. März 2014, 15. Mai 2014, 26. März 2015, 24. März 2016, 27. Oktober 2016, 27. April 2017, 14. Dezember 2017, 4. Oktober 2018, 13. Dezember 2018;

Aufgrund der am 22. Mai 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Mai 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;
 Aufgrund des Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;
 Auf Vorschlag der Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung;
 Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen*

Abschnitt 1 — Allgemeine gemeinsame Bestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Ausgabe für Kommunikation: jede Ausgabe für schriftliche, audiovisuelle und elektronische Veröffentlichungen, für Maßnahmen zur Information und zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie für die damit verbundenen Nebenkosten;
- 2° Ausgabe in Bezug auf Vertretungskosten: jede Ausgabe für Restaurants, Empfänge und/oder Geschenke für Geschäftsbeziehungen, die im Rahmen der Beziehungen mit Vertretern von Einrichtungen, die nicht zum Öffentlichen Dienst der Wallonie gehören, im Interesse des Dienstes zu tätigen ist;
- 3° Ausgabe in Bezug auf spezifische Güter: jede Ausgabe für den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, die aufgrund der besonderen Art der zu erfüllenden Aufgaben für die Durchführung eines spezifischen Programms einer bestimmten Generaldirektion, Abteilung oder Direktion unerlässlich ist, mit Ausnahme der Güter, die für jegliche Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie von Interesse sein können und von der Abteilung Mobilienvermögensverwaltung oder die Abteilung Immobilienverwaltung oder die Abteilung Informations- und Kommunikationstechnologie verwaltet werden;
- 4° Agentur: die durch das Dekret vom 12. Juli 2017 zur Errichtung der Wallonischen Agentur für das Erbe ("Agence wallonne du Patrimoine") als Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung und zur Auflösung des Instituts für das wallonische Erbe gegründete Wallonische Agentur für das Erbe.

Art. 2 - Die Entwürfe von Bestellscheinen oder von jeglicher rechtlichen Verpflichtung in Bezug auf den Erwerb, die Miete oder die Instandsetzung von nicht spezifischen Gütern bzw. Dienstleistungen werden dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie übermittelt, der sie je nach Fall an die Abteilung Mobilienvermögensverwaltung, an die Abteilung Immobilienverwaltung oder an die Abteilung Informations- und Kommunikationstechnologie weiterleitet.

Art. 3 - Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des statutarischen Personals des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mit Ausnahme der Bediensteten auf Probe, und an die von der zuständigen Behörde zu diesem Zweck benannten Vertragspersonalmitglieder der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung (nachstehend VdaB genannt).

Art. 4 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalsekretärs oder des Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Amtsinhaber beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Generalinspektor der betroffenen Abteilung oder, für die Direktionen, die dem Generalsekretär oder dem Generaldirektor direkt unterstehen, an den Direktor der betroffenen Abteilung.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Generalinspektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 1 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Amtsinhaber beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Direktor der betroffenen Direktion.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Direktors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 2 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Amtsinhaber beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an einen Bediensteten der Stufe A der betroffenen Direktion, den der Direktor zu diesem Zweck benennt.

Was die Agentur betrifft, gilt abweichend von vorigem Absatz, dass bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Direktors die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 2 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Amtsinhaber beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an einen Bediensteten der Stufe A ergehen, den der Direktor benennt.

Art. 5 - § 1. Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Bediensteten oder Vertragspersonalmitglieds eines Verwaltungsdienstes mit autonomer Buchführung können - aus welchem Grund auch immer - die Letzterem in Anwendung des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten ausüben. Sie dürfen jedoch nicht ihren Beschluss anstelle desjenigen gelten lassen, der von dem bevollmächtigen Bediensteten gefasst und zugestellt worden ist.

§ 2. Die Minister können hinsichtlich der Wahl des Vergabeverfahrens, der Annahme der Auftragsunterlagen, der qualitativen Auswahl und der Vergabe der öffentlichen Aufträge für die ihnen erteilten Zuständigkeiten durch Ministeriellen Erlass Schwellenwerte bestimmen, die unter den in Anhang 1 zum vorliegenden Erlass vorgesehenen Werten liegen.

Art. 6 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgaben und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Bei Gebühren für eine Zeitschrift, ein Periodikum, eine Datenbank oder ein sonstiges Abonnement oder bei Vermietungen deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Vermietung abzüglich der Mehrwertsteuer.

Abschnitt 2. — Gemeinsame Bestimmungen im Personalbereich

Art. 7 - § 1. Folgenden Personen wird die Vollmacht zur Beschlussfassung über den Jahresurlaub zu Ferienzwecken, die außergewöhnlichen und umstandsbedingten Urlaubszeiten und die Dienstreisen, mit Ausnahme der Auslandsdienstreisen, erteilt:

- 1° dem Generalsekretär und dem Generaldirektor für die Generalinspektoren und die Direktoren, die ihm direkt unterstehen;
- 2° jedem Generalinspektor für die Direktoren, die ihm unterstehen;

- 3° jedem Direktor für das Personal seiner Direktion;
- 4° den Bediensteten der Stufe A, die der Generaldirektor zu diesem Zweck benennt.

§ 2. Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, bis zu einem Betrag von 5.000 Euro die Beschlüsse bezüglich der Auslandsdienstreisen im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen zu fassen.

Abweichend von vorigem Absatz wird dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, bis zu einem Betrag von 5.000 Euro die Beschlüsse bezüglich der Auslandsdienstreisen im Rahmen der Aktivitäten der Agentur zu fassen.

Die Auslandsdienstreisen sind Gegenstand einer vorherigen Information und eines Berichts an den bzw. die betroffenen Minister.

Der Generalsekretär und der Generaldirektor teilen dem bzw. den Ministern, von dem bzw. denen sie abhängen, sowie den Mitgliedern des strategischen Ausschusses ihre Jahresurlaubstage sowie ihre außergewöhnlichen und umstandsbedingten Urlaubstage mit.

Art. 8 - Dem Generalsekretär oder dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, gegenüber einem Bediensteten, der ihm untersteht, einen Beschluss zur einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes zu fassen.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Haushaltsbestimmungen

Art. 9 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird erlaubt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle vorläufige Mittelbindungen vorzunehmen.

Dem Inhaber nachstehender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zur Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge jede Ausgabe, die Gegenstand einer in Anwendung von Absatz 1 erlaubten vorläufigen Mittelbindung ist, festzustellen:

- Generalsekretär und Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Was die Agentur betrifft, gilt abweichend von vorigem Absatz, dass dem Inhaber nachstehender Ämter die Vollmacht erteilt wird, bis zur Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge jede Ausgabe, die Gegenstand einer in Anwendung von Absatz 1 erlaubten vorläufigen Mittelbindung ist, festzustellen:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 10 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird für die Angelegenheiten, die sie betreffen, die Vollmacht erteilt:

- 1° die Zahlung von Geldvorschüssen an die dezentralen Kassenführer zu genehmigen, die von der Regierung bzw. vom durch die Regierung beauftragten Minister benannt worden sind, mit Ausnahme der außerordentlichen Rechnungsführer der Ministerkabinette;
- 2° Krediteröffnungen zu veranlassen.

Art. 11 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, für alle im vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben Ausgabenverpflichtungen einzugehen, solche Ausgaben zu genehmigen, festzustellen und rückgängig zu machen.

Art. 12 - Den Inhabern der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge und im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilung bzw. Direktion für alle anderen Ausgaben als diejenigen, die öffentliche Aufträge betreffen, und die zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region gehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, mit Ausnahme der in Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben:

- Generalsekretär und Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Den Inhabern der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge und im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur für alle anderen Ausgabe als diejenigen, die öffentliche Aufträge betreffen, und die zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Agentur gehen, mit Ausnahme der in Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 13 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, des Titels I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region in Bezug auf Vertretungskosten, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, soweit der Betrag der Ausgabe 12.500 Euro nicht überschreitet.

Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, Titel I des Haushaltsplans der Agentur in Bezug auf Vertretungskosten, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, soweit der Betrag der Ausgabe 12.500 Euro nicht überschreitet.

Art. 14 - § 1. Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, für alle Ausgaben bis zu einem Betrag von 2.500 Euro in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

§ 2. Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, für die Ausgaben bis zu einem Betrag von 5.000 Euro in Bezug auf die allgemeine Dokumentation, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Die in Absatz 1 erwähnten Ausgaben für die allgemeine Dokumentation werden dem Generalsekretär unverzüglich zur Kenntnis gebracht.

§ 3. Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, des Titels I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region in Bezug auf die allgemeine Dokumentation, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, soweit der Betrag der Ausgabe zwischen 5.000 Euro und 12.500 Euro liegt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalsekretärs ergehen die Vollmachten, mit denen er kraft Absatz 1 versehen ist, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Generalinspektor der Abteilung Kommunikation.

§ 4. Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, für die Ausgaben bis zu einem Betrag von 5.000 Euro in Bezug auf Versammlungskosten, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 15 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, für die Ausgaben bis zu einem Betrag von 12.500 Euro in Bezug auf Kommunikationsarbeit, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 16 - Den Inhabern der folgenden Ämter wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, für alle anderen Ausgaben als diejenigen, die öffentliche Aufträge betreffen, und die zu Lasten der Basisartikel, Klasse 7, des Titels II des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region gehen, in Bezug auf den Ankauf von für die Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilung bzw. Direktion spezifischen langlebigen beweglichen Gütern, mit Ausnahme der in Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalsekretär und Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Den Inhabern der folgenden Ämter wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, für alle anderen Ausgaben als diejenigen, die öffentliche Aufträge betreffen und zu Lasten der Basisartikel der Klasse 7 des Titels II des Haushaltsplans der Agentur gehen, in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern, mit Ausnahme der in Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 17 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen, durch Ausgabenverpflichtungen gebundenen Beträge – eventuelle Erhöhungen inbegriffen - die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterstehenden Abteilung bzw. Direktion, jede Ausgabenverpflichtung zu Lasten der Basisartikel des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region rückgängig zu machen, mit Ausnahme der in den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben:

- Generalsekretär und Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Den Inhabern der folgenden Ämter wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen, durch Ausgabenverpflichtungen gebundenen Beträge, einschließlich der eventuellen Erhöhungen, die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur, jede Ausgabenverpflichtung zu Lasten der Basisartikel des Haushaltsplans der Agentur rückgängig zu machen, mit Ausnahme der in den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Abschnitt 4 — Gemeinsame Bestimmungen in Sachen öffentliche Aufträge

Unterabschnitt 1 — Definitionen

Art. 18 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

- 1° Gesetz öffentliche Aufträge: das Gesetz vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge;
- 2° Königlicher Erlass vom 18. April 2017: der Königliche Erlass vom 18. April 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen;
- 3° Königlicher Erlass vom 18. Juni 2017: der Königliche Erlass vom 18. Juni 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den Sonderbereichen;
- 4° Königlicher Erlass vom 14. Januar 2013: der Königliche Erlass vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen.

Unterabschnitt 2 — Bestimmungen über die Wahl des Vergabeverfahrens, die Annahme der Auftragsunterlagen, die qualitative Auswahl und die Vergabe, die Überprüfung der Auftragspreise

Art. 19 - Unbeschadet von Artikel 9 Absatz 2 des Gesetzes öffentliche Aufträge und des von der Regierung genehmigten Investitionsprogramms wird im Rahmen eines öffentlichen Auftrags und für die an ihn anschließenden Aufträge, die infolge von Rahmenvereinbarungen ohne erneuten Aufruf zum Wettbewerb vergeben werden, jedem Inhaber der im Anhang aufgeführten Ämter bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt:

- 1° das Vergabeverfahren zu wählen, die Auftragsunterlagen anzunehmen und das Verfahren einzuleiten;
- 2° die Bewerber um einen Auftrag auszuwählen;

- 3° vor jeder juristischen Verpflichtung für die Ausgabe zu Lasten des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region eine Ausgabenverpflichtung einzugehen, diese Ausgabe zu genehmigen, festzustellen oder rückgängig zu machen;
- 4° den Auftrag zu vergeben.

Jedem Inhaber des in Absatz 1 erwähnten Amtes wird im Rahmen seiner Vollmachten erlaubt, unter den in Artikel 36 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 oder in Artikel 44 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017 festgelegten Bedingungen die Preisüberprüfung aufzuerlegen, wenn diese nicht Pflicht ist.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 sind der Generalsekretär oder der Generaldirektor befugt, dem betreffenden Generalinspektor oder Direktor die Vollmacht erteilen, die Auftragsunterlagen anzunehmen.

Ist ein Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung auf die Anwendung von Artikel 42 § 1 Ziffer 2 des Gesetzes öffentliche Aufträge zurückzuführen, so wird die Vollmacht zur Genehmigung des Auftrags an die Behörde erteilt, die den ursprünglichen, gemäß einem der Verfahren in Artikel 35 Absatz 1 des Gesetzes öffentliche Aufträge vergebenen Auftrag genehmigt hat.

Art. 20 - In Abweichung von Artikel 19 dürfen nur der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, Auftragsunterlagen annehmen, wenn dieser Auftrag:

- 1° in Anwendung von Artikel 67 § 1 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 die Gewährung von Vorschüssen vorsieht;
- 2° vom Pauschalprinzip abweicht und in Anwendung von Artikel 26 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 oder von Artikel 34 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017 aufgrund vorläufiger Preise oder aufgrund überprüfter Auslagen vergeben wird;
- 3° von einem von der Wallonischen Region erstellten oder anerkannten Musterlastenheft abweicht.

Art. 21 - Hinsichtlich der Auftragsvergabe dürfen nur der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen:

- 1° in den in Artikel 76 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 oder in Artikel 74 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017 vorgesehenen Fällen von Unregelmäßigkeiten das wirtschaftlich günstigste Angebot ablehnen;
- 2° beschließen, den Auftrag nicht zu vergeben und das Verfahren zu beenden und ggf. in den Grenzen seiner Vollmacht ein neues Verfahren einleiten.

Art. 22 - Hinsichtlich der Auftragsvergabe wird dem Direktor, in den Angelegenheiten, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, Artikel 89 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 oder Artikel 87 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017 anzuwenden.

Art. 23 - Nur der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor dürfen, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, den Auftrag vergeben, wenn der Betrag des wirtschaftlich günstigsten ordnungsgemäßen Angebots den Betrag von 500.000 Euro für einen Bauauftrag oder den für die europäische Bekanntmachung festgelegten Schwellenwert für einen Liefer- oder Dienstleistungsauftrag erreicht und um mindestens 15% unter dem Durchschnitt der Angebote liegt, die von den auserwählten Submittenten abgegeben werden.

Unterabschnitt 3 — Bestimmungen in Bezug auf die Durchführung der öffentlichen Aufträge

Art. 24 - Der Bedienstete, der die Vollmacht hat, einen Auftrag zu vergeben, hat ebenfalls die Vollmacht, die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung dieses Auftrags zu fassen, einschließlich der Genehmigung der Verrechnungen für zusätzliche Arbeiten bis 15% des Wertes des ursprünglichen Auftrags, oder bis 10% des Wertes des ursprünglichen Auftrags in Bezug auf zusätzliche Lieferungen bzw. Dienstleistungen im Rahmen einer im Dokument zum ursprünglichen Auftrag vorgesehenen Überprüfungsklausel oder im in Artikel 38/4 des Erlasses vom 14. Januar 2013 genannten Fall.

Der Generalsekretär, der betreffende Generaldirektor bzw. mit der Agentur beauftragte Generalinspektor hat jedoch die Vollmacht, einerseits die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung der vom Minister abgeschlossenen Aufträge und Rahmenvereinbarungen mit mehreren Auftragnehmern zu fassen und, andererseits, die Auftragsabtretungen zu billigen.

Als Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung eines Auftrags gelten die Beschlüsse, die in den Grenzen des Auftragsgegenstands bleiben.

Art. 25 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor oder dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, Fristverlängerungen oder, wenn es sich um einen sehr bedeutenden Schaden handelt, jegliche andere Form der Revision bzw. die Kündigung zuzulassen, wenn die Verantwortung entweder auf die Verwaltung zurückzuführen ist oder auf Umstände, die der Vertragspartner nicht verhindern konnte und deren Auswirkungen er nicht vermeiden konnte, obwohl er alle erforderlichen Maßnahmen getroffen hat.

Art. 26 - § 1. Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung von Artikel 48 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 den Ausschluss eines säumigen Auftragnehmers zu beschließen.

§ 2. Dem Inhaber der im Anhang aufgeführten Ämter wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt:

- 1° einen Erlass der Geldbußen wegen Verzug und der Vertragsstrafen in Höhe von 10% der darin angegebenen Beträge zu gewähren bzw. zu verweigern;
- 2° die Maßnahmen von Amtes wegen durchzuführen.

§ 3. Dem betreffenden Direktor wird die Vollmacht erteilt, über die Freigabe der Bürgschaften zu beschließen, außer in einem Streitfall, wo dieser Beschluss dem Generalsekretär, dem Generaldirektor oder dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor vorbehalten wird.

Abschnitt 5 — Gemeinsame Sondervollmachten

Art. 27 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt:

- 1° jegliche gerichtliche Verfolgung, jegliche Vorladung oder jegliches Erscheinen vor den Gerichtshöfen und Gerichten und der Verwaltungsgerichtbarkeit zu veranlassen;
- 2° jegliche Beschlagnahme zu veranlassen;
- 3° einen Anwalt mit jeglicher Streitsache zu beauftragen.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Art. 28 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt:

- 1° bis zu einem Betrag von 300.000 Euro Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, zur Billigung oder Rücknahme eines Rechtszuges bzw. einer Rechtsklage zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;
- 2° bis zu einem Betrag von 250.000 Euro Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, zur Billigung oder Rücknahme eines Rechtszuges bzw. einer Rechtsklage in Bezug auf öffentliche Aufträge zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;
- 3° bis zu einem Betrag von 75.000 Euro sämtliche Entscheidungen über einen Vergleich oder eine gütliche Regelung zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;
- 4° für alle Ausgaben bezüglich der Ausführung eines vollstreckbaren Gerichtsbeschlusses Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, und zwar ohne Begrenzung des Betrags.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Art. 29 - Unbeschadet der für die regionalen Abgaben und Gebühren geltenden Bestimmungen der Dekrete und Verordnungen wird dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor sowie den Bediensteten bzw. Vertragspersonalmitgliedern der Stufe A der Agentur, die sie zu diesem Zweck bestellt haben, die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, jede Einnahme zugunsten der Region festzustellen.

Art. 30 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird zur Wahrung der Rechte der Region in den Angelegenheiten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, jede vorsorgliche Maßnahme zu ergreifen, insbesondere sämtliche Schuldforderungen zu Lasten von Betrieben, für die ein Konkurs- bzw. ein Reorganisationsverfahren eingeleitet worden ist, zu unterzeichnen und bei der Kanzlei des zuständigen Handelsgerichts einzureichen.

Art. 31 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, über den öffentlichen Dienst der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologien die Übergabe folgender Güter zu genehmigen:

- 1° ungenutzter Immobilien, mit Ausnahme der Verwaltungsgebäude und technischen Gebäude, die von der Verwaltung genutzt worden sind;
- 2° ungenutzter beweglicher Güter.

Was die Güter betrifft, deren Verwaltung der Agentur anvertraut wurde, wird abweichend von vorigem Absatz dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, die Übergabe folgender Güter zu genehmigen:

- 1° ungenutzter Immobilien;
- 2° ungenutzter beweglicher Güter.

Art. 32 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, die mit der Zahlung von Verzugszinsen verbundenen Ausgaben zu genehmigen.

Der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor müssen alle drei Monate diesen Verzug vor dem Minister rechtfertigen.

Art. 33 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, bis zu einem Betrag von 500.000 Euro die Durchführungsmaßnahmen der vom ersten Anweisungsbefugten beschlossenen Enteignungen zu treffen.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Art. 34 - Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, alle dringenden und erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um die Sicherheit der Güter und Personen zu gewährleisten.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Art. 35 - § 1. Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, einen Antrag auf Einsicht in ein Verwaltungsdokument, auf dessen Übermittlung, Korrektur oder Wiederverwendung abzulehnen.

§ 2. Dem Direktor wird in den Angelegenheiten, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, zu beschließen, ein Verwaltungsdokument zu übermitteln oder die Einsicht in dieses Dokument, seine Korrektur oder seine Wiederverwendung zu erlauben.

KAPITEL II — *Bestimmungen in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Generalsekretariat**Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten*

Art. 36 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 12 Klasse 1 des Titels I, 74 Klasse 7 des Titels II des Programms 06, 12.02, 12.03, 12.05, 12.09, 12.13, 12.16 und 74.01 des Programms 03, 12.02 und 12.05 des Programms 04, 12.04 und 74.03 des Programms 02 des Organisationsbereichs 10, 12.08 und 74.03 des Programms 22 des Organisationsbereichs 12 und des Basisartikels 60.02.01 des Titels IV Abschnitt 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und die sich auf die Kommunikation des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalsekretär: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 37 - Der Generalsekretär und jeder Bedienstete der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung im Bereich der Kommunikation eingegangen ist, zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen.

Art. 38 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 12.02 und 12.03, Klasse 1, des Titels 1 des Programms 04 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf die Berufsbildung beziehen, mit Ausnahme von Auslandsreisen zu Ausbildungszwecken, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalsekretär: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 12.02 und 12.03, Klasse 1, des Titels 1 des Programms 04 des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf Auslandsreisen zu Ausbildungszwecken beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalsekretär: 5.000 Euro;
- Generalinspektor der Abteilung Humanressourcen: 2.500 Euro;
- Direktor der Direktion der Ausbildung: 1.250 Euro.

Art. 39 - Dem Generalinspektor der Abteilung Personalverwaltung wird die Vollmacht erteilt, für die Besoldung und die Zulagen zugunsten des Personals zu Lasten der Basisartikel 11, Klasse 1, des Titels I des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region sowie für die Personalvergütungen zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse 1, und für alle anderen Personalausgaben zu Lasten von Basisartikeln des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, mit Ausnahme der Ausgaben der ministeriellen Kabinette, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 40 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle zu Lasten der Basisartikel 12.01 und 12.03 des Titels 1 und des Basisartikels 74.01 des Titels II des Programms 06 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf das Archiv und die Dokumentation des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalsekretär: 50.000 Euro;
- Generalinspektor der Abteilung Kommunikation: 25.000 Euro;
- Direktor der Direktion der Dokumentation und des regionalen Archivs: 12.000 Euro.

Art. 41 - Der Generalsekretär und jeder Bedienstete der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 11 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte im Bereich des Personalwesens oder der allgemeinen Dokumentation eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und festzustellen, oder ggf. rückgängig zu machen.

Abschnitt 2 — Vollmachten im Personalbereich

Art. 42 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, Personalmitgliedern die Dienstbefreiungen zu gewähren, die aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich sind.

Art. 43 - Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird die Vollmacht erteilt, Beschlüsse in den folgenden Bereichen zu fassen:

- 1° Urlaub zu einem philanthropischen Zweck, Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption, Elternurlaub, Urlaub aus zwingenden familiären Gründen, Urlaub wegen krankheitsbedingter Teilzeitbeschäftigung, Erneuerung des Urlaubs zur Ausführung eines Dienstauftrags, Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, Urlaub zur Ausübung staatsbürgerlicher Rechte und zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten;
- 2° Teilzeitarbeitsregelungen im Sinne von Buch III Kapitel XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;
- 3° Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen;
- 4° Festlegung des Amtssitzes;

- 5° Schließung und Wiedereröffnung einer von der wallonischen Regierung für offen erklärten Anwerbsstelle; für die Akten der Kategorie C bleibt die Stellungnahme des zuständigen Ministers gemäß Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung erforderlich;
- 6° Freiwilliger Rücktritt.

Der zuständige Minister kann jedoch davon absehen, diese Befugnis zur Abgabe einer Stellungnahme auszuüben. In diesem Fall teilt er dem Generalsekretär und dem ihm unterstehenden Generaldirektor seine Entscheidung mit.

Besitzt die Behörde eine Ermessensbefugnis, so werden die auf der Grundlage der in Absatz 1 erwähnten Vollmachten gefassten Beschlüsse auf Vorschlag oder nach Stellungnahme des betreffenden Generaldirektors gefasst, dem der Bedienstete untersteht.

Art. 44 - Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird die Vollmacht erteilt, jeglichen Beschluss über die Pensionierung aufgrund des Alters oder die Vorpensionierung von Bediensteten zu fassen.

Art. 45 - Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird die Vollmacht erteilt, in Ausführung der Beschlüsse der Regierung oder des zu diesem Zweck bevollmächtigten Ministers die Arbeitsverträge der Vertragspersonalmitglieder zu unterzeichnen.

Art. 46 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen von Vereinbarungen und für einen erneuerbaren Zeitraum von maximal zwölf Monaten die Arbeitsverträge in Bezug auf die Dauer der Arbeitsleistungen abzuändern.

Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen von Vereinbarungen die Ausführung der Arbeitsverträge abzuändern oder aufzuheben, und zwar in allen Fällen, in denen eine derartige Abänderung oder Aufhebung sich auf die Gewährung eines Urlaubs nach Artikel 12*bis* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder bezieht.

Besitzt die Behörde eine Ermessensbefugnis, so werden die auf der Grundlage der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Vollmachten gefassten Beschlüsse auf Vorschlag oder nach Stellungnahme des Generaldirektors gefasst, dem der Bedienstete untersteht.

Art. 47 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, auf Vorschlag oder nach gleichlautender Stellungnahme des Generaldirektors, dem der Bedienstete untersteht, jeden Beschluss über die Entlassung des Vertragspersonals zu fassen.

Art. 48 - Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse bezüglich der Festsetzung und Auszahlung des Gehalts der Personalmitglieder einschließlich des Gehaltsaufstiegs, der Zulage für die Ausübung eines höheren Amtes und der Bezahlung von außerordentlichen Dienstleistungen auszuführen.

Art. 49 - Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird die Vollmacht erteilt, jeden Beschluss in Bezug auf die Gewährung einer kostenlosen Wohnung oder einer Zulage wegen des Verlusts der Wohnung zu fassen.

Art. 50 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Buchführer der Materialien zu benennen.

Art. 51 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt:

- 1° die endgültige Ernennung der Bediensteten auf Probe vorzunehmen;
- 2° die Eidesleistung der Bediensteten abzunehmen.

Art. 52 - Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird die Vollmacht erteilt, Beschlüsse in den folgenden Bereichen zu fassen:

- 1° Abwesenheiten wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der von Medex gefassten Beschlüsse über eine körperliche Unfähigkeit zu treffen sind;
- 2° Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten.

Art. 53 - § 1. Die Vollmachten, mit denen der Generalsekretär aufgrund der Artikel 40 bis 47 des vorliegenden Erlasses versehen ist, werden während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den Generalinspektor der Abteilung Personalverwaltung oder bei Abwesenheit oder Verhinderung des Letzteren auf den Generalinspektor der Abteilung Unterstützung des regionalen öffentlichen Dienstes übertragen.

Art. 54 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Disziplinarstrafe des Verweises, der Gehaltskürzung oder der Strafversetzung zu verhängen.

Art. 55 - In Abweichung von Artikel 9 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird dem Generalsekretär die Vollmacht erteilt, einen endgültigen Beschluss zu fassen, nachdem die Widerspruchskammer der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von der Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses eine Stellungnahme abgegeben hat über:

- 1° endgültige Vorschläge einer Disziplinarstrafe des Verweises, der Gehaltskürzung oder der Strafversetzung;
- 2° Beschlüsse zur einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes;
- 3° Beschlussvorschläge nach Artikel 80 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, die eine Änderung des Amtssitzes mit sich bringen;
- 4° Beschlüsse in Sachen Urlaub, Zurdispositionstellung und Abwesenheiten.

KAPITEL III — *Bestimmungen in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie*

Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten

Unterabschnitt 1 — Mit den Tätigkeiten der Generaldirektion verbundene Ausgaben

Art. 56 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für die Ausgaben zu Lasten des Basisartikels 01.01, Klasse 0, des Titels 1 des Programms 05 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf jegliche Art von Rückzahlungen der Verwaltung beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generalsekretär und Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 57 - Der Generaldirektor oder die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte in Sachen nicht spezifische Güter und Dienstleistungen eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen.

Abweichend von Artikel 9 Absatz 2 wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, ohne Begrenzung des Betrags jede Ausgabe zu Lasten der Basisartikel 12.04 und 12.05 des Titel I des Programms 23 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Region festzustellen, die sich auf die Mieten und Gebühren in Bezug auf Immobiliengüter bezieht.

Art. 58 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, für die Ausgaben der aufgelösten ministeriellen Kabinette Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Unterabschnitt 2 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Haushalt und Kassenwesen verbundene Ausgaben

Art. 59 - Dem Direktor der Direktion der Finanzierung und der Einnahmen wird die Vollmacht erteilt, für alle sich aus indirekten Anleihegeschäften ergebenden Ausgaben, für die der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen und der Haushalt gehören, als erster Anweisungsbefugter auftritt, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 60 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung und der Einnahmen ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von höchstens einem Monat anzuordnen, damit das Gleichgewicht der Regionalen Finanzverwaltung unter den besten Bedingungen gewährleistet wird. Er ist befugt, für alle Ausgaben, die aus dieser Befugnis hervorgehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 61 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung und der Einnahmen ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von mehr als einem Monat anzuordnen, die vom für Haushalt und Finanzen zuständigen Minister beschlossen worden sind. Er ist befugt, für alle Ausgaben, die aus dieser Befugnis hervorgehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 62 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung und der Einnahmen ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen anzuordnen, die sich auf die Finanzverwaltung im Rahmen der Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von mehr als einem Jahr beziehen und vom für Haushalt und Finanzen zuständigen Minister beschlossen worden sind. Er ist befugt, für alle Ausgaben, die aus dieser Befugnis hervorgehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 63 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung und der Einnahmen ist befugt, die vom Kassenverwalter der Region aufgestellten Abrechnungen in Bezug auf die in Rechnung gestellten Soll- und Habenzinsen sowie auf verschiedene Kosten und Bankprovisionen zu genehmigen. Er ist befugt, für alle Ausgaben, die aus dieser Befugnis hervorgehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Sonderbestimmungen für die Generaldirektion

Art. 64 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

- 1° die Mietverträge abzuschließen, soweit die jährliche Miete einen Betrag von 125.000 Euro nicht übersteigt;
- 2° die Vereinbarungen zur Regelung der Entschädigungen für Mietschäden abzuschließen, soweit ihr Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt.

Art. 65 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, Mietvereinbarungen im Rahmen der zeitweiligen Nutzung der Räumlichkeiten der Informations- und Empfangszentren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch natürliche oder juristische Personen zu unterzeichnen.

Art. 66 - Der Generaldirektor oder die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A sind bevollmächtigt, die Anweisungen für Ausgaben zu Lasten des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region zu unterzeichnen.

Art. 67 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern zu vertreten.

Art. 68 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, an den Versammlungen der Miteigentümer sowie an den Miteigentumsräten teilzunehmen, wobei er die Befugnis hat, im Rahmen der Basisurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Region einzugehen.

Unterabschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Haushalt und Kassenwesen

Art. 69 - Der Generalinspektor der Abteilung Haushalt und Kassenwesen wird zum Kontrollbediensteten bestellt, um die Rechnungen der dezentralen Kassenführer zu genehmigen, mit Ausnahme der Rechnungen der dezentralen Kassenführer der ministeriellen Kabinette.

Art. 70 - Der Generalinspektor der Abteilung Haushalt und Kassenwesen ist befugt, das Eröffnen und das Schließen der Konten durch die Finanzinstitute zu veranlassen und ihre Funktionsweise zu bestimmen. Er teilt diesen Instituten die Muster für die Unterzeichnung des planmäßigen Rechnungsführers und der eventuellen Mitunterzeichner und Stellvertreter mit.

Art. 71 - Der Generalinspektor der Abteilung Haushalt und Kassenwesen ist befugt, die Beschlüsse in Bezug auf die regionalen Anleihen zu fassen, die im Rahmen des in Artikel 54 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vorgesehenen Mechanismus durch den Staat garantiert werden.

Art. 72 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung und der Einnahmen ist befugt, die im Namen der Regionalen Finanzverwaltung in den Büchern des Kassenverwalters der Region eröffnete Kreditlinie flüssig zu machen.

Art. 73 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem zentralisierenden Einnehmer, den Einnehmern der Abgaben und Gebühren, dem Rechnungsführer der Streitfälle und dem Rechnungsführer der ruhenden Gelder die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu ihrer Rechnungsführung gehören, angebracht sind.

In Anwendung von Artikel 21 § 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten wird dem Verwalter der Streitsachen die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu seiner Führung gehören, angebracht sind.

Art. 74 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem zentralisierenden Einnehmer und den Einnehmern der Abgaben und Gebühren die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs, einer gerichtlichen Reorganisation, einer kollektiven Schuldregelung oder einer Schuldvermittlung auf Intervention einer von der Wallonischen Region zugelassenen Einrichtung sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.

KAPITEL IV — Bestimmungen in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen

Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten

Art. 75 - Der Generaldirektor und jeder von ihm zu diesem Zweck benannte Bedienstete der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 13 und des Organisationsbereichs 14 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Sachen Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen.

In Abweichung von Artikel 9 Absatz 2 wird dem Inhaber folgender Ämter die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge jede Ausgabe in Bezug auf die Elektrizitätsversorgung, die Gegenstand einer in Anwendung von Artikel 8 Absatz 1 genehmigten vorläufigen Mittelbindung ist, festzustellen:

- Generaldirektor: 250.000 Euro;
- Generalinspektor: 125.000 Euro;
- Direktor: 50.000 Euro.

Art. 76 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

- 1° bis zu einem Betrag von 75.000 Euro die Vereinbarungen zur Festlegung der Beiträge der Region an den Kosten für die Errichtung der kommunalen Entwässerungsanlagen abzuschließen;
- 2° Abweichungen in Bezug auf die Benutzung der Freiflächen entlang der Autobahnen zu gewähren;
- 3° Abkommen über den Unterhalt der sogenannten RAVel- und vor-RAVel-Trassen sowie des Ausrüstungsmaterials des regionalen Straßen- und Wegenetzes mit den betroffenen Provinzen und Gemeinden abzuschließen.

Art. 77 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern zu vertreten.

Art. 78 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die Artikel 2 bis 5 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel anzuwenden und die in Artikel 13 des vorgenannten Dekrets erwähnten, von Amts wegen zu treffenden Maßnahmen durchzusetzen.

Art. 79 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2012 über die Erteilung der Genehmigung für außergewöhnliche Transporte genannten Genehmigungen für die Zulassung außergewöhnlicher Fahrzeuge zu gewähren.

Art. 80 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die amtliche Zulassung der Radargeräte und sonstigen Instrumente im Zusammenhang mit den regionalen Zuständigkeiten vorzunehmen.

Diese Vollmacht umfasst die Genehmigung des Modells, die Ersteichung, die Nacheichung und die technische Kontrolle dieser Instrumente.

Diese Vollmacht betrifft ebenfalls die Ausstellung von Betriebsgenehmigungen für nicht überprüfte Messsysteme gemäß dem Königlichen Erlass vom 16. Oktober 2009 über Betriebsgenehmigungen für nicht überprüfte Messsysteme.

Art. 81 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung von Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel innerhalb seines Zuständigkeitsbereichs Genehmigungen für die Einrichtung und die Organisation der Ausschilderung von Baustellen auf Autobahnen zu erteilen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Art. 82 - § 1. Dem betroffenen Direktor wird die Vollmacht erteilt:

- 1° die Vereinbarungen im Hinblick auf die Zahlung des Unterhalts und der Erneuerung der Verkehrszeichen mit den Gemeinden abzuschließen;
- 2° die Vereinbarungen über den Bau von unterirdischen Rohrleitungen zu genehmigen, die Straßen und Autobahnen durchqueren;
- 3° die Anforderungen für Bauarbeiten entlang des Straßennetzes, insbesondere in Bezug auf Fluchtlinien und vordere Bauabstände, zu bestimmen;
- 4° die Pflanzung und das Auslichten der Bäume entlang des Straßennetzes und die Pflanzung von Hecken zu erlauben;
- 5° auf dem öffentlichen Eigentum unter Verwaltung des öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen die funktionellen Pflanzen und die Zierpflanzen setzen, auslichten und fällen zu lassen;
- 6° im Rahmen seines Zuständigkeitsbereichs eine gleichlautende Stellungnahme gemäß Artikel 21 des Königlichen Erlasses vom 21. August 1967 zur Regelung der Fahrradrennen und der Querfeldeinrennen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 6. Februar 1970, abzugeben.

Falls mehrere Direktionen betroffen sind, muss die gleichlautende Stellungnahme jedoch vom Generaldirektor abgegeben werden;

- 7° im Rahmen seines Zuständigkeitsbereichs Erlaubnisse in Bezug auf die Zulassung und den Verkehr auf Autobahnen gemäß Artikel 59.10.2 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die Straßenverkehrspolizei zu erteilen.

Falls mehrere Direktionen betroffen sind, muss die Erlaubnis jedoch vom Generaldirektor erteilt werden;

- 8° unbeschadet anderer erforderlicher Genehmigungen Dritten in widerruflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das unter seiner Verwaltung stehende öffentliche Eigentum zu benutzen oder dort sämtliche Arbeiten insbesondere zur Errichtung von Bürgersteigen, Tankstellen, Schutzdächern, Kiosken, Briefkästen, Straßenlaternen, Hydranten, Gas- und Stromnebenanlagen, Straßenanschlüssen an Privatwege und -zugänge, Reklameschildern und -säulen, Brunnensteine, Parkzonen, Zäunen und ähnlichen Anlagen zur verrichten.
- 9° Abkommen für den Anschluss der Einrichtungen mit den Betreibern der Stromnetze abzuschließen;
- 10° Vereinbarungen im Zusammenhang mit der Benutzung des öffentlichen Eigentums sowie Partnerschaftsvereinbarungen mit den Gemeinden für die Verwaltung, den Unterhalt und die Gestaltung der Bürgersteige und sonstigen Straßenausstattungen abzuschließen.

§ 2. Dem betroffenen Direktor oder jedem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die Genehmigungen für auf dem Verkehrsnetz durchzuführende Baustellen zu erteilen.

Art. 83 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, Beschlüsse zu fassen betreffend die technischen Akten und die Lastenhefte der in den §§ 2 bis 4 von Artikel L3343-6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Projekte.

Art. 84 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

- 1° in Sachen Personenbeförderung die Genehmigung, die in den Artikeln 32 und 33 des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne vorgesehen ist, zu erteilen;
- 2° in Sachen Wasserstraßen:
 - a) den Verkehr auf den Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;
 - b) den Verkehr insbesondere auf den Brücken, den Dienstwegen und den Straßen entlang der Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;
 - c) Vereinbarungen im Hinblick auf die Abtretung der Verwaltung der Dienstwege und der Straßen entlang der Wasserstraßen mit den Provinzen, Gemeinden und anderen öffentlichen Einrichtungen abzuschließen;
 - d) falls es sich aufgrund der Interessen der Region oder der Schifffahrtssicherheit als erforderlich erweist, unter den von ihm selbst festgelegten Bedingungen jede zeitweilige Abweichung mit Ausnahmecharakter von den Schifffahrtsvorschriften gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Regelung der Schifffahrt auf den Wasserstraßen in der Wallonischen Region zu bewilligen bzw. aufzuerlegen;
 - e) Mietverträge für Schleusenhäuser, die Häuser der Angestellten der Staudämme und die Gebäude der Regien abzuschließen, soweit deren Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt;
 - f) Vereinbarungen zur Regelung der Entschädigungen für Mietschäden abzuschließen, soweit deren Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt;
 - g) Abkommen für den Anschluss der Einrichtungen mit den Betreibern der Stromnetze abzuschließen;

- 3° in Sachen Energieversorgung: Aufträge für die Stromversorgung der verschiedenen Dienststellen der Regierung und der ministeriellen Kabinette an die betreffenden Anbieter zu vergeben;
- 4° in Sachen technische Anforderungen an Kraftfahrzeuge und deren Anhänger zu befinden über:
 - a) die Koordination der Aktivitäten der Einrichtungen;
 - b) die Anweisungen an die technischen Prüfstellen und die Einrichtungen.

Art. 85 - Dem Generaldirektor (für einen Zeitraum von mehr als 72 Stunden) und dem Direktor der betreffenden territorialen Direktion der Wasserwege (für einen Zeitraum von maximal 72 Stunden) wird die Vollmacht erteilt:

- 1° unter den von ihm festgelegten Bedingungen eine zeitweilige Abweichung von den Zeitfenstern für Freizeit- und Sportaktivitäten zu gewähren;
- 2° unter den von ihm festgelegten Bedingungen eine zeitweilige Abweichung von den Bedienungszeiten der Bauwerke zu gewähren;
- 3° eine Freizeitaktivität in einer Entfernung von weniger als 50 Metern von einem Staudamm oder von weniger als 250 Metern von einem Durchfahrtsbauwerk zu erlauben;
- 4° den Verkehr auf den Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;
- 5° den Verkehr insbesondere auf den Brücken, den Dienstwegen und den Straßen entlang der Wasserstraßen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;
- 6° bei Niedrigwasser Zusammenschlüsse von Schiffen zu veranlassen.

Art. 86 - Dem Direktor der Direktion der Straßenverkehrsregulierung wird die Vollmacht erteilt:

- 1° die von den Kollegien ausgestellten Zulassungen zur Betreibung von Taxidiensten zu genehmigen;
- 2° die Genehmigungen von Diensten zur Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer und von Sammeltaxidiensten zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen;
- 3° den Transportdiensten allgemeinen Interesses die Zulassung zu erteilen;
- 4° die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der regelmäßigen Liniendienste zu erteilen;
- 5° die Genehmigungen über die zeitweiligen Liniendienste zu erteilen;
- 6° die Genehmigungen über die Verstärkungsdienste zu erteilen;
- 7° die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der Sonderformen des Linienverkehrs, mit Ausnahme der Schulbusse, zu erteilen;
- 8° die Zugangserlaubnis zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen;
- 9° die Vorschläge der Ausschüsse für die regelmäßigen Liniendienste, die Sonderformen des Linienverkehrs und die Taxidienste zu verwirklichen;
- 10° die Bescheinigungen über die fachliche Eignung für den Zugang zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers auszustellen.

Art. 87 - Dem Direktor der betreffenden territorialen Direktion der Wasserwege wird die Vollmacht erteilt:

- 1° Dritten in Anwendung der vom Generaldirektor bestimmten Richtlinien in widerrufflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das zu den Wasserstraßen und ihren Nebenanlagen gehörende öffentliche Eigentum aus irgendwelchen Gründen zu benutzen;
- 2° die funktionellen Pflanzen und die Zierpflanzen entlang der Wasserstraßen und deren Nebenanlagen setzen, auslichten und fällen zu lassen;
- 3° im Rahmen der Regelungen und Anweisungen in widerrufflicher Weise sämtliche Arbeiten entlang der Wasserstraßen und deren Nebenanlagen zu erlauben;
- 4° im Rahmen von Konzessionsverträgen insbesondere die Freigabe der Sicherheiten und den Abschluss einer Vereinbarung über die Hypothekenvollmacht oder andere Handlungen von gleicher Tragweite zu beschließen;
- 5° einem Schiff zu erlauben, zu fahren oder stillzuliegen, wenn es aufgrund eines Baumangels, der Baufälligkeit, eines Wartungsmangels, einer Überladung oder von Havarien Gefahr läuft, zu sinken;
- 6° die Verwendung von Reifen als abnehmbare Fender zu erlauben.

Art. 88 - § 1. Dem Direktor der Direktion Regelung und Kontrolle der Wasserstraßen wird die Vollmacht erteilt:

- 1° einem Schiff die Fahrt zu erlauben, wenn seine Größe einschließlich der Ladung den in den Sonderregelungen bestimmten zulässigen Höchstmaßen für Schiffe nicht entspricht und daher bei Bauwerken keine sichere Durchfahrt erlaubt;
- 2° jede Beladung der Schiffe in einem Abstand von weniger als 0,10 Metern von deren Außenrand zu erlauben;
- 3° ein Schiff in einem Bauwerk zuzulassen, wenn dessen Länge einschließlich des Ruders mehr als 0,30 Meter und dessen Breite mehr als 0,20 Meter als die Nutzlänge bzw. -breite des Bauwerks beträgt;
- 4° eine Bescheinigung über die bestandene Matrosenprüfung für die Binnenschiffahrt auszustellen;
- 5° den Nachweis über die fachliche Eignung für den Zugang zum Beruf des Unternehmers im Binnenschiffsverkehr auszustellen, abzuändern oder zu entziehen;
- 6° die Bescheinigungen A und B zum Führen von Binnenschiffen, die für die Güter- und Personenbeförderung bestimmt sind, vorübergehend oder endgültig auszustellen;
- 7° auf den Bescheinigungen zum Führen von Binnenschiffen den Vermerk über die Befähigung für die Radarfahrt anzubringen;
- 8° die Erlaubnis, ein Schiff mit mehr als 12 Personen (ausschließlich der Besatzung) zu steuern, auszustellen;
- 9° auf den Bescheinigungen zum Führen von Binnenschiffen den Vermerk anzubringen, dass die Schiffsführer im Alter von mehr als 65 Jahren die ärztlichen Vorschriften erfüllen;

- 10° die Zugangserlaubnis zum Beruf des Unternehmers im Binnenschiffsgüterverkehr zu erteilen, abzuändern oder zu entziehen.

§ 2. Dem Direktor der Direktion Regelung und Kontrolle der Wasserstraßen wird die Vollmacht erteilt, in den Fällen, die in den technischen Anlagen des Europäischen Übereinkommens vom 26. Mai 2000 über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen, nachstehend ADN genannt, vorgesehen sind, die folgenden Rechtsakte zu genehmigen und zu unterzeichnen:

- 1° Anerkennung der Klassifikationsgesellschaften nach Kapitel 1.15 des ADN;
- 2° Anträge auf Dokumente nach den Kapiteln 1.3, 1.8, 1.10, 1.15, 1.16, 3.3, 9.1 und 9.3 des ADN;
- 3° Erteilung, Entzug, Änderung, Verlängerung der Zulassungszeugnisse nach Kapitel 1.16 des ADN;
- 4° Gewährung der Zulassungen, Vorschriften und Genehmigungen im Rahmen der Übergangsvorschriften nach Kapitel 1.6 des ADN;
- 5° Auferlegung und Durchführung einer Untersuchung an Bord nach Kapitel 1.16 des ADN;
- 6° Verbot der Nutzung eines Schiffes zur Beförderung gefährlicher Stoffe nach Kapitel 1.16 des ADN;
- 7° Festlegung der technischen Vorschriften und Methoden der Druckprüfung nach den Kapiteln 1.2., 1.6, 9.1 und 9.3 des ADN;
- 8° Freistellung von der Anwendung des ADN nach Kapitel 3.3 des ADN;
- 9° Genehmigung für das Laden, Löschen und Stillliegen nach Kapitel 8.6 des ADN;
- 10° Umschlagsgenehmigung nach Kapitel 7.1 des ADN;
- 11° Auferlegung der Verkehrseinschränkungen nach Kapitel 1.9 des ADN;
- 12° Prägung der Tafeln der Schiffe nach Kapitel 8.1 des ADN;
- 13° Gewährung einer Bescheinigung zur Bestätigung der vollständigen Entgasung des geschützten Bereichs nach Kapitel 8.3 des ADN;
- 14° Ausstellung, Erneuerung, Entzug der Bescheinigungen bezüglich der besonderen Kenntnisse des ADN nach Kapitel 8.2 des ADN.

Art. 89 - Dem Direktor der Direktion der operativen Flughafenbehörde wird die Vollmacht erteilt:

- 1° die Öffnung und die Schließung des Flughafens oder Flugplatzes vorübergehend zu beschließen;
- 2° die Berichte über die Luftfahrtunfälle oder -zwischenfälle zu erstellen;
- 3° das Vorzeigen der mitzuführenden Borddokumente der Luftfahrzeuge und der Fahrzeuge, die auf dem Gebiet des Flughafens verkehren, zu beantragen;
- 4° die Zugangskarten mit Ausnahme der Besucherkarten auszustellen, die Überprüfung der Vorgeschichte der Antragsteller durch die zuständigen Behörden zu koordinieren und die Benutzung der besagten Zugangskarten zu kontrollieren;
- 5° die Fluglizenzen der Luftfahrzeuge zu kontrollieren;
- 6° die Benutzung der Flughafeninfrastrukturen einzuschränken, wenn der Dienst dies erfordert.

Bei Abwesenheit des Direktors oder eines zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A werden die Vollmachten durch den für die Sicherheit auf dem Flughafengelände verantwortlichen Flughafeninspektor ausgeübt, der seine Vorgesetzten davon in Kenntnis setzt.

Art. 90 - Dem Direktor der Direktion der Fahrzeugregelung und der Zertifizierungen wird die Vollmacht erteilt:

- 1° in den Angelegenheiten betreffend den Führerschein und die Fahrschulen:
 - a) eine Erlaubnis, in einer Fahrschule zu unterrichten oder diese zu leiten, zu erteilen, auszusetzen oder zu entziehen;
 - b) den Vorsitzenden und die Mitglieder der Prüfungsausschüsse für die Erteilung der Berufsbefähigungsbrevets des leitenden Personals und des Lehrpersonals der Fahrschulen zu ernennen;
 - c) einer Fahrschule die Zulassung zu erteilen oder diese abzuändern;
 - d) eine Genehmigung zum Betrieb einer Niederlassungseinheit zu erteilen oder abzuändern;
 - e) eine Genehmigung für einen Übungsplatz zu erteilen oder abzuändern;
 - f) die Räumlichkeiten für den theoretischen Unterricht und für die Verwaltung der Fahrschule zuzulassen;
 - g) die von den Organisatoren der Ausbildungstätigkeit ausgestellten Bescheinigungen der Fahrschulleiter, der beigeordneten Fahrschulleiter oder der Fahrschullehrer, die Inhaber einer Unterrichts- oder Leitungsgenehmigung sind, zu verweigern, wenn die Ausbildung nicht die vorgesehene Anzahl Stunden umfasst oder sich nicht auf die vorgesehenen Lehrstoffe bezieht;
- 2° in den Angelegenheiten betreffend die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge zu befinden über:
 - a) die Anträge auf Erteilung einer Typgenehmigung für vollständige, unvollständige und vervollständigte Fahrzeuge;
 - b) die Anträge auf ein Typbezeichnungsprotokoll;
 - c) die Anträge auf Genehmigung von Systemen, Bauteilen und selbständigen technischen Einheiten mit Ausnahme der Helme;
 - d) die Anträge auf Validierung einer von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgestellten Konformitätsbescheinigung;
 - e) die Ausstellung von Dokumenten zur Bescheinigung der Übereinstimmung mit den technischen Vorschriften;
 - f) die Anträge auf Erstbeurteilung der Hersteller und der Beachtung der Verfahren bei der Typgenehmigung;

- g) die Änderung der Tragweite der Erstbeurteilung eines Herstellers oder seiner COP (Conformity of production);
 - h) die Anträge auf Zulassung der technischen Dienste;
 - i) die Anträge auf Anhänge, Erweiterung und Revision der Genehmigungsakten;
 - j) die Anträge auf Bescheinigung der Neuprägung einer Fahrgestellnummer;
 - k) die Anträge auf Erteilung des Konformitätszertifikats, falls der Hersteller nicht mehr existiert;
 - l) die Anträge auf Ausstellung von Duplikaten von Dokumenten für die Typgenehmigung von Fahrzeugen;
- 3° in den Angelegenheiten betreffend die Zulassungsbedingungen und die Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind:
- a) den Betrieb der Inspektionslinie einer Kontrollstation im Anschluss an die im Rahmen einer Kontrolle gemachten Feststellungen eines Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auszusetzen;
 - b) Anweisungen zu erteilen auf dem Gebiet der Ausbildung der Bediensteten der mit der technischen Kontrolle der Fahrzeuge beauftragten Einrichtungen;
 - c) über die Auskunftersuchen an die Einrichtungen und die Besichtigungen der Einrichtungen der Stationen zu befinden.

Art. 91 - Dem Direktor der Direktion des Schülertransports wird die Vollmacht erteilt:

- 1° die Verwendung eines individuellen Verkehrsmittels zugunsten der Schüler, die den Sonder- oder Normalunterricht besuchen, zu genehmigen;
- 2° über die Anträge auf Gewährung des Transportrechts gemäß dem Dekret vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne zu befinden.

KAPITEL V — Bestimmungen in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt

Abschnitt 1 — Haushaltvollmachten

Unterabschnitt 1 — Mit den Tätigkeiten der Generaldirektion verbundene Ausgaben

Art. 92 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 12 des Titels 1 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die den Immobiliensteuervorabzug betreffen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 93 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle Ausgaben zu Lasten des Titels 1 der Programme des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, zu deren Zahlung die Wallonische Region zugunsten Dritter verurteilt worden ist, und die sich ausschließlich auf Entschädigungen beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 94 - Dem Inhaber der folgenden Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen und im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterstehenden Abteilung bzw. Direktion, für alle Ausgaben zu Lasten eines Errichtungsfonds des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 250.000 Euro;
- Generalinspektor: 125.000 Euro;
- Direktor: 50.000 Euro.

Art. 95 - Der Generaldirektor oder die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen, mit Ausnahme der Ausgaben in Sachen Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Art. 96 - Im Rahmen des Verkaufs eines Grundstücks, das für seine Aufgaben nicht mehr von Nutzen ist, wird dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A die Vollmacht erteilt, die verschiedenen Teile des Antragsformulars zur Einreichung der Akte beim Erwerbssausschuss zu unterzeichnen.

Art. 97 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von spezifischen unbeweglichen Gütern zu vertreten.

Art. 98 - Dem Generaldirektor und den von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, Vereinbarungen zwischen dem Öffentlichen Dienst der Wallonie und dem Eigentümer bzw. Bewirtschafter eines Grundstücks für die Verwaltung invasiver gebietsfremder Arten im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten abzuschließen.

Unterabschnitt 2 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Natur und Forstwesen verbundene Ausgaben

Art. 99 - Dem Direktor der Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben zu Lasten des Titels I des Programms 11 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf die Rückerstattung eines Jagdscheins beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 100 - Dem Forstamtleiter und dem Direktor der Außendienststelle, dem er untersteht, oder dem zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben zu Lasten der dem zu diesem Zweck benannten dezentralen Kassensführer vorgeschossenen Haushaltsmittel aus den Basisartikeln der Klassen 0, 1 und 7 von Titel I und II des Programms 11 des Organisationsbereichs 15 Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Unterabschnitt 3 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Umwelt und Wasser verbundene Ausgaben

Art. 101 - Dem Inhaber folgender Ämter wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 73.01 des Titels II des Programms 13 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf die Investitionen in Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Nutzung der Naturschätze beziehen, mit Ausnahme der Ausgaben in Sachen nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro.

Unterabschnitt 4 — Mit den Tätigkeiten der Abteilung Polizei und Kontrollen verbundene Ausgaben

Art. 102 - Dem Inhaber folgender Ämter wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben zu Lasten des Titels I des Programms 14 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf die von der Region vorgeschossenen Beträge für die bei Noteinsätzen zur Beseitigung einer Verschmutzung entstehenden Kosten beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 70.000 Euro;
- Generalinspektor: 35.000 Euro;
- Direktor bzw. zu diesem Zweck benannter Bediensteter der Stufe A: 18.000 Euro.

Art. 103 - Dem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für die Ausgaben zu Lasten des Basisartikels 12.01 des Titels I des Organisationsbereichs 15, die sich auf die Kosten im Zusammenhang mit der Aufnahme von Tieren und die Kosten für Expertengutachten nach Artikel 3 und Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 17 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz erwähnte administrative Beschlagnahme beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro;
- Zu diesem Zweck benannter Bediensteter der Stufe A: 3.000 Euro.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz

Art. 104 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen auf dem Gebiet der landwirtschaftlichen Entwicklung wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Entwicklung die Vollmacht erteilt:

- 1° die von der Generaldirektion verwalteten Verträge in Bezug auf Beihilfen während der Ausführung zu ändern, sofern der Zweck eingehalten wird und die durch Ausgabenverpflichtungen gebundenen Beträge nicht überschritten werden;
- 2° unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die im Namen der Region in diesen Verträgen bestimmten Rechte auszuüben und die Verpflichtungen zu erfüllen, die diese Verträge der Region auferlegen.

Art. 105 - Dem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen im Rahmen der Aktivitäten des Wallonischen Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen ("Fonds wallon des calamités agricoles"), für alle Ausgaben zu Lasten des Basisartikels 12.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 02 - Wallonischer Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region, die sich auf Expertenkosten beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen, festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro.

Art. 106 - Dem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 34.01 und 43.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 02 - Wallonischer Fonds für landwirtschaftliche Naturkatastrophen - des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen, festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro.

Art. 107 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, den Verkehr der Boote und Taucher aus den Gründen und unter den Bedingungen, die in Artikel 8 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. März 2009 zur Regelung des Verkehrs auf und in den Wasserläufen festgelegt sind, für eine maximale Dauer von 48 Stunden zu erlauben.

Art. 108 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, den Minister bei den gesetzlich vorgeschriebenen öffentlichen Untersuchungen zu vertreten.

Art. 109 - Dem Generaldirektor und den von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die Maßnahmen zur Durchführung der Beschlüsse zu treffen, die von der Regierung oder von dem Minister gefasst werden, der von der Regierung damit beauftragt ist, bei der Erstellung nachstehender Urkunden zu erscheinen und sie zu unterzeichnen:

- 1° die Urkunden über Bodenordnungsverfahren, die Urkunden über vorübergehende Bodenordnungsverfahren, die Urkunden über gütliche Bodenordnungsverfahren und gegebenenfalls die betreffenden ergänzenden und berichtigenden Urkunden sowie die Urkunden über die freiwillige Flurbereinigung, die in dem Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft vorgesehen sind;
- 2° die Aufhebung von Hypotheken;
- 3° die Vereinbarungen für Mietverträge;
- 4° die Urkunden zum Erwerb oder zur Veräußerung unbeweglicher Güter im Rahmen der im Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft vorgesehenen landwirtschaftlichen Bodenpolitik.

Art. 110 - Dem Generaldirektor und den von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die Bescheinigungen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Regelung der Modalitäten für die Ausstellung der im Königlichen Erlass vom 17. April 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung des erhöhten Investitionsabzugs für der Forschung und Entwicklung gewidmete Bestandteile vorgesehenen Bescheinigung auszustellen.

„Unterabschnitt 2 - Abteilung Landwirtschaft

Art. 111 - Mit Ausnahme der Beihilfen, deren Verwaltung durch Artikel D.255 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft der Zahlstelle übertragen wird, wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen durch die Abteilung Landwirtschaft bearbeiteten Beihilfeantrag eingereicht hat, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag nicht stattgegeben werden kann.

Unterabschnitt 3 — Abteilung Natur und Forstwesen

Art. 112 - Dem Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen, der örtlich zuständig ist, wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten die Zerstörung gewisser Wildarten zu genehmigen.

Art. 113 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die Vereinbarungen zur vorläufigen Überlassung von persönlichen Rechten auf natürliche oder juristische Personen betreffend unbewegliche Güter, die der Region gehören und von der Abteilung Natur und Forstwesen verwaltet werden, zu unterzeichnen, soweit die jährliche Miete oder finanzielle Gegenleistung einen Betrag von 50.000 Euro nicht übersteigt.

Unterabschnitt 4 — Abteilung Boden und Abfälle

Art. 114 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Maßnahmen zu ergreifen oder die in diesem Artikel vorgesehenen Handlungen auszuführen.

Der Generaldirektor teilt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Unterabschnitt 5 — Abteilung Umwelt und Wasser

Art. 115 - Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, in den Fällen, die in den technischen Anlagen des Europäischen Übereinkommens vom 30. September 1957 über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße, nachstehend ADR genannt, und des Europäischen Übereinkommens vom 26. Mai 2000 über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen, nachstehend ADN genannt, vorgesehen sind, die folgenden Rechtsakte zu genehmigen und zu unterzeichnen:

- 1° Abweichungen nach den Artikeln 8, 9 und 12 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 und multilaterale Abkommen nach Kapitel 1.5 des ADR;
- 2° Zulassung der Inspektionseinrichtungen nach Artikel 17 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009, der Prüfungszentren im Sinne von Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 und Artikel 14 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 2006 und der Schulungszentren für Fahrer und Sicherheitsberater im Sinne von Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 und Artikel 14 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 2006;
- 3° in Sachen Klassifizierung:
 - a) Festlegung und Validierung der Klassifizierungen nach den Kapiteln 2.1, 2.2, 3.3 und 5.2. des ADR;
 - b) Validierung der in Kapitel 2.2 des ADR vorgesehenen Klassifizierungsmethoden;
- 4° Antrag auf Dokumente nach den Kapiteln 1.3, 1.8, 1.10, 2.2, 3.3, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6 und 6.7 des ADR;
- 5° Ausstellung der Baumusterzulassungen nach Kapitel 1.8 und Abschnitt 6 des ADR;
- 6° in Sachen Verpackung:
 - a) Gewährung und Entzug der Zulassungen nach den Kapiteln 4.1, 6.2 und 6.5 des ADR;
 - b) Auferlegung und Validierung der Baunormen, Vorschriften und technischen Codes nach den Kapiteln 3.3, 4.1, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5 und 6.6 des ADR;
 - c) Auferlegung und Validierung des zu verwendenden Verpackungstyps nach den Kapiteln 3.3, 4.1 und 6.1 des ADR;
 - d) Genehmigung der Verwendung von nach früheren Normen gebauten Behältern nach Kapitel 1.6 des ADR;
 - e) Änderung der Verwendungsdauer nach Abschnitt 4.1.1.15 des ADR;
 - f) Genehmigung der Ausbesserungen nach Kapitel 1.2 des ADR;

- g)* Abweichung von der Frist für die wiederkehrende Inspektion oder Prüfung nach Abschnitt 4.1.2.2 des ADR;
 - h)* Änderung der Fristen für die wiederkehrenden Inspektionen oder Prüfungen nach Kapitel 4.1 des ADR;
- 7° in Sachen Tanks:
 - a)* Gewährung und Entzug der Zulassung nach den Kapiteln 1.8, 6.7, 6.8 und 6.9 des ADR;
 - b)* Auferlegung und Validierung der Baunormen, Vorschriften und technischen Codes nach den Kapiteln 4.2, 4.3, 6.7, 6.8 und 6.9 des ADR;
 - c)* Auferlegung und Validierung des zu verwendenden Tanktyps nach den Kapiteln 3.2, 4.2, 6.7 und 6.8 des ADR;
 - d)* Auferlegung/Validierung des Füllungsgrads nach Kapitel 4.2 des ADR;
 - e)* Auferlegung/Validierung der Verfahren zur Berechnung der Haltezeiten nach den Kapiteln 4.2 und 6.7 des ADR;
 - f)* Genehmigung der Beförderung in Tanks nach den Kapiteln 4.2, 4.3, 6.7 und 6.8 des ADR;
 - g)* Genehmigung der Verwendung von nach früheren Normen gebauten Tanks nach Kapitel 1.6 des ADR;
 - h)* Abweichung von der Frist für die wiederkehrende Inspektion/Prüfung nach den Kapiteln 4.2, 4.3 und 6.7 des ADR;
 - i)* Bestimmung der Notfall- und Kontrolltemperaturen für organische Peroxide nach Kapitel 4.2 des ADR;
- 8° in Sachen Schüttgut-Container:
 - a)* Gewährung/Entzug der Zulassung nach Kapitel 6.11 des ADR;
 - b)* Auferlegung/Validierung der Baunormen, Vorschriften und technischen Codes nach Kapitel 6.11 des ADR;
- 9° Billigung des Qualitätssicherungsprogramms der Hersteller und des Programms zur Bewertung der Einhaltung der Vorschriften durch die Hersteller nach den Kapiteln 1.8, 4.3, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6, 6.8 und 6.11 des ADR;
- 10° Genehmigung/Auferlegung der Beförderungsbedingungen nach den Kapiteln 2.2, 2.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 6.7 und 7.3 des ADR;
- 11° Freistellung von der Anwendung des ADR nach Kapitel 3.3 des ADR;
- 12° Genehmigung der Verwendung der Angabe "Verkauf bei Lieferung" im Beförderungsdokument nach Kapitel 5.4 des ADR;
- 13° Genehmigung für das Beladen/Entladen/Halten/Parken im öffentlichen Raum nach den Kapiteln 7.5 und 8.5 des ADR;
- 14° Auferlegung der Verkehrseinschränkungen nach Kapitel 8.6 des ADR;
- 15° Auferlegung des Beladens/Entladens an einer einzigen Stelle für vollständige Ladungen nach Kapitel 7.5 des ADR;
- 16° Unterzeichnung der multilateralen Abkommen und Ausstellung der Ausnahmegenehmigungen, Gleichwertigkeiten und Abweichungen nach Kapitel 1.5 des ADN;
- 17° in Sachen Klassifizierung:
 - a)* Festlegung/Validierung der Klassifizierungen nach den Kapiteln 2.1, 2.2, 3.3 und 5.2.2. des ADN;
 - b)* Validierung der in Kapitel 2.2 der ADN vorgesehenen Klassifizierungsmethoden;
- 18° Anträge auf Dokumente nach den Kapiteln 1.3, 1.8, 1.10, 1.15, 1.16, 3.3, 9.1 und 9.3 des ADN;
- 19° in Sachen Verpackungen:
 - a)* Ausstellung oder Entzug von Zulassungen nach den Abschnitten 4 und 6 des ADN;
 - b)* Auferlegung/Validierung der Baunormen, Vorschriften und technischen Codes nach Kapitel 3.3 und den Teilen 4 und 6 des ADN;
 - c)* Auferlegung/Validierung des zu verwendenden Verpackungstyps nach Kapitel 3.3 und den Teilen 4 und 6 des ADN;
 - d)* Änderung der Verwendungsdauer nach Teil 4 des ADN;
 - e)* Änderung der Fristen für die wiederkehrenden Inspektionen/Prüfungen nach Teil 4 des ADN;
 - f)* Abweichung von der Frist für die wiederkehrende Inspektion/Prüfung nach Teil 4 des ADN;
- 20° in Sachen Tanks:
 - a)* Ausstellung/Entzug der Zulassung nach Teil 6 des ADN;
 - b)* Auferlegung/Validierung der Baunormen, Vorschriften und technischen Codes nach den Teilen 4 und 6 des ADN;
 - c)* Auferlegung/Validierung des zu verwendenden Tanktyps nach Kapitel 3.2 und den Teilen 4 und 6 des ADN;
 - d)* Auferlegung/Validierung des Füllungsgrads nach Kapitel 4 des ADN;
 - e)* Auferlegung/Validierung der Verfahren zur Berechnung der Haltezeiten nach den Teilen 4 und 6 des ADN;
 - f)* Genehmigung der Beförderung in Tanks nach den Teilen 4 und 6 des ADN;
 - g)* Abweichung von der Frist für die wiederkehrende Inspektion/Prüfung nach den Teilen 4 und 6 des ADN;
 - h)* Bestimmung der Notfall- und Kontrolltemperaturen für organische Peroxide nach Teil 4 des ADN;
- 21° in Sachen Schüttgut-Container:
 - a)* Ausstellung/Entzug der Zulassung nach Teil 6 des ADN;

- b) Auferlegung/Validierung der Baunormen, Vorschriften und technischen Codes nach Teil 6 des ADN;
- 22° Zulassung der Qualitätsprüfstelle nach Kapitel 2.2 des ADN;
- 23° Genehmigung/Auferlegung der Beförderungsbedingungen nach den Kapiteln 2.2, 3.1 und 3.3 des ADN;
- 24° Genehmigung/Bestimmung/Zulassung der Lade-/Löschstellen nach Kapitel 7.1 des ADN;
- 25° Genehmigung für das Laden/Löschen/Stillliegen nach Kapitel 8.6 des ADN;
- 26° Umschlaggenehmigung nach Kapitel 7.1 des ADN;
- 27° Ausstellung, Erneuerung, Entzug der Bescheinigungen bezüglich der besonderen Kenntnisse des ADN nach Kapitel 8.2 des ADN;
- 28° Anerkennung der Schulungsveranstalter nach Kapitel 8.2 des ADN.

KAPITEL VI — *Bestimmungen in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe, Energie*

Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten

Art. 116 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben zu Lasten des Titels II des Programms 02 des Organisationsbereichs 16 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und in Bezug auf den Abbruch von Gebäuden und die Versetzung fester oder beweglicher Anlagen, die in Übertretung der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe errichtet oder installiert worden sind, (einschließlich der für Rechnung Dritter ausgeführten Arbeiten und der beizutragenden Vorschüsse) Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, sofern der Betrag der Ausgabe 125.000 Euro nicht überschreitet.

Art. 117 - Dem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge, für alle Ausgaben zu Lasten des Titels II des Programms 03 des Organisationsbereichs 16 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und in Bezug auf den von der Region getätigten Ankauf der zur Ausführung des Programms erforderlichen Gebäude, einschließlich der Einrichtungen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro.

Art. 118 - § 1. Dem Direktor der Direktion der Privatbeihilfen wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben, die sich auf die in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingeführten Beihilfen für natürliche Personen beziehen, mit Ausnahme der Umzugs- und Mietzulagen, der Einrichtungsbeihilfen und der Ausfallbürgschaften, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

§ 2. Dem Direktor der Direktion der Studien und der Wohnqualität wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben, die sich auf die in Anwendung des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches eingeführten Umzugs- und Mietzulagen und Einrichtungsbeihilfen beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

§ 3. Dem Direktor der Direktion des privaten Wohnraums, der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben, die sich auf die Ausfallbürgschaft beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

§ 4. Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben in Bezug auf die folgenden Bereiche Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- 1° die Energieprämien zu Lasten des Energiefonds und der entsprechenden Basiszuwendungen, mit Ausnahme der Energieprämien, die sich aus dem Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse ergeben;
- 2° die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 eingeführten Prämien für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters.

Art. 119 - Der Generaldirektor bzw. die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 16 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen, mit Ausnahme der Ausgaben in Sachen Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Art. 120 - Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationelle und wirksame Energienutzung getätigt werden, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Diese Vollmacht wird nur erteilt, unter der Bedingung, dass der Gesamtbetrag der betreffenden Zahlungsverpflichtungen den Betrag von 35.000 Euro nicht übersteigt.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Art. 121 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, über die in Ausführung von Artikel 14 § 8 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingereichten Beschwerden gegen die Beschlüsse zur Beibehaltung der Beihilfen für natürliche Personen, der Umzugs- und Mietzulagen und der Einrichtungsbeihilfen zu entscheiden.

Art. 122 - Dem Direktor wird die Vollmacht erteilt, die Vereinbarungen für Mietverträge bzw. Geschäftsraummietverträge in Bezug auf die im Rahmen der am 15. Dezember 1977 zwischen dem Belgischen Staat und der Gesellschaft für die regionale Entwicklung der Wallonie ("Société de Développement régional pour la Wallonie") unterzeichneten Vereinbarung "Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976" gebauten bzw. renovierten Gebäude zu unterzeichnen.

Art. 123 - Im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 95 erwähnten Gebäude wird dem Direktor der Direktion der operativen Planung und der Städte und dem Attaché bzw. dem ersten Attaché, der innerhalb dieser Direktion mit der Verwaltung der genannten Gebäude beauftragt ist, die Vollmacht erteilt, bei der Erstellung nachstehender Urkunden zu erscheinen und sie zu unterzeichnen:

- 1° Abänderungen der Basisurkunden für die kollektiven Gebäude;
- 2° notarielle Kaufverträge bzw. Urkunden über die Abtretung von Erbbaurechten in Bezug auf Grundstücke, Wohnungen, Geschäftsraummietverträge, Höfe und Garagen;
- 3° Aufhebung von Hypotheken;
- 4° Freigabe einer Kautions, die als Mietgarantie geleistet wurde;
- 5° Quittungen mit oder ohne Zahlung;
- 6° Befreiung von der Eintragung von Amts wegen.

Art. 124 - Im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 95 erwähnten Gebäude werden die in Artikel 96 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bediensteten benannt als:

- 1° Anweisungsbefugter für die Einnahmen;
- 2° Anweisungsbefugter für die Ausgaben in Bezug auf die Bestellung der zum Unterhalt und zur Instandsetzung des betreffenden Gutes erforderlichen Lieferungen, Arbeiten und Dienstleistungen, sofern der Betrag der Ausgabe 5.000 Euro nicht überschreitet;
- 3° Vertreter der Region bei den Generalversammlungen der Miteigentümer sowie in den Verwaltungsräten, wobei er die Befugnis hat, im Rahmen der Basisurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Region einzugehen.

Art. 125 - § 1. Dem Direktor der Direktion des privaten Wohnraums, der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, die Aufhebung oder die Rangabtretung der in Anwendung der Durchführungserlasse der Artikel 48 und 76 des Wallonischen Wohngesetzbuches zur Einführung von Erwerbsprämien zugunsten des Staates bzw. der Region vorgenommenen Hypothekeneintragungen anzuordnen.

§ 2. Dem Direktor der Direktion der Beihilfen für Privatpersonen wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingeführten Beihilfen, mit Ausnahme der Umzugs- und Mietzulagen und der Einrichtungsbeihilfen, natürlichen Personen gewährt werden oder nicht.

§ 3. Dem Direktor der Direktion der Studien und der Wohnqualität wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die in Anwendung des Wallonischen Wohngesetzbuches eingeführten Umzugs- und Mietzulagen sowie die Einrichtungsbeihilfen gewährt werden oder nicht.

§ 4. Dem Direktor der Direktion des privaten Wohnraums, der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, die vollständige oder teilweise Beibehaltung der Vorteile oder die Befreiung von der Erstattung der Vorteile zu beschließen, wenn der Empfänger die eingegangenen Verpflichtungen missachtet hat.

§ 5. Dem Direktor der Direktion des privaten Wohnraums, der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, die Anwendung der Ausfallbürgschaft für die Rückzahlung der in Artikel 14 § 4 Ziffer 5 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten Hypothekendarlehen zu beschließen.

§ 6. Dem Direktor der Direktion des privaten Wohnraums, der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, über die Beschwerden gegen den Beschluss zur Ablehnung der Gewährung der Beihilfen für Privatpersonen und deren Berechnung sowie über den Beschluss zur Verweigerung der Gewährung der in Anwendung des Wallonischen Wohngesetzbuches eingeführten Umzugs-, Mietzulagen und Einrichtungsbeihilfen zu entscheiden.

§ 7. Dem Direktor der Direktion des privaten Wohnraums, der Information und der Kontrolle wird die Vollmacht erteilt, über die in Ausführung von Artikel 7 bis des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse eingereichten Beschwerden gegen die vom Bürgermeister in Anwendung von Artikel 7 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse beschlossenen Maßnahmen zu entscheiden.

Art. 126 - § 1. Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, die Gewährung oder die Verweigerung der Energieprämien zu beschließen, mit Ausnahme der Energieprämien, die sich aus dem Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse ergeben.

§ 2. Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, über die Beschwerden gegen die Beschlüsse zur Verweigerung der Gewährung von Energieprämien und deren Berechnung zu entscheiden, mit Ausnahme der Energieprämien, die sich aus dem Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse ergeben.

Art. 127 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen durch die Generaldirektion behandelten Antrag auf Beihilfe eingereicht hat, mit Ausnahme der Anträge für Energieprämien, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag nicht stattgegeben werden kann.

Art. 128 - Dem Direktor der Direktion der Organisation der regionalen Energiemärkte wird die Vollmacht für die Aufgaben erteilt, mit denen die Verwaltung lauf oder aufgrund der Kapitel IX, IXbis und X des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und der Kapitel VIII, VIIIbis und VIIIter des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts betraut wird, mit Ausnahme der Beschwerden.

Art. 129 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, die Gewährung oder die Verweigerung der folgenden, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden eingeführten Zulassungen zu beschließen:

- 1° PEB-Verantwortlicher;
- 2° PEB-Ausweisaussteller;
- 3° Verfasser einer Machbarkeitsstudie.

Art. 130 - Dem Direktor der Direktion nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden organisierte Zulassung für die Benutzung einer alternativen Berechnungsmethode zu gewähren oder zu verweigern ist.

Art. 131 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung eingeführte Zulassung zu gewähren oder zu verweigern.

Art. 132 - Dem Direktor der Direktion der Förderung der nachhaltigen Energie wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 49 des Königlichen Erlasses vom 27. August 1993 zur Ausführung des Einkommensteuergesetzbuchs erwähnte Bescheinigung zur Erlangung eines Steuerabzugs für Investitionen zur Energieeinsparung in den Unternehmen auszustellen.

Abschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für die Wallonische Agentur für das Erbe

Unterabschnitt 1 — Haushaltsvollmachten

Art. 133 - Der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor bzw. die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten oder Vertragspersonalmitglieder der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur die vom ersten bzw. bevollmächtigten Anweisungsbefugten zu Lasten der im Haushaltsplan der Agentur vorgesehenen Haushaltsmittel eingegangenen Ausgabenverpflichtungen zu genehmigen und festzustellen, oder gegebenenfalls rückgängig zu machen.

Art. 134 - Der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor bzw. die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten oder Vertragspersonalmitglieder der Stufe A sind bevollmächtigt, die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur zu unterzeichnen.

Art. 135 - Der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor bzw. die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten oder Vertragspersonalmitglieder der Stufe A sind befugt, das Eröffnen und Schließen der Konten durch die Finanzinstituten zu veranlassen und ihre Funktionsweise zu bestimmen. Er teilt diesen Instituten die Muster für die Unterzeichnung des planmäßigen Rechnungsführers und der eventuellen Mitunterzeichner und Stellvertreter mit.

Art. 136 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Einnehmer der Agentur die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, dagegen Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jeglichen Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu seiner Führung gehören, angebracht sind.

Art. 137 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Einnehmer der Agentur die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs, einer gerichtlichen Reorganisation, einer kollektiven Schuldregelung oder einer Schuldvermittlung auf Intervention einer von der Wallonischen Region zugelassenen Einrichtung sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.

Art. 138 - Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe von 50.000 Euro für alle Ausgaben, die sich auf dringende Sicherungsmaßnahmen im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe beziehen und zu Lasten der Basisartikel der Klasse 1 oder 7 des Haushaltsplans der Agentur gehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Unterabschnitt 2 — Sonderbestimmungen

Art. 139 - Unter Beachtung der Aufgaben, die der Agentur übertragen wurden, wird dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt:

- 1° die Mietverträge abzuschließen, soweit die jährliche Miete einen Betrag von 125.000 Euro nicht übersteigt;
- 2° die Vereinbarungen zur Regelung der Entschädigungen für Mietschäden abzuschließen, soweit ihr Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt.

Art. 140 - Unter Beachtung der Aufgaben, die der Agentur übertragen wurden, wird dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor bzw. den von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern und für alle Genehmigungsanträge für sich darauf beziehende Arbeiten zu vertreten.

Art. 141 - Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor bzw. einem von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, an den Versammlungen der Miteigentümer sowie an den Miteigentümerräten teilzunehmen, wobei er die Befugnis hat, im Rahmen der Basisurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Agentur einzugehen.

Art. 142 - Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, an den Standorten der Agentur Lehr- und Ausbildungspraktika zu organisieren.

KAPITEL VII — *Bestimmungen in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Inneres und soziale Maßnahmen**Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten*

Art. 143 - Der Generaldirektor bzw. die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 17 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Sachen Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für den Wallonischen Fonds für allgemeine Naturkatastrophen

Art. 144 - Dem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen im Rahmen der Aktivitäten des Wallonischen Fonds für allgemeine Naturkatastrophen für alle Ausgaben in Bezug auf Expertenkosten, die zu Lasten des Basisartikels 12.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 01 - Fonds für allgemeine Naturkatastrophen - des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region gehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen, festzustellen oder gegebenenfalls rückgängig zu machen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor der Abteilung Gesetzgebung der lokalen Behörden und prospektive Analysen: 25.000 Euro.

Art. 145 - Dem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen im Rahmen der Aktivitäten des Wallonischen Fonds für allgemeine Naturkatastrophen für alle Ausgaben zu Lasten der Basiszuwendungen 34.01 und 43.01 des Titels VII - Wallonischer Fonds für Naturkatastrophen - Abteilung 01 - Fonds für allgemeine Naturkatastrophen - des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen, festzustellen, oder gegebenenfalls rückgängig zu machen:

- Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor der Abteilung Gesetzgebung der lokalen Behörden und prospektive Analysen: 25.000 Euro.

KAPITEL VIII — *Bestimmungen in Bezug auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung**Abschnitt 1 — Haushaltsvollmachten*

Art. 146 - Jedem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge für alle Ausgaben zu Lasten der Basisartikel 72, Klasse 7, des Titels II des Organisationsbereichs 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region, die für die Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen spezifisch sind Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, sofern sie sich auf den Bau oder den Ankauf von Grundstücken oder Gebäuden beziehen

- Generalsekretär und Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro.

Art. 147 - Dem Inhaber folgender Ämter wird die Vollmacht erteilt, bis zu den neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträgen, für alle Ausgaben zu Lasten des Basisartikels 31.01 des Titels I, Programm 32, und des Basisartikels 01.01 des Titels II, Programm 34, des Organisationsbereichs 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen:

- Generaldirektor: 250.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro.

Art. 148 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgaben zu Lasten des Basisartikels 31.02. des Titels II, Programm 31, des Organisationsbereichs 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region, die sich auf ein Projekt in Sachen Technologieüberwachung oder technologische Betreuung beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 149 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, für alle Ausgabe zu Lasten des Basisartikels 45.07 des Titels II, Programm 31, und des Basisartikels 01.01 des Titels II, Programm 34, des Organisationsbereichs 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region, die sich auf ein Projekt des Programms "Ausbildung und Ankerbelagerung der wissenschaftlichen und technologischen Forschung" (FIRST) beziehen, Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen.

Art. 150 - Der Generaldirektor bzw. die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 18 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Sachen Personal, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

*Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen**Unterabschnitt 1 — Sonderbestimmungen für die Generaldirektion*

Art. 151 - Zur Anwendung der Maßnahmen, die im Gesetz vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, im Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, im Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, im Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie im Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, vorgesehen worden sind, wird dem Generaldirektor bzw. dem von ihm benannten Beamten mit zumindest dem Dienstrang A4 die Vollmacht erteilt:

- 1° den Beschluss zur Verlängerung der Frist für die Verwirklichung des Investitionsprogramms zu fassen, sofern diese Verlängerung 12 Monate nicht überschreitet;
- 2° vor jedem Gewährungsbeschluss die Annahme zusätzlicher Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm zu beschließen;

3° den Genehmigungsbeschluss für den Start der Investitionen zu fassen.

Art. 152 - Im Rahmen von Kapitel II Abschnitt 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Entscheidungen zur Gewährung, Ablehnung und Auszahlung der Qualitätsprämie zu treffen.

Art. 153 - Im Rahmen von Kapitel II Abschnitt 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Ausführung einer höchstens dreitägigen Studie durch einen Berater zu erlauben.

Art. 154 - Jeden Monat übermittelt der Generaldirektor je nach Fall dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, bzw. dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören, eine Kopie der aufgrund der Artikel 113 bis 114 gefassten Beschlüsse sowie die Verzeichnisse der Auszahlungsanweisungen.

Art. 155 - Dem Generaldirektor bzw. dem von ihm benannten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt:

- 1° die Schulforderungen der Wallonischen Region in Bezug auf die Einforderung der im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, gewährten Beihilfen zu Lasten von natürlichen Personen oder Gesellschaften zu genehmigen, die einem Konkurs-, einem Reorganisationsverfahren bzw. einer Liquidation unterliegen;
- 2° jegliche Beschlüsse auszuführen in Bezug auf die teilweise oder vollständige Rückforderung der im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, gewährten Beihilfen zu Lasten von natürlichen Personen oder Gesellschaften;
- 3° sich über die Reorganisationspläne auszusprechen.

Art. 156 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse zum Entzug oder zur Einstellung der Beihilfen zu fassen, die in Anwendung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, gewährt worden sind.

Art. 157 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

- 1° die von der Generaldirektion verwalteten Verträge in Bezug auf Beihilfen während der Ausführung zu ändern, sofern der Zweck eingehalten wird und die durch Ausgabenverpflichtungen gebundenen Beträge nicht überschritten werden;
- 2° unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die im Namen der Region in diesen Verträgen bestimmten Rechte auszuüben und die Verpflichtungen zu erfüllen, die diese Verträge der Region auferlegen.

Art. 158 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Teilnehmer an den Tätigkeiten in Bezug auf die Europäische Zusammenarbeit im Bereich der wissenschaftlichen und technischen Forschung ("COST") zu benennen und ihnen die Rückerstattung der Dienstreisekosten im Zusammenhang mit ihrer Teilnahme an diesen Tätigkeiten zu gewähren.

Art. 159 - Im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors wird dem Generaldirektor oder dem von ihm benannten Generalinspektor die Vollmacht erteilt für:

- 1° die Beschlüsse zur Gewährung, Ablehnung, Erneuerung oder Ablehnung der Erneuerung der in Artikel 8 erwähnten Beihilfe über maximal 5 Punkte und die ablehnenden Beschlüsse, die durch die Nichteinstellung eines zusätzlichen Arbeitssuchenden begründet werden;
- 2° die Beschlüsse, die keine weiteren haushaltsmäßigen Auswirkungen haben und das Projekt inhaltlich nicht verändern;
- 3° die in Artikel 12 erwähnten abändernden Beschlüsse;
- 4° die Beschlüsse zur Abtretung und Annahme von Punkten "Objektive Kriterien" durch die Gemeinden und ÖSHZ untereinander;
- 5° die Beschlüsse über "Mehrlingsgeburten", die nicht Gegenstand einer Abweichung sind.

Art. 160 - Im Rahmen des Dekrets vom 2. Mai 2013 über die finanziellen Anreize zur Förderung der Einstellung von Personal in bestimmten Betrieben wird dem Generaldirektor oder dem von ihm benannten Generalinspektor die Vollmacht erteilt für:

- 1° die Gewährungsbeschlüsse, die nicht Gegenstand eines Antrags auf Erhöhung sind;
- 2° die Beschlüsse, die keine weiteren haushaltsmäßigen Auswirkungen haben und das Projekt inhaltlich nicht verändern.

Art. 161 - Im Rahmen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Schecks zur Unterstützung von Schulungen über die Gründung eines Unternehmens und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2003 zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Schecks zur Unterstützung von

Schulungen über die Gründung eines Unternehmens wird dem Generaldirektor die Vollmacht für die Einleitung des Verfahrens zum Angebotsaufruf, die Wahl des Scheckausstellers und den Abschluss einer Vereinbarung mit diesem Letzteren erteilt.

Unterabschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Beschäftigung und Berufsbildung

Art. 162 - Im Rahmen des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer wird dem Generaldirektor, dem Generalinspektor, dem Direktor der Direktion Beschäftigung und Arbeitserlaubnisse sowie den ersten Attachés und Attachés dieser Direktion die Vollmacht erteilt, über die Anträge auf Beschäftigungs- und auf Arbeitserlaubnis sowie über die Anträge auf ihre Verlängerung bzw. Erneuerung zu befinden.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, aufgrund von Artikel 38 § 2 des Königlichen Erlasses zur Ausführung des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer von den Artikeln 8, 10, 12, 14, 21 Ziffer 1 und 22 Ziffer 2 des oben genannten Königlichen Erlasses für Anträge auf Beschäftigungs- und auf Arbeitserlaubnis von Arbeitnehmern abzuweichen, die in Bereichen tätig sind, in denen das Wallonische Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ("Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi") einen Mangel an Arbeitskräften angemeldet hat.

Art. 163 - Im Rahmen des Gesetzes vom 19. Februar 1965 über die Ausübung seitens Ausländer von Berufstätigkeiten als Selbständige wird dem Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsbildung, dem Direktor der Direktion Beschäftigung und Arbeitserlaubnisse sowie den ersten Attachés und Attachés die Vollmacht erteilt, den Anträgen auf Erlangung, Erneuerung, Verlängerung, Änderung oder Ersetzung bei Verlust der Berufskarte stattzugeben oder diese abzulehnen.

Art. 164 - § 1. In Anwendung des Gesetzes vom 1. Juli 1963 zur Gewährung einer Vergütung für sozialen Aufstieg, des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die Bedingungen für die Gewährung einer Vergütung für sozialen Aufstieg an die Arbeitnehmer, die in einer staatlichen Einrichtung oder in einer subventionierten bzw. zugelassenen Einrichtung einen vollständigen Ausbildungsgang des Abend- oder Sonntagsunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1965 zur Gewährung einer Vergütung für sozialen Aufstieg an Selbstständige und Mithelfende, die einen vollständigen Ausbildungsgang des Teilzeitunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1973 zur Gewährung einer Vergütung für sozialen Aufstieg an die Arbeitnehmer, die an Kursen teilnehmen, um ihre geistige, moralische und soziale Ausbildung zu verbessern und des Königlichen Erlasses vom 27. Mai 1975 über die Gewährung einer Vergütung für sozialen Aufstieg an Selbstständige und Mithelfende des landwirtschaftlichen Sektors, die bestimmte Kurse zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, wird dem Generaldirektor, dem Generalinspektor und dem Direktor der Direktion der Berufsbildung die Vollmacht erteilt, die Forderungsmeldungen zu genehmigen und den Lohnarbeitern und Gehaltsempfängern, Selbstständigen und Mithelfenden des landwirtschaftlichen Sektors Vergütungen für sozialen Aufstieg zu gewähren.

§ 2. Dem Generaldirektor, dem Direktor der Direktion der Berufsbildung und dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1988 über die Zulassung der Familien- und Seniorenhilfsdienste und die Gewährung von Zuschüssen an diese Dienste und des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 13. November 1990 zur Organisierung von Ausbildungszentren für Familienhelfer(innen) die Befähigungszeugnisse als Familienhelfer(in) und Seniorenpfleger(in) sowie die Eintragungsbescheinigungen auszustellen.

Art. 165 - Im Rahmen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Schecks zur Unterstützung von Schulungen über die Gründung eines Unternehmens und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2003 zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Schecks zur Unterstützung von Schulungen über die Gründung eines Unternehmens wird dem Generaldirektor die Vollmacht für die Einleitung des Verfahrens zum Angebotsaufruf, die Wahl des Scheckausstellers und den Abschluss einer Vereinbarung mit diesem Letzteren erteilt.

Art. 166 - Im Rahmen des Rahmenabkommens über die Zusammenarbeit im Bereich der alternierenden Ausbildung, abgeschlossen in Brüssel am 24. Oktober 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission, des Dekrets vom 20. Juli 2016 über die den Partnerunternehmen im Bereich der alternierenden Ausbildung, den Lernenden im Bereich der alternierenden Ausbildung und den sektoriellen Coaches gewährten finanziellen Anreize und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 Ausführung des Dekrets vom 20. Juli 2016 über die den Partnerunternehmen im Bereich der alternierenden Ausbildung, den Lernenden im Bereich der alternierenden Ausbildung und den sektoriellen Coaches gewährten finanziellen Anreize wird dem Generaldirektor, dem Generalinspektor und dem Direktor der Direktion der ressortübergreifenden Politik Region/Gemeinschaft die Vollmacht erteilt, die in den Artikeln 3, 5 und 6 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 20. Juli 2016 erwähnten finanziellen Anreize auszuzahlen.

Unterabschnitt 3 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Investitionen

Art. 167 - Im Rahmen des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird den Inhabern folgender Ämter innerhalb der Abteilung Investitionen, Direktion der Investitionsprogramme, die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der nachstehenden Beträge die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor: 1.500.000 Euro;
- Generalinspektor: 1.000.000 Euro;
- Direktor: 700.000 Euro;
- Erster Attaché und Attaché: 250.000 Euro.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, des Gesetzes vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe sowie des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag die Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 168 - Im Rahmen des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes und des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, wird den Inhabern folgender Ämter innerhalb der Abteilung Investitionen die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der nachstehenden Beträge die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor: 1.500.000 Euro;
- Generalinspektor: 1.000.000 Euro;
- Direktor: 700.000 Euro;
- Erster Attaché und Attaché: 250.000 Euro.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag die Vollmacht für die Verweigerungsbeschlüsse sowie die Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 169 - Der aufgrund der Artikel 123 und 124 mit Vollmachten versehene Bedienstete ist befugt, die Beschlüsse zur Befreiung vom Immobilienvorabzug zu fassen.

Art. 170 - Im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßenverkehr darstellen, und die Umweltziele verfolgen, wird den Inhabern folgender Ämter innerhalb der Abteilung Investitionen, Direktion der Klein- und Mittelbetriebe die Vollmacht erteilt, bis in Höhe der nachstehenden Beträge die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor: 1.500.000 Euro;
- Generalinspektor: 1.000.000 Euro;
- Direktor: 700.000 Euro;
- Erster Attaché und Attaché: 250.000 Euro.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung der Beihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Der aufgrund von Absatz 1 mit Vollmachten versehene Bedienstete ist befugt, die Beschlüsse zur Befreiung vom Immobilienvorabzug zu fassen.

Ferner wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Prämie für Beratungsdienste zu beschließen.

Unterabschnitt 4 — Sonderbestimmungen für die Abteilung wirtschaftliche Entwicklung

Art. 171 - Im Rahmen der Anwendung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird den ersten Attachés und den Attachés der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung die Vollmacht erteilt, Beschäftigungsprämien zu gewähren oder zu verweigern.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Bediensteten abwesend oder verhindert sind, ergeht die Vollmacht, mit der sie versehen sind, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung entweder an den Direktor der Direktion der thematischen Projekte oder an den Generalinspektor der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung oder an den Generaldirektor.

Unterabschnitt 5 — Sonderbestimmung für die Abteilung Forschung und technologische Entwicklung und die Abteilung Finanzverwaltung

Art. 172 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generalinspektor der Abteilung Forschung und technologische Entwicklung, dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung oder jedem vom Generaldirektor zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen von der Generaldirektion behandelten Antrag auf Beihilfe eingereicht hat, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag nicht stattgegeben werden kann.

KAPITEL IX — Schlussbestimmungen

Art. 173 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie wird aufgehoben.

Art. 174 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2019 in Kraft.

Art. 175 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Mai 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Anhang

Wahl des Vergabeverfahrens, Annahme der Auftragsunterlagen, qualitative Auswahl und Vergabe des Auftrags
Mit Ausnahme der Ausgaben für Dienstleistungen, die sich nicht auf Aufträge beziehen, wird den Inhabern der folgenden Ämter die Vollmacht erteilt, das Vergabeverfahren zu wählen, die Auftragsunterlagen anzunehmen und das Verfahren einzuleiten, und zwar bis in Höhe der nachstehenden Beträge (ohne MwSt.):

	Offenes Verfahren, Beschränktes Verfahren	Verhandlungsverfahren, Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb, direktes Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentlichung einer Bekanntmachung, direktes Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Veröffentlichung einer Bekanntmachung, Verhandlungsverfahren ohne vorherigen Aufruf zum Wettbewerb, In-House-Vereinbarung
BAU- UND ARBEITSLEISTUNGEN	Euro	Euro	Euro
Generalsekretär, Generaldirektor und mit der Agentur beauftragter Generalinspektor	1.250.000	500.000	300.000
Generalinspektor	500.000	200.000	150.000
Direktor	200.000	100.000	75.000
LIEFERUNGEN			
Generalsekretär, Generaldirektor und mit der Agentur beauftragter Generalinspektor	500.000	400.000	150.000
Generalinspektor	300.000	125.000	75.000
Direktor	125.000	50.000	50.000
DIENSTLEISTUNGEN			
Generalsekretär, Generaldirektor und mit der Agentur beauftragter Generalinspektor	250.000	150.000	120.000
Generalinspektor	100.000	50.000	50.000
Direktor	50.000	25.000	25.000

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachterteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie als Anhang beigefügt zu werden.

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung
A GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/41354]

**23 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de overdrachten van bevoegdheden
in de Waalse Overheidsdienst**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden van de Waalse Overheidsdienst, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2010, 23 juni 2011, 31 mei 2012, 31 januari 2013, 28 november 2013, 20 maart 2014, 15 mei 2014, 26 maart 2015, 24 maart 2016, 27 oktober 2016, 27 april 2017, 14 december 2017, 4 oktober 2018, 13 december 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2019;
 Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken;
 Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke bepalingen
Afdeling 1. — Algemene gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° uitgave inzake communicatie: elke uitgave inzake schriftelijke, audiovisuele en elektronische publicaties, inzake voorlichtings- of sensibiliseringscampagnes, alsook de bijkomende kosten die daarop betrekking hebben;
- 2° uitgave inzake representatiekosten: elke uitgave in verband met restaurant-, receptiekosten en/of kosten voor relatiegeschenken en in verband met de noden van de dienst die gedaan moet worden in het kader van betrekkingen met vertegenwoordigers van instellingen die geen banden hebben met de Waalse Overheidsdienst;
- 3° uitgave betreffende specifieke goederen: elke uitgave voor de verwerving, het huren, het onderhoud of de herstelling van roerende of onroerende goederen die vanwege de bijzondere aard van de taken die vervuld moeten worden, onontbeerlijk zijn voor de verwezenlijking van een programma eigen aan een bepaald Directoraat-generaal, aan een Departement of aan een bepaalde Directie, met uitzondering van de goederen die elke dienst van de Waalse Overheidsdienst kunnen aangekomen en die door het Departement Roerend beheer of door het Departement Onroerend beheer of door het Departement Informatie- en Communicatietechnologieën worden beheerd;
- 4° Agentschap: het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Erfgoedagentschap), zoals opgesteld bij het decreet van 12 juli 2017 tot oprichting van het "Agence wallonne du Patrimoine" als administratieve dienst met een autonome boekhouding en houdende ontbinding van het "Institut du Patrimoine wallon" (Waals Erfgoedinstituut).

Art. 2. De ontwerpen van bestelbonnen of van elke juridische vastlegging voor de aankoop, de huur of de herstelling van niet-specifieke goederen en diensten worden aan de directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst overgemaakt, die ze, naar gelang het geval, aan het Departement Roerend Beheer of het Departement Onroerend Beheer mededeelt.

Art. 3. De overdrachten van bevoegdheden worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, met uitzondering van stagiairs en contractuele personeelsleden van de autonome administratieve boekhoudkundige diensten, hierna "SACA" genoemd, die daartoe door de bevoegde autoriteit worden aangewezen.

Art. 4. Bij afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal of de directeur-generaal, worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering, toegekend aan de inspecteur-generaal van het betrokken Departement of, voor de Directies die rechtstreeks onder de secretaris-generaal of de directeur-generaal ressorteren, aan de directeur van de betrokken Directie.

Bij afwezigheid of verhindering van een inspecteur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het eerste lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de directeur van de betrokken Directie.

Bij afwezigheid of verhindering van een directeur, worden de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het tweede lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan een personeelslid van niveau A van de betrokken Directie dat hij daarvoor aanwijst.

In afwijking van het vorige lid worden, voor het Agentschap, bij afwezigheid of verhindering van een directeur, de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het tweede lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan een personeelslid van niveau A dat hij daartoe aanwijst.

Art. 5. § 1. De hiërarchische meerderen van een gemachtigde ambtenaar of contractueel personeelslid van een "SACA" mogen, om welke reden ook, de hem bij dit besluit verleende overdrachten uitoefenen. Ze mogen hun eigen beslissing echter niet in de plaats stellen van de door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekende beslissing.

§ 2. De Ministers kunnen bij ministerieel besluit, voor de bevoegdheden die hun zijn toegewezen, drempels bepalen die lager zijn dan die bedoeld in bijlage 1 van dit besluit wat betreft de keuze van de gunningswijze, de goedkeuring van de opdrachtdocumenten, de kwalitatieve selectie en het gunnen van overheidsopdrachten.

Art. 6. De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgave en luiden exclusief BTW.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur, BTW niet inbegrepen.

Afdeling 2. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende het personeel

Art. 7. § 1. Gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof en opdrachten anders dan buitenlandse opdrachten zijn :

- 1° de secretaris-generaal en de directeur-generaal ten overstaan van de inspecteurs-generaal en de directeurs die onder zijn gezag vallen;
- 2° elke inspecteur-generaal ten overstaan van de directeurs die onder zijn gezag vallen;
- 3° elke directeur ten overstaan van het personeel dat binnen zijn directie is toegewezen;
- 4° de personeelsleden van niveau A, daartoe aangewezen door de directeur-generaal.

§ 2. De secretaris-generaal en de directeur-generaal zijn gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot opdrachten in het buitenland in het kader van de activiteiten van de Departementen of Directies die onder zijn gezag vallen tot een bedrag van 5.000 euro.

In afwijking van het vorige lid, is de inspecteur-generaal belast met het Agentschap gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot opdrachten in het buitenland in het kader van de activiteiten van het Agentschap tot een bedrag van 5.000 euro.

De opdrachten in het buitenland maken het voorwerp uit van een voorafgaande informatie en van een verslag aan de betrokken minister(s).

De secretaris-generaal en de directeur-generaal brengen de minister(s) van wie ze afhangen alsook de leden van het strategisch comité op de hoogte van hun jaarlijks vakantieverlof en van hun uitzonderlijk verlof en omstandigheidsverlof.

Art. 8. Er wordt aan de secretaris-generaal of aan de directeur-generaal delegatie verleend om een beslissing tot opschorting in het belang van de dienst te nemen jegens een ambtenaar die onder hun respectievelijk gezag staat.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke begrotingsbepalingen

Art. 9. De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap zijn gemachtigd om, in de aangelegenheden die onder hun respectieve bevoegdheid vallen, tot provisionele vastleggingen over te gaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 betreffende de organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controles en audits, alsook de administratieve en budgettaire controle van de Staat.

Ten belope van het bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat is de titularis van volgende ambten gemachtigd om elke uitgave te vereffenen die het voorwerp uitmaakt van een provisionele vastlegging toegelaten overeenkomstig het eerste lid :

- secretaris-generaal en directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

In afwijking van het vorige lid, is de titularis van de volgende ambten, wat het Agentschap betreft, gemachtigd, om ten belope van het bedrag dat naast zijn graad afgedrukt staat, elke uitgave te vereffenen die het voorwerp uitmaakt van een provisionele vastlegging toegelaten overeenkomstig het eerste lid :

- inspecteur-generaal: 50.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 10. De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap zijn gemachtigd in de aangelegenheden die hen betreffen, om:

- 1° het storten van geldvoorschotten toe te laten aan de gedecentraliseerde penningmeesters die door de Regering of door de door de Regering gemachtigde Minister aangewezen zijn, met uitzondering van de buitengewone rekenplichtigen van de Ministeriële kabinetten;
- 2° tot kredietopeningen over te gaan.

Art. 11. De bepalingen van dit besluit hebben niet als gevolg dat de primaire ordonnateur uit zijn bevoegdheid ontheven wordt om alle bij dit besluit bedoelde uitgaven vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen en vrij te maken.

Art. 12. De titularis van de volgende ambten is tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Departement of van de Directie die onder zijn gezag vallen, elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit:

- secretaris-generaal en directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

De titularis van de volgende ambten tot en met het bedrag dat naast zijn graad afgedrukt staat, is gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Agentschap, elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I, van de begroting van het Agentschap, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij bijzondere bepalingen van dit besluit:

- inspecteur-generaal: 50.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 13. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen delegatie om, in de materies die tot hun bevoegdheden behoren, elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en met betrekking tot hun representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen voor zover het bedrag van de uitgave 12.500 euro niet overschrijdt.

De inspecteur-generaal belast met het Agentschap is gemachtigd om, in de materies die tot zijn bevoegdheden behoren, elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de begroting van het Agentschap en betreffende de representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen voor zover de het bedrag van de uitgave 12.500 euro niet overschrijdt.

Art. 14. § 1. De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal krijgen delegatie om, in de materies die tot hun bevoegdheden behoren, uitgaven met betrekking tot seminaries en colloquia tot een bedrag van 2.500 euro vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

§ 2. De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap krijgen delegatie om uitgaven met betrekking tot algemene documentatie tot een bedrag van 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

De uitgaven met betrekking tot algemene documentatie bedoeld in het eerste lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht.

§ 3. De secretaris-generaal krijgt delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en met betrekking tot algemene documentatie vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen voor zover het bedrag van de uitgave tussen 5.000 euro en 12.500 euro ligt.

In geval van afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal, worden de delegaties waarvoor hij krachtens het eerste lid machtiging heeft gekregen, tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegewezen aan de inspecteur-generaal van het Departement Communicatie.

§ 4. De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap krijgen delegatie om uitgaven met betrekking tot vergaderingskosten tot een bedrag van 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 15. De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap krijgen delegatie om, in de materies die tot hun bevoegdheden behoren, uitgaven met betrekking tot communicatie tot een bedrag van 12.500 euro vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 16. De titularis van de volgende ambten is tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties, klasse 7, titel II van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en met betrekking tot de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van het Departement of van de Directie die onder zijn gezag vallen, met uitzondering van uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit:

- secretaris-generaal en directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

De titularis van de volgende ambten tot en met het bedrag dat naast zijn graad afgedrukt staat, is gemachtigd om elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties van klasse 7, titel II, van de begroting van het Agentschap, en betreffende de aankoop van specifieke duurzame roerende goederen, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij bijzondere bepalingen van dit besluit:

- inspecteur-generaal: 50.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 17. De titularissen van de volgende ambten zijn tot en met de vastgelegde bedragen die naast de ambtstitel afgedrukt staan, eventuele verhogingen inbegrepen, gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Departement of van de Directie die onder zijn gezag vallen, elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, die toerekenbaar is op de basisallocaties van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit:

- secretaris-generaal en directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

De titularis van de volgende ambten is tot en met de vastgelegde bedragen, verhogingen eventueel inbegrepen, die naast zijn graad afgedrukt staan, gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Agentschap, elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties van de begroting van het Agentschap vrij te maken, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij bijzondere bepalingen van dit besluit:

- inspecteur-generaal: 50.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen inzake overheidsopdrachten

Onderafdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Art. 18. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

- 1° de wet inzake overheidsopdrachten: de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
- 2° het koninklijk besluit van 18 april 2017: het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;
- 3° het koninklijk besluit van 18 juni 2017: het koninklijk besluit van 18 juni 2017 plaatsing overheidsopdrachten speciale sectoren;
- 4° het koninklijk besluit van 14 januari 2013: het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.

Onderafdeling 2. — Bepalingen betreffende de keuze van de gunningswijze, de aanneming van de opdrachtdocumenten, de kwalitatieve selectie en de toewijzing, de verificatie van de prijzen van de opdracht

Art. 19. Onverminderd artikel 9, tweede lid, van de wet inzake overheidsopdrachten en van het investeringsprogramma goedgekeurd door de Regering, is elke titularis van de ambten vermeld in de bijlage, in het kader van een overheidsopdracht en voor de daaropvolgende opdrachten in de kaderovereenkomsten zonder dat de opdracht opnieuw voor mededinging wordt opengesteld, gemachtigd om, tot en met het bedrag dat naast zijn graad afgedrukt staat:

- 1° de gunningswijze te kiezen, de overheidsopdrachtdocumenten aan te nemen en de procedure in te zetten;
- 2° de kandidaten voor een opdracht te selecteren;
- 3° voorafgaand aan elke juridische verbintenis, de uitgave ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest goed te keuren, te vereffenen of vrij te maken;
- 4° de opdracht te gunnen.

Elke titularis van het in het eerste lid bedoeld ambt is, in het kader van zijn delegaties, gemachtigd om het nazicht van de prijzen op te leggen, wanneer het niet verplicht is, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 36 van het koninklijk besluit van 18 april 2019 of bij artikel 44, van het koninklijk besluit van 18 juni 2017.

In afwijking van het eerste lid, 1°, kan de secretaris-generaal of de directeur-generaal de inspecteur-generaal of de betrokken directeur afvaardigen om de overheidsopdrachtdocumenten aan te nemen.

Indien een onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking voortvloeit uit de toepassing van artikel 42, § 1, 2°, van de wet inzake overheidsopdrachten, wordt de delegatie voor de goedkeuring van de opdracht toegekend aan de overheid die de aanvankelijke opdracht, gegund volgens één van de in artikel 35, eerste lid, van de wet inzake overheidsopdrachten bedoelde procedures, goedgekeurd heeft.

Art. 20. In afwijking van artikel 19, kunnen enkel de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, de overheidsopdrachtdocumenten aannemen wanneer hij:

- 1° voorziet in de toekenning van voorschotten overeenkomstig artikel 67, § 1, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013;
- 2° afwijkt van het beginsel van een forfaitair bedrag, door te handelen met tijdelijke prijzen of bij terugbetaling, overeenkomstig artikel 26, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 april 2017 of van artikel 34, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 juni 2017;
- 3° afwijkt van een type-bestek opgesteld of erkend door het Waalse Gewest.

Art. 21. Wat betreft de gunning van de opdracht, kunnen enkel de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal van het Agentschap, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen:

- 1° het economisch meest voordelig aanbod afwijzen in de gevallen van onregelmatigheid bedoeld in artikel 76 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 of in artikel 74 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017;
- 2° de beslissing nemen de opdracht niet toe te kennen en de procedure doen eindigen en, in voorkomend geval, besluiten, binnen de grenzen van zijn delegatie, een nieuwe procedure aan te zetten.

Art. 22. Wat betreft de gunning van de opdracht, is de directeur gemachtigd, in de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen, om artikel 89 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 of artikel 87 van het Koninklijk Besluit van 18 juni 2017 toe te passen.

Art. 23. Enkel de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap kunnen, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, de opdracht gunnen wanneer het bedrag van het economisch meest voordelig regelmatig aanbod voor een opdracht voor de uitvoering van werken 500.000 euro bedraagt, of de drempel die voor de Europese bekendmaking van een opdracht voor leveringen of diensten wordt vastgesteld, en ten minste 15 % afwijkt van het gemiddelde van de bedragen van de door de geselecteerde inschrijvers ingediende aanboden.

Onderafdeling 3. — Bepalingen betreffende de uitvoering van de overheidsopdrachten

Art. 24. Het personeelslid dat bevoegd is om een opdracht te gunnen, is ook bevoegd om besluiten te nemen met betrekking tot de eenvoudige uitvoering van deze opdracht, met inbegrip van de goedkeuring van de rekeningen voor bijkomende werken tot 15% van de waarde van de oorspronkelijke opdracht of 10% van de waarde van de oorspronkelijke opdracht voor bijkomende leveringen of diensten in het kader van een herzieningsclausule bedoeld in het document van de aanvankelijke opdracht of in de hypothese bedoeld in artikel 38/4 van het besluit van 14 januari 2013.

De secretaris-generaal, de directeur-generaal of de betrokken inspecteur-generaal belast met het Agentschap heeft evenwel delegatie voor, enerzijds, de beslissingen in verband met de gewone uitvoering van de door de Minister toegewezen opdrachten en kaderovereenkomsten met meerdere opdrachtnemers, en anderzijds, voor de instemmingen met een overdracht van een opdracht.

De beslissingen die binnen de perken van het voorwerp van de opdracht blijven, worden beschouwd als beslissingen betreffende de gewone uitvoering van een opdracht.

Art. 25. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap om, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, verlengingen van de termijnen toe te staan of, of wanneer er sprake is van een zeer belangrijk nadeel, een andere vorm van herziening of de verbreking die te wijten zijn aan de administratie of aan omstandigheden die de medecontracterende partij niet kon vermijden en aan de gevolgen ervan die hij niet kon ontwijken alhoewel hij zich zoveel mogelijk gehaast heeft.

Art. 26. § 1. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap om een in gebreke blijvende opdrachtnemer uit te sluiten overeenkomstig artikel 48 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

§ 2. De titularis van de in de bijlage vermelde ambten krijgt delegatie, tot en met het bedrag dat naast zijn ambtstitel afgedrukt staat, om:

- 1° een kwijtschelding van boetes wegens vertraging ten belope van 10% van de erin vermelde bedragen toe te staan of te weigeren;
- 2° maatregelen ambtshalve toe te passen.

§ 3. Delegatie wordt toegekend aan de betrokken directeur om de vrijmaking van borgstellingen te beslissen, behalve in geval van betwisting waarin deze beslissing toekomt aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap.

Afdeling 5. — Gemeenschappelijke bijzondere bepalingen

Art. 27. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om:

- 1° alle vervolgingen uit te oefenen, voor de rechtbank en voor de administratieve rechtbanken te dagen of te doen verschijnen;
- 2° elk beslag te laten leggen;
- 3° elke kwestieuze zaak toe te vertrouwen aan een advocaat.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister onverwijld in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 28. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om:

- 1° alle beslissingen inzake hoger beroep, goedkeuring of afzegging te nemen bij gerechten of rechtshandelingen, ten belope van 300.000 euro zowel in kapitaal als in interesten, en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;
- 2° alle beslissingen inzake hoger beroep, goedkeuring of afzegging te nemen bij gerechten of rechtshandelingen in verband met overheidsopdrachten, ten belope van 250.000 euro zowel in kapitaal als in interesten, en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;
- 3° alle beslissingen inzake minnelijke schikking of regeling, ten belope van 75.000 euro, te nemen en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;
- 4° elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen in verband met de uitvoering van een gerechtelijke tenuitvoerleggingsbeslissing zonder beperking in het bedrag.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 29. Onverminderd de decretale en regelgevende bepalingen die voor de gewestelijke belastingen en retributies van toepassing zijn, krijgen de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, alsook aan de daartoe aangewezen ambtenaren of contractuele personeelsleden van niveau A van het Agentschap, delegatie om iedere ontvangst in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen ten behoeve van het Gewest te vereffenen.

Art. 30. Met het oog op de vrijwaring van de rechten van het Gewest krijgen, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, delegatie om iedere bewarende maatregel te treffen, inzonderheid om aangiften van iedere schuldvoordring ten laste van failliet verklaarde ondernemingen of van bedrijven die een reorganisatie ondergaan, bij de griffie van de bevoegde rechtbank van koophandel te ondertekenen en neer te leggen.

Art. 31. De secretaris-generaal en de directeur-generaal krijgen delegatie om de overhandiging te machtigen, door toedoen van de Waalse Overheidsdienst, Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën, van :

- 1° ongebruikte onroerende goederen, met uitzondering van de door de administratie gebruikte administratieve en technische gebouwen;
- 2° ongebruikte roerende gebouwen.

In afwijking van het vorige lid, krijgt de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, voor de goederen waaraan het beheer aan het Agentschap wordt toevertrouwd, delegatie om de overhandiging te machtigen van:

- 1° ongebruikte onroerende gebouwen;
- 2° ongebruikte roerende gebouwen.

Art. 32. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om de uitgaven betreffende de betaling van nalatigheidsinteresten goed te keuren.

De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap moeten om de drie maanden de reden van de achterstand ten overstaan van de Minister verantwoorden.

Art. 33. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap ten belope van 500.000 euro om uitvoeringsmaatregelen te treffen met betrekking tot de door de primaire ordonnateur besloten onteigeningen.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 34. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om elke dringende en dwingende maatregel te treffen met het oog op de veiligheid van de goederen en de personen.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister onverwijld in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 35. § 1. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om een aanvraag om inzage, mededeling, aanpassing of hergebruik van een bestuursdocument af te wijzen.

§ 2. Delegatie wordt toegekend aan de directeur, in de aangelegenheden die onder zijn gezag vallen, om over de mededeling te beslissen of de inzage, aanpassing of hergebruik van een bestuursdocument.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen met betrekking tot de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal*

Onderafdeling 1. — Begrotingsdelegaties

Art. 36. De titularis van de volgende ambten is tot en met het bedrag dat naast zijn ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, van titel 1, 74, klasse 7, van titel II van programma 06, 12.02, 12.03, 12.05, 12.09, 12.13, 12.16 en 74.01 van programma 03, 12.02 en 12.05 van programma 04, 12.04 en 74.03 van programma 02, van organisatieafdeling 10, 12.08 en 74.03 van programma 22 van organisatieafdeling 12, en op basisallocatie 60.02.01 van titel IV, afdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en met betrekking tot de communicatie van de Waalse Overheidsdienst, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- secretaris-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 37. De secretaris-generaal en elke ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, die door de primaire of gemachtigde ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de primaire of gemachtigde ordonnateur inzake communicatie vastgelegd werd.

Art. 38. De titularis van de volgende ambten is tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12.02 en 12.03, klasse 1, van titel 1 van programma 04 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en met betrekking tot de beroepsopleiding, met uitzondering van opleidingsopdrachten in het buitenland, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- secretaris-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

De titularis van de volgende ambten is tot en met het bedrag dat naast zijn ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de opleidingsopdrachten in het buitenland die toerekenbaar is op de basisallocaties 12.02 en 12.03, klasse 1, van titel I van programma 04 van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen:

- secretaris-generaal: 5.000 euro;
- inspecteur-generaal van het Departement Beheer human resources: 2.500 euro;
- directeur van de Directie Vorming: 1.250 euro.

Art. 39. De inspecteur-generaal van het Departement Beheer van het Personeel krijgt delegatie om de bezoldigingen en uitkeringen voor het personeel toerekenbaar op de basisartikelen 11, klasse 1, van titel I, van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen alsook om de personeelsvergoedingen die toerekenbaar zijn op de basisallocaties 12, klasse 1, en elke andere personeelsuitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven van de Ministeriële kabinetten, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 40. De titularis van de volgende ambten is tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de archieven en de documentatie van de Waalse Overheidsdienst die toerekenbaar is op de basisartikelen 12.01 en 12.03, titel 1, en op basisartikel 74.01, van titel II van programma 06 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- secretaris-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal van het Departement Communicatie: 25.000 euro;
- directeur van de Directie Regionale Documentatie en Archief: 12.000 euro.

Art. 41. De secretaris-generaal en elke ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, die door de primaire of gemachtigde ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de primaire of gemachtigde ordonnateur inzake personeel of algemene documentatie vastgelegd werd.

Afdeling 2. — Personeelsdelegaties

Art. 42. De secretaris-generaal krijgt delegatie om dienstvrijstellingen wegens omstandigheden van overmacht aan het personeel toe te kennen.

Art. 43. De secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt, is gemachtigd om de volgende beslissingen te treffen, met betrekking tot:

- 1° het toekennen van verlof met een menslievend doel, verlof met het oog op de opvang van een adoptiekind, ouderschapsverlof, verlof om dwingende redenen van familiale aard, verlof wegens verminderde prestaties in geval van ziekte, verlenging van het verlof wegens dienststopdracht, verlof voor loopbaanonderbreking, burgerschapsverlof;
- 2° de regelingen voor deeltijds werk bedoeld in hoofdstuk XIV van boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;
- 3° de beschikbaarheid wegens een persoonlijke aangelegenheid;
- 4° de vaststelling van de administratieve standplaats;
- 5° het sluiten en weder openstellen van een door de Waalse Regering vacant verklaarde wervingsbetrekking, het advies van de Vakminister zoals bepaald in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 houdende werking van de Regering, voor wat de dossiers van categorie C betreft, blijft vereist;
- 6° het vrijwillig ontslag.

De vakminister kan evenwel afzien van die adviesbevoegdheid. In dat geval deelt hij zijn beslissing mede aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal die onder zijn gezag geplaatst is.

Indien de overheid een beoordelingsbevoegdheid heeft, worden de beslissingen getroffen op grond van de bevoegdheidsoverdrachten bedoeld in het eerste lid, getroffen op voorstel of na advies van de betrokken directeur-generaal waaronder het personeelslid ressorteert.

Art. 44. De secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt, is gemachtigd om elke beslissing te treffen met betrekking tot het pensioen (leeftijdsgrens of vervroegd) van de personeelsleden.

Art. 45. De secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt, is gemachtigd om de arbeidsovereenkomsten van de contractuele personeelsleden te ondertekenen bij toepassing van de beslissingen van de Regering of van de daartoe gemachtigde Minister.

Art. 46. De secretaris-generaal krijgt delegatie om bij wijze van overeenkomst en voor een verlengbare duur van twaalf maanden de arbeidsovereenkomsten te wijzigen wat betreft de duur van de prestaties.

De secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt, is gemachtigd om bij wijze van overeenkomst de uitvoering van de arbeidsovereenkomsten te wijzigen of op te schorten in elk geval waarin een dergelijke wijziging of opschorting ertoe strekt een verlof toe te kennen zoals bedoeld in artikel 12bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

Indien de overheid een beoordelingsbevoegdheid heeft, worden de beslissingen getroffen op grond van de bevoegdheidsoverdrachten bedoeld in het eerste en in het tweede lid, getroffen op voorstel of na advies van de betrokken directeur-generaal waaronder het personeelslid ressorteert.

Art. 47. De secretaris-generaal krijgt delegatie om, op voorstel of na eensluidend advies van de directeur-generaal waaronder het personeelslid ressorteert, elke beslissing te nemen betreffende het ontslag van het contractuele personeel.

Art. 48. De secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt, is gemachtigd om de beslissingen uit te voeren met betrekking tot de vaststelling en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van de weddevoorschotten en de toelage voor het waarnemen van hogere functies alsook de betaling van prestaties bij wijze van uitzondering.

Art. 49. De secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt, is gemachtigd om elke beslissing te nemen met betrekking tot de toekenning van een kosteloze woning of een toelage voor derving van het vrij genot van een woning.

Art. 50. De secretaris-generaal krijgt delegatie om de rekenplichtigen van de aangelegenheden aan te wijzen.

Art. 51. De secretaris-generaal krijgt delegatie om:

- 1° de vaste benoeming van de stagiairs te verrichten;
- 2° de personeelsleden de eed te laten afleggen.

Art. 52. De secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt, is gemachtigd om de volgende beslissingen te treffen, met betrekking tot:

- 1° de afwezigheden wegens ziekte of gebrekkigheid behalve de gevolgen die gegeven moeten worden aan de beslissingen over lichamelijke ongeschiktheid genomen door Medex;
- 2° de arbeidsongevallen- en arbeidsziektenaangelegenheden.

Art. 53. § 1. De delegaties toegekend aan de secretaris-generaal krachtens de artikelen 40 tot 47 van dit besluit worden tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhinderd toegekend aan de inspecteur-generaal van het Departement Beheer van het personeel of, indien hij afwezig of verhinderd is, aan de inspecteur-generaal van het Departement Ondersteuning van de Gewestelijke overheidsdiensten.

Art. 54. De secretaris-generaal wordt gemachtigd om een tuchtsanctie tot berisping, inhouding van wedde en strafmutatie op te leggen.

Art. 55. In afwijking van artikel 9, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering, wordt delegatie verleend aan de secretaris-generaal om een definitieve beslissing te nemen naar aanleiding van de adviezen uitgebracht door de kamer van beroep van de diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren en betreffende :

- 1° de definitieve voorstellen inzake tuchtsanctie tot berisping, inhouding van wedde en strafmutatie,;
- 2° de beslissingen tot opschorting in het belang van de dienst;
- 3° de voorstellen van beslissing bedoeld in artikel 80 van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode, met een verandering van administratieve standplaats als gevolg;
- 4° de beslissingen inzake verloven, beschikbaarheid en afwezigheden.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen met betrekking tot de Waalse Overheidsdienst - Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie*

Afdeling 1. — Begrotingsdelegaties

Onderafdeling 1. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Directoraat-generaal

Art. 56. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast zijn ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om de uitgaven betreffende allerlei terugbetalingen van de administratie, toerekenbaar op basisallocatie 01.01, klasse 0, van titel I van programma 05 van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te veriffenen:

- secretaris-generaal en directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 57. De secretaris-generaal of de ambtenaren van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, die door de primaire of gemachtigde ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de primaire of gemachtigde ordonnateur inzake niet-specifieke goederen en diensten vastgelegd werd.

In afwijking van artikel 9, tweede lid, is de directeur-generaal gemachtigd om elke uitgave toerekenbaar op de basisallocaties 12.04 en 12.05 van titel I van programma 23 van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en betreffende de huur en belastingen m.b.t. onroerende goederen, zonder beperking in het bedrag, te vereffenen.

Art. 58. De directeur-generaal is gemachtigd om de uitgaven van de ontbonden Ministeriële kabinetten vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Onderafdeling 2. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Begroting en Thesaurie

Art. 59. De directeur van de Directie Financiering en Ontvangsten is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit de leningsverrichtingen van de onrechtstreekse schuldenlast waarvan de Minister bevoegd voor financiën en begroting de primaire ordonnateur is, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 60. De directeur van de Directie Financiering en Ontvangsten is gemachtigd om de beslissingen te treffen, de contracten te sluiten, de uitvoeringsmaatregelen te bevelen betreffende lenings- of beleggingsverrichtingen met een duur gelijk aan of korter dan één maand, om het evenwicht van de gewestelijke middelen tegen de beste voorwaarden te garanderen. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 61. De directeur van de Directie Financiering en Ontvangsten is gemachtigd om de beslissingen te treffen, de contracten te sluiten, de uitvoeringsmaatregelen te bevelen betreffende de door de Minister bevoegd voor begroting en financiën besloten lenings- of beleggingsverrichtingen met een duur langer dan één maand. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 62. De directeur van de Directie Financiering en Ontvangsten is gemachtigd om de beslissingen te treffen, de contracten te sluiten, de uitvoeringsmaatregelen te bevelen betreffende de financiële beheersverrichtingen in verband met de door de Minister bevoegd voor begroting en financiën besloten lenings- of beleggingsverrichtingen met een duur langer dan één jaar. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 63. De directeur van de Directie Financiering en Ontvangsten is gemachtigd om de afrekeningen, vastgesteld door de kassier van het Gewest inzake de toegekende debet- en de aangerekende creditrente en inzake de verscheidene bankkosten en -commissies, goed te keuren. Hij is gemachtigd om elke uitgave voortvloeiend uit die machtiging vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Onderafdeling 1. — Bijzondere bepalingen voor het Directoraat-generaal

Art. 64. De directeur-generaal krijgt delegatie om:

- 1° de huurovereenkomsten te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overstijgt;
- 2° de overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overstijgt.

Art. 65. De directeur-generaal krijgt delegatie om de huurovereenkomsten te sluiten in verband met de tijdelijke gebruiknaam door natuurlijke of rechtspersonen van de lokalen van de Informatie- en Ontvangstcentra van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 66. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden zijn gedelegeerd om de ordonnantiën van uitgaven, vastgesteld ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, te ondertekenen.

Art. 67. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen.

Art. 68. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om binnen de medeëigenaarsvergaderingen en in de raad van medeëigendom te zetelen om het Gewest te verbinden binnen de perken van de basisakten en de regelingen over de medeëigendom.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Begroting en Thesaurie

Art. 69. De inspecteur-generaal van het Departement Begroting en Thesaurie is als toezichthoudend personeelslid aangewezen voor de goedkeuring van de rekeningen van de gedecentraliseerde penningmeesters, met uitzondering van de rekeningen van de gedecentraliseerde penningmeesters van de Ministeriële kabinetten.

Art. 70. De inspecteur-generaal van het Departement Begroting en Thesaurie is gemachtigd om de financiële instellingen de opening en de sluiting van de rekeningen te laten verrichten en de nadere werkingsregels ervan vast te leggen. Hij deelt deze instellingen de modellen van de handtekeningen van de titelvoerende rekenplichtige en van de eventuele medeondertekenaars en plaatsvervaarders mee.

Art. 71. De inspecteur-generaal van het Departement Begroting en Thesaurie is gemachtigd om de beslissingen te treffen inzake de gewestleningen, gewaarborgd door de Staat in het kader van het mechanisme bepaald bij artikel 54 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 72. De directeur van de Directie Financiering en Ontvangsten is gemachtigd om de kredietlijn die op naam van de gewestelijke Schatkist geopend is in de geschriften van de kassier van het Gewest aan te wenden.

Art. 73. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur, krijgen de centraliserende ontvanger, de ontvangers der belastingen en retributies, de rekenplichtige van de geschillen en de rekenplichtige van de liggende gelden delegatie om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, een beroep in te dienen of ieder gepast rechtsmiddel in te zetten in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot zijn beheer behoren.

Overeenkomstig artikel 21, § 3, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, krijgt de geschillenbeheerder delegatie om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, een beroep in te dienen of ieder gepast rechtsmiddel in te zetten in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot zijn beheer behoren.

Art. 74. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur, krijgen de centraliserende ontvanger, de ontvangers der belastingen en retributies delegatie om elke bewarende maatregel te treffen en meer bepaald om, in geval van een faillissement, gerechtelijke reorganisatie, collectieve schuldregeling of schuldbemiddeling door toedoen van een instelling erkend door het Waalse Gewest, elke schuldvorderingsaangifte te ondertekenen en in te dienen die valt onder de aangelegenheden die ressorteren onder hun beheer.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere bepalingen voor de Waalse Overheidsdienst - Mobiliteit en Infrastructuur*

Afdeling 1. — Begrotingsdelegaties

Art. 75. De directeur-generaal en elke andere ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen, zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgesteld door de primaire of gemachtigde ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 13 en van organisatieafdeling 14 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, algemene documentatie en niet-specifieke diensten en goederen, goed te keuren en te vereffenen en, in voorkomend geval, vrij te maken.

In afwijking van artikel 9, tweede lid, wordt de titularis van de volgende ambten ten belope van het bedrag dat naast zijn graad afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave betreffende de levering van elektriciteit die het voorwerp uitmaakt van een provisionele vastlegging toegelaten overeenkomstig het eerste lid van artikel 8 te vereffenen:

- directeur-generaal: 250.000 euro;
- inspecteur-generaal: 125.000 euro;
- directeur: 50.000 euro.

Art. 76. De directeur-generaal is gemachtigd om:

- 1° de overeenkomsten te sluiten tot vaststelling van de bijdragen van het Gewest in de kosten voor de aanleg van gemeentelijke afwateringsystemen, ten belope van 75.000 euro;
- 2° afwijkingen toe te staan inzake het gebruik van uitloopstroken langs de autosnelwegen;
- 3° de overeenkomsten te sluiten met de betrokken provincies en gemeenten betreffende het onderhoud van de RAVel-, pre-RAVel-infrastructuren en van de gewestelijke wegunrustingen.

Art. 77. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen.

Art. 78. De directeur-generaal of een ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen krijgt delegatie om de artikelen 2 en 5 van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen en de ambtshalve maatregelen bedoeld in artikel 13 van hetzelfde decreet toe te passen.

Art. 79. De directeur-generaal of een door hem aangewezen ambtenaar van niveau A krijgt delegatie voor de toekenning van vergunningen voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen, bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2012 betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer.

Art. 80. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen ambtenaar van niveau A, krijgt delegatie voor de homologatie van radarinstallaties en andere instrumenten gebonden aan de gewestelijke bevoegdheden.

Die delegatie dekt de modelgoedkeuring, de eerste ijk, de herijk en de technische controle van deze instrumenten.

Deze delegatie dekt ook de afgifte van gebruiksvergunningen voor niet-geijkte meetsystemen bedoeld in het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 betreffende de gebruiksvergunningen voor niet-geijkte meetsystemen.

Art. 81. De directeur-generaal of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A krijgt delegatie om een machtiging te verlenen voor de plaatsing van borden en de organisatie van het signaleren van werken op de autosnelwegen binnen de perken van zijn ambtsgebied, overeenkomstig artikel 10, § 2, van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 82. § 1. De betrokken directeur krijgt delegatie om:

- 1° de overeenkomsten te sluiten met de gemeenten met het oog op de betaling van het onderhoud en de vernieuwing van de verkeersborden;
- 2° de overeenkomsten te machtigen betreffende de aanleg van ondergrondse leidingen die dwars onder de wegen en de autosnelwegen heen lopen;
- 3° de specificaties vast te stellen die de voorwaarden bepalen voor het optrekken van bouwwerken langs de weg, meer bepaald inzake rooilijnen en bouwvrije stroken;
- 4° het planten en snoeien van bomen langs de wegen en het planten van heggen te machtigen;
- 5° de functionele en sierbeplantingen te laten planten, snoeien en vellen of uittrekken op het openbaar domein beheerd door de Waalse Overheidsdienst, Mobiliteit en Infrastructuur;

- 6° binnen de perken van hun ambtsgebied, een eensluitend advies uit te brengen, overeenkomstig artikel 21 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementeringen van de wielervedstrijden en van de veldritten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1970.

Het eensluitend advies dient evenwel te worden verstrekt door de directeur-generaal indien meerdere directies betrokken zijn;

- 7° een machtiging te verlenen inzake de toelating tot en het verkeer op de autosnelwegen binnen de perken van hun ambtsgebied, overeenkomstig artikel 59.10.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

De machtiging dient te worden verstrekt door de directeur-generaal indien meerdere Directies betrokken zijn;

- 8° onverminderd de andere noodzakelijke vergunningen, derden de voorlopige toelating geven om het openbaar domein van hun ambtsgebied in te nemen en er allerlei werkzaamheden uit te voeren voor het aanleggen van, meer bepaald, voetpaden, benzinepompen, wachthuisjes, kiosken, brievenbussen, lantaarnpalen, straatkranen, hulpinstallaties voor gas en elektriciteit, aansluitingen van privéwegen en -toegangswegen, reclameborden en -zuilen, openbare pompen, parkeerzones, omheiningen en alle gelijksoortige installaties;

- 9° de overeenkomsten te sluiten met de beheerders van elektriciteitsnetten voor de aansluiting van de installaties;

- 10° het sluiten van overeenkomsten in verband met het gebruik van het openbaar domein alsook partnerschaps-overeenkomsten met de gemeenten betreffende het beheer, het onderhoud en de aanleg van voetpaden en andere wegwitrustingen.

§ 2. De betrokken directeur of elke daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A krijgt delegatie om vergunningen af te leveren voor bouwwerken op het netwerk.

Art. 83. De directeur-generaal krijgt delegatie voor de beslissingen betreffende de technische dossiers en de bestekken van de projecten bedoeld in de §§ 2 tot 4 van artikel L3343-6 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Art. 84. De directeur-generaal is gemachtigd om:

- 1° inzake het personenvervoer : de vergunning af te leveren bepaald in de artikelen 32 en 33 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

- 2° inzake waterwegen:

- a) de scheepvaart te verbieden op de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;
- b) het verkeer te verbieden meer bepaald op de bruggen, de jaagpaden en de wegen langs de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;
- c) de overeenkomsten te sluiten met de provincies, de gemeenten en andere overheidsinstellingen, met het oog op de overdracht van het beheer van de dienstwegen of de wegen langs de bevaarbare waterwegen;
- d) wanneer de belangen van het Gewest of de veiligheid van de scheepvaart het vereisen, elke buitengewone tijdelijke afwijking van de scheepvaartvoorschriften bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 houdende regeling van de scheepvaart op de waterwegen in het Waalse Gewest toe te kennen en zelfs op te leggen;
- e) huurovereenkomsten van de sluiswachterhuizen, stuwdamhuizen en van regiegebouwen te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overstijgt;
- f) overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overstijgt;
- g) overeenkomsten te sluiten met de beheerders van elektriciteitsnetten voor de aansluiting van de installaties;

- 3° inzake energielevering: opdrachten te gunnen met de betrokken verdelers voor het leveren van elektrische energie aan de verscheidene diensten van de Regering en de Ministeriële kabinetten;

- 4° inzake technische voorwaarden waaraan de auto's en hun aanhangwagens moeten voldoen, te beslissen over:

- a) de coördinatie van de activiteiten van de instellingen;
- b) de voorschriften in de keuringsstations en in de instellingen.

Art. 85. De directeur-generaal krijgt delegatie voor een periode langer dan 72 uur en de directeur van de betrokken territoriale Directie Waterwegen krijgt delegatie voor een periode van hoogstens 72 uur om:

- 1° onder de door hem bepaalde voorwaarden een tijdelijke afwijking toe te kennen wat betreft het tijdschema van de recreatieve en sportactiviteiten;
- 2° onder de door hem bepaalde voorwaarden een tijdelijke afwijking toe te kennen wat betreft de bedieningstijden van de kunstwerken;
- 3° een recreatieve activiteit te machtigen op minder dan 50 meter van een stuwdam en op minder dan 250 meter van een doorvaartkunstwerk;
- 4° de scheepvaart te verbieden op de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;
- 5° het verkeer te verbieden meer bepaald op de bruggen, de jaagpaden en de wegen langs de waterweg in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;
- 6° over te gaan tot een pooling van schepen in geval van waterstand.

Art. 86. De directeur van de Directie Regulering van het Vervoer over de weg krijgt delegatie om:

- 1° de door de colleges afgeleverde vergunningen goed te keuren inzake de uitbating van de taxidiensten;
- 2° de vergunningen af te leveren, te schorsen of in te trekken voor de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur en collectieve taxi's;
- 3° de vervoersdiensten van algemeen belang te erkennen;
- 4° de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de reguliere diensten;

- 5° de vergunningen af te leveren voor de tijdelijke diensten;
- 6° de vergunningen af te leveren voor de extra ingelegde diensten;
- 7° de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de gespecialiseerde reguliere diensten, uitgezonderd de schoolophaaldiensten;
- 8° de toegang tot het beroep van vervoerder over de weg toe te kennen, op te schorten of in te trekken;
- 9° de voorstellen van de commissies van reguliere diensten, gespecialiseerde reguliere diensten en taxidiensen uit te voeren;
- 10° de vakbekwaamheidsattesten voor de uitoefening van het beroep vervoerder over de weg toe te kennen.

Art. 87. De directeur van de betrokken territoriale Directie Waterwegen krijgt delegatie om:

- 1° derden voorlopige vergunningen toe te kennen voor de bezetting, op eender welke titel, van het openbaar domein dat deel uitmaakt van de bevaarbare waterwegen en hun aanhorigheden, overeenkomstig de richtlijnen bepaald door de directeur-generaal;
- 2° de functionele en sierbeplantingen te laten aanplanten, snoeien en omhakken langs de waterwegen en hun aanhorigheden;
- 3° voorlopige vergunningen af te leveren voor allerlei werken langs de waterwegen en hun aanhorigheden binnen de perken bepaald door de regelgevingen en instructies;
- 4° in het kader van concessiecontracten, meer bepaald te beslissen over de vrijmaking van borgstellingen en het sluiten van overeenkomsten betreffende hypothecaire mandaten en andere akten met eenzelfde bereik;
- 5° een vaartuig toe te staan om te varen of te stilliggen, indien het gevaar loopt te zinken ten gevolge van gebrekkige bouw, ouderdom, gebrek aan onderhoud, overlading of averij;
- 6° het gebruik van banden als fenders en wrijf houten toe te laten.

Art. 88. § 1. De directeur van de Directie Reglementering en Controle Waterwegen krijgt delegatie om:

- 1° een vaartuig toe te laten te varen indien zijn afmetingen, met inbegrip van zijn lading, de maximale toegelaten afmetingen van de schepen, zoals bepaald in de bijzondere reglementen, niet naleven en dan ook de veilige doorvaart van kunstwerken, niet mogelijk maken;
- 2° alle ladingen van de schepen die zich ten minste 0,10 meter binnen het vlak der zijgangen van het schip bevinden toe te laten;
- 3° een vaartuig in een doorvaartkunstwerk toe te laten wanneer zijn lengte, roer inbegrepen, minstens kleiner is dan 0,30 meter en zijn breedte hoger is dan 0,20 meter van de nuttige lengte en breedte van het kunstwerk;
- 4° een getuigschrift af te leveren voor het slagen voor het examen matroos voor de binnenvaart;
- 5° het vakbekwaamheidsattest voor de uitoefening van het beroep vervoerder van goederen over de waterweg toe te kennen, te wijzigen of in te trekken;
- 6° de vaarbewijzen A en B voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer voorlopig of definitief af te leveren;
- 7° de aantekening betreffende de bekwaamheid voor het besturen van een vaartuig met radar op de vaarbewijzen aan te brengen;
- 8° het vaarbewijs voor een schip van meer dan 12 personen, de bemanning niet meegerekend, af te leveren;
- 9° op de vaarbewijzen de vermelding aan te brengen dat de schippers ouder dan 65 jaar aan de medische voorschriften voldoen;
- 10° het getuigschrift m.b.t. de toegang tot het beroep van vervoerder van goederen over de waterweg toe te kennen, te wijzigen of in te trekken.

§ 2. De directeur van de Directie Reglementering en Controle Waterwegen krijgt delegatie om, in de gevallen bedoeld in de technische bijlagen van de Europese Overeenkomst van 26 mei 2000 inzake het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren, hierna ADN genoemd, de volgende handelingen toe te staan en te ondertekenen:

- 1° de erkenning van de classificatiebureaus bedoeld in hoofdstuk 1.15 van het ADN;
- 2° de documentatieaanvraag bedoeld in de hoofdstukken 1.3, 1.8, 1.10, 1.15, 1.16, 3.3, 9.1 en 9.3 van het ADN;
- 3° de afgifte/intrekking/wijziging/verlenging van de certificaten van goedkeuring bedoeld in hoofdstuk 1.16 van het ADN;
- 4° de afgifte van erkenningen, voorschriften en vergunningen in het kader van de overgangsvoorschriften bedoeld in hoofdstuk 1.6 van het ADN;
- 5° het opleggen/uitvoeren van een inspectie van het schip bedoeld in hoofdstuk 1.16 van het ADN;
- 6° het verbod om een schip te gebruiken voor het vervoer van gevaarlijke goederen bedoeld in hoofdstuk 1.16 van het ADN;
- 7° de vaststelling van de technische voorschriften en procedures voor beproevingen bedoeld in hoofdstukken 1.2.1, 1.6, 9.1 en 9.3 van het ADN;
- 8° de vrijstelling van het gebruik van het ADN bedoeld in hoofdstuk 3.3 van het ADN;
- 9° de vergunning voor het laden/lossen/stoppen bedoeld in hoofdstuk 8.6 van het ADN;
- 10° de vergunning voor het overslaan bedoeld in hoofdstuk 7.1 van het ADN;

- 11° het opleggen van verkeersbeperkingen bedoeld in hoofdstuk 1.9 van het ADN;
- 12° het markeren van de platen van de schepen bedoeld in hoofdstuk 8.1 van het ADN;
- 13° de afgifte van een verklaring die de geheel gasvrije toestand bevestigt voor de beschermde zone bedoeld in hoofdstuk 8.3 van het ADN;
- 14° het leveren, de hernieuwing, de intrekking van de opleidingscertificaten met betrekking tot de bijzondere kennis van het ADN zoals bedoeld in hoofdstuk 8.2 van het ADN.

Art. 89. De directeur van de Directie Operationeel Gezag Luchthavens krijgt delegatie om:

- 1° tijdelijke beslissingen te treffen over de opening of de sluiting van luchthavens of vliegvelden;
- 2° verslagen op te stellen van luchtvaartongevallen of -incidenten;
- 3° de boorddocumenten van de luchtvoertuigen en van de voertuigen die op de luchthavensite in verkeer zijn, op te vragen;
- 4° de toegangsbadges, met uitzondering van de bezoekerbadges, af te leveren, de verificatie van de voorgeschiedenis van de aanvragers door de bevoegde overheden te coördineren en het toezicht uit te oefenen op het gebruik van die badges;
- 5° de pilootlicenties van de luchtvoertuigen na te kijken;
- 6° het gebruik van de luchthaveninfrastructuren in te perken in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst.

Bij afwezigheid van de directeur of van een daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A, worden de bevoegdheden uitgevoerd door de luchthaveninspecteur belast met de luchthavenbeveiliging, die zijn hiërarchie hiervan op de hoogte brengt.

Art. 90. De directeur van de Directie Reglementering van voertuigen en Certificering is gemachtigd:

- 1° inzake de rijbewijzen en de rij scholen om:
 - a) een toestemming om rijonderricht te geven of om een rij school te leiden, af te leveren, op te schorten of in te trekken;
 - b) de leden van de examencommissie inzake brevetten van beroepsbekwaamheid van het leidend personeel dat rijonderricht geeft in de rij scholen, onder wie een voorzitter van bedoelde examencommissie te benoemen;
 - c) een erkenning van een rij school toe te kennen of te wijzigen;
 - d) een exploitatievergunning van een vestigingseenheid toe te kennen of te wijzigen;
 - e) een goedkeuring van een oefenterrein toe te kennen of te wijzigen;
 - f) de lokalen, bestemd voor het theoretische onderricht en voor de administratie van de rij school te erkennen;
 - g) de getuigschriften afgeleverd door de organisatoren van de opleidingsactiviteit van de rij schooldirecteuren, adjunct-rij schooldirecteuren en instructeurs die houder zijn van een toestemming om te leiden of onderricht te geven te weigeren wanneer de jaarlijkse opleiding het aantal voorziene uren niet omvat en niet over de bepaalde onderwerpen gaat;
- 2° inzake de technische voorwaarden waaraan de wagens moeten voldoen, te beslissen over:
 - a) de aanvragen tot keuring van voltooide, onvoltooide en volledige voertuigen;
 - b) de aanvragen voor een proces-verbaal van benaming;
 - c) de aanvragen voor de goedkeuringen van systemen, onderdelen en technische eenheden met uitzondering van de helmen;
 - d) de aanvragen voor de bekrachtiging van het conformiteitattest afgeleverd door een Staat van de Europese Unie;
 - e) de afgifte van documenten die de overeenstemming met de technische voorschriften aantonen;
 - f) de aanvragen voor de oorspronkelijke evaluatie van de fabrikanten en de naleving van de processen bij de keuringen;
 - g) de wijziging van de reikwijdte van de oorspronkelijke evaluatie van een fabrikant of van zijn "COP" (Conformity of production);
 - h) de aanvragen voor de erkenning van technische diensten;
 - i) de aanvragen van bijlagen, uitbreidingen en herzieningen van keuringsdossiers;
 - j) de aanvragen van de attesten voor de herinslag van een chassisnummer
 - k) de aanvragen van conformiteitattesten wanneer de fabrikant niet meer bestaat;
 - l) de aanvragen van duplicaten van documenten gebonden aan de goedkeuring van voertuigen;
- 3° inzake de aangelegenheden betreffende de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht:
 - a) de werking van een inspectielijn van een keuringstation ten gevolge van de vaststellingen tijdens een inspectie van een ambtenaar van de Waalse Overheidsdienst op te schorten;
 - b) voorschriften te geven inzake de opleiding van de personeelsleden van de instellingen belast met de keuring van de voertuigen;
 - c) te beslissen over de aanvragen om informatie aan de instellingen en over de bezoeken van de installaties van de stations.

Art. 91. De directeur van de Directie Schoolvervoer en Schoolverplaatsingen krijgt delegatie om:

- 1° het gebruik toe te laten van een individueel vervoersmiddel ten gunste van de leerlingen die het bijzondere gespecialiseerde of gewone onderwijs bezoeken;

- 2° te beslissen over de aanvragen tot toekenning van het recht op vervoer overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de Waalse Overheidsdienst – Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen, Leefmilieu*

Afdeling 1. — Begrotingsdelegaties

Onderafdeling 1. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Directoraat-generaal

Art. 92. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op de basisallocaties 12 van titel I van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en met betrekking tot de onroerende voorheffing, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen:

- directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 93. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op titel I van de programma's van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en van de begroting van de "Office wallon des déchets" (Waalse Afvalstoffendienst) (titel V), die uitsluitend verband houdt met vergoedingen die het Gewest aan derden moet betalen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren:

- directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 94. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om in het kader van de activiteiten van het Departement of de Directie die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave toerekenbaar op een organiek fonds van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen:

- directeur-generaal: 250.000 euro;
- inspecteur-generaal: 125.000 euro;
- directeur: 50.000 euro.

Art. 95. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire of gemachtigde ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, algemene documentatie en niet-specifieke goederen en diensten, goed te keuren en te vereffenen, of in voorkomend geval, vrij te maken.

Art. 96. In het kader van de verkoop van een terrein dat niet langer nodig is voor zijn opdrachten, krijgt de directeur-generaal of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A om de verschillende onderdelen van het aanvraagformulier voor de indiening van het dossier bij het Aankoopcomité te ondertekenen.

Art. 97. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen.

Art. 98. De directeur-generaal en de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A krijgen delegatie om overeenkomsten te sluiten tussen de Waalse Overheidsdienst en een eigenaar of een beheerder van een terrein voor het beheer van de invasieve exotische soorten bedoeld bij Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten die op het terrein van bedoelde eigenaar of beheerder voorkomen.

Onderafdeling 2. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Natuur en Bossen

Art. 99. De directeur van de Directie Jacht en Visvangst krijgt delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op titel I van programma 11 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de terugbetaling van jachtverloven vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 100. De houtvester en de directeur van de buitendienst waaronder hij valt, of de daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A, krijgt delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op de geldvoorschotten aan de daartoe aangewezen gedecentraliseerde penningmeester op de basisallocaties van de klassen 0, 1 en 7 van de titels I en II van programma 11 van organisatieafdeling 15 vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Onderafdeling 3. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Leefmilieu en Water

Art. 101. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 73.01 van titel II van programma 13 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de investeringen in verband met de uitbating van de natuurlijke rijkdommen, met uitzondering van de uitgaven inzake niet-specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen:

- directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro.

Onderafdeling 4. — Uitgaven inherent aan de activiteiten van het Departement Ordehandhaving en Controles

Art. 102. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om de uitgaven toerekenbaar op titel I van programma 14 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de kosten voor de spoedinterventies, voorgeschoten door het Gewest om een verontreiniging te voorkomen, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen:

- directeur-generaal: 70.000 euro;

- inspecteur-generaal: 35.000 euro;
- directeur en daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A : 18.000 euro.

Art. 103. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om de uitgaven die toerekenbaar zijn op basisartikel 12.01, van titel I, van programma 05 van organisatieafdeling 15 en die betrekking hebben op de opvang van dieren en expertisekosten bedoeld in artikel 3 en in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagname bedoeld in artikel 17 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro;
- daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A : 3.000 euro.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Onderafdeling 1. — Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen en Dierenwelzijn

Art. 104. Onverminderd de regelgeving over de ontwikkelingssteun in de landbouw, krijgen de directeur-generaal en de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling delegatie om:

- 1° de door het Directoraat-generaal beheerde steunovereenkomsten in de loop van de uitvoering ervan te wijzigen, voor zover ze er de inhoud van naleven en de vastgelegde bedragen niet overschrijden;
- 2° onverminderd de bepalingen van dit besluit, om de rechten uit te oefenen die in de naam van het Gewest in die overeenkomsten verwoord zijn en de verplichtingen uit te voeren die bij deze overeenkomsten aan het Gewest opgelegd worden.

Art. 105. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het "Fonds wallon des calamités agricoles" (Waals landbouwcrisissfonds), alle uitgaven betreffende de kosten voor deskundigen die toerekenbaar zijn op basisartikel 12.01, van titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" - afdeling 02 - "Fonds wallon des calamités agricoles" - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken :

- directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro.

Art. 106. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave toerekenbaar op de basisartikelen 34.01 en 43.01, van titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" - afdeling 02 - "Fonds wallon des calamités agricoles" - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken :

- directeur-generaal : 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro.

Art. 107. De directeur-generaal krijgt delegatie om het verkeer van bootjes en duikers mogelijk te maken voor een maximumduur van 48 uur in de voorwaarden en om de redenen vastgesteld in artikel 8, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2009 tot reglementering van het verkeer op en in de waterlopen.

Art. 108. De directeur-generaal of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A krijgt delegatie voor de vertegenwoordiging van de minister bij de openbare onderzoeken die bij wet zijn voorgeschreven.

Art. 109. De directeur-generaal en de door hem daartoe gemachtigde personeelsleden van niveau A krijgen delegatie om uitvoeringsmaatregelen te treffen voor de beslissingen genomen door de Regering of door de door de Regering gemachtigde Minister om te verschijnen op volgende akten en ze te ondertekenen :

- 1° de akten inzake grondinrichting, de akten inzake tijdelijke inrichting, de akten inzake minnelijke inrichting en de eventuele verbeterings- of aanvullingsakten die daarop betrekking hebben, alsook de akten inzake vrijwillige ruilverkaveling zoals bedoeld in het Waalse Landbouwwetboek;
- 2° de royementen van hypotheeken;
- 3° de huurovereenkomsten;
- 4° de akten om onroerende goederen aan te kopen of te vervreemden in het kader van het landbouwgrondbeleid bedoeld in het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 110. De directeur-generaal en de door hem daartoe gemachtigde personeelsleden van niveau A krijgen delegatie om attesten af te leveren overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 tot regeling van de afgiftemodaliteiten van het attest bedoeld in het koninklijk besluit van 17 april 1990 tot vastlegging van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde investeringsaftrek betreffende bestanddelen gebruikt ter bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe producten en toekomstgerichte technologieën die geen effect op het leefmilieu hebben of de negatieve effecten erop beogen te minimaliseren.

Onderafdeling 2. — Departement Landbouw

Art. 111. Met uitzondering van de steun waarvan het beheer bij artikel D.255 van het Waalse Landbouwwetboek aan het betaalorgaan toevertrouwd wordt, krijgen de directeur-generaal en de inspecteur-generaal delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag, beheerd door het Departement Landbouw, indient, de redenen te laten worden om welke niet op de aanvraag kan worden ingegaan.

Onderafdeling 3. — Departement Natuur en Bossen

Art. 112. De territoriaal bevoegde centrumdirecteur van het Departement Natuur en Bossen krijgt delegatie om de vernietiging toe te laten van sommige wildsoorten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk wordt gemaakt.

Art. 113. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om overeenkomsten te sluiten betreffende de tijdelijke concessie van persoonlijke rechten aan natuurlijke of rechtspersonen over onroerende goederen die aan het Gewest toebehoren en die beheerd worden door het Departement Natuur en Bossen voor zover de jaarlijkse huur of de jaarlijkse financiële compensatie 50.000 euro niet overstijgt.

Onderafdeling 4. — Departement Bodems en Afvalstoffen

Art. 114. De directeur-generaal krijgt delegatie om de maatregelen te treffen of de acties te ondernemen bepaald in artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

De directeur-generaal stelt de minister bevoegd voor leefmilieu onverwijld in kennis de beslissingen getroffen krachtens lid 1.

Onderafdeling 5. — Departement Leefmilieu en Water

Art. 115. De directeur-generaal, of een daartoe door hem aangewezen personeelslid van niveau A, krijgt delegatie om, in de gevallen bedoeld in de technische bijlagen van de Europese Overeenkomst van 30 september 1957 inzake het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, hierna ADR genoemd, en de Europese Overeenkomst van 26 mei 2000 inzake het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren, hierna ADN genoemd, de volgende handelingen toe te staan en te ondertekenen :

- 1° de afwijkingen bedoeld in de artikelen 8, 9 en 12 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 en de multilaterale overeenkomsten bedoeld in hoofdstuk 1.5 van het ADR;
- 2° de erkenning van de keuringsinstellingen bedoeld in artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009, van de examencentra bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 en artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 juli 2006 en van de opleidingscentra voor chauffeurs en veiligheidsadviseurs bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 en artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 juli 2006;
- 3° inzake classificatie :
 - a) de vaststelling/validatie van de classificaties bedoeld in de hoofdstukken 2.1, 2.2, 3.3 en 5.2. van het ADR;
 - b) de validatie van classificatiemethodes bedoeld in hoofdstuk 2.2 van het ADR;
- 4° de documentaanvragen bedoeld in de hoofdstukken 1.3, 1.8, 1.10, 2.2, 3.3, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6, 6.7 van het ADR;
- 5° de afgifte van de type-erkenningen bedoeld in hoofdstuk 1.8 en in afdeling 6 van het ADR;
- 6° inzake verpakking :
 - a) de toekenning/intrekking van de erkenningen bedoeld in de hoofdstukken 4.1, 6.2 en 6.5 van het ADR;
 - b) het opleggen/de validatie van bouwnormen, voorschriften en technische codes bedoeld in de hoofdstukken 3.3, 4.1, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5 en 6.6 van het ADR;
 - c) het opleggen/de validatie van het te gebruiken type verpakking bedoeld in de hoofdstukken 3.3, 4.1 en 6.1 van het ADR;
 - d) de toelating om houders gebouwd onder vroegere normen te gebruiken, bedoeld in hoofdstuk 1.6 van het ADR;
 - e) de wijziging van de levensduur bedoeld in afdeling 4.1.1.15 van het ADR;
 - f) de vergunning voor herstellingen bedoeld in hoofdstuk 1.2 van het ADR;
 - g) de afwijking op de naleving van de geldigheidstermijn van de laatste inspectie/beproeving bedoeld in afdeling 4.1.2.2 van het ADR;
 - h) de wijziging van de periodiciteit van de inspecties/beproevingen bedoeld in hoofdstuk 4.1 van het ADR;
- 7° inzake tanken :
 - a) de toekenning/intrekking van de erkenning bedoeld in de hoofdstukken 1.8, 6.7, 6.8 en 6.9 van het ADR;
 - b) het opleggen/de validatie van bouwnormen, voorschriften en technische codes bedoeld in de hoofdstukken 4.2, 4.3, 6.7, 6.8 en 6.9 van het ADR;
 - c) het opleggen/de validatie van het te gebruiken type tank bedoeld in de hoofdstukken 3.2, 4.2, 6.7 en 6.8 van het ADR;
 - d) het opleggen/de validatie van vullingsgraden bedoeld in hoofdstuk 4.2 van het ADR;
 - e) het opleggen/de validatie van procedures voor de berekening van verblijftijd bedoeld in de hoofdstukken 4.2 en 6.7 van het ADR;
 - f) de vergunning voor transporttanks bedoeld in de hoofdstukken 4.2, 4.3, 6.7 en 6.8 van het ADR;
 - g) de toelating om tanks gebouwd onder vroegere normen te gebruiken, bedoeld in hoofdstuk 1.6 van het ADR;
 - h) de afwijking op de naleving van de geldigheidstermijn van de laatste inspectie/beproeving bedoeld in de hoofdstukken 4.2, 4.3 en 6.7 van het ADR;
 - i) de bepaling van de kritische temperaturen en van de beheersing van organische peroxiden bedoeld in hoofdstuk 4.2 van het ADR;
- 8° inzake bulkcontainers :
 - a) de toekenning/intrekking van de erkenning bedoeld in hoofdstuk 6.11 van het ADR;
 - b) het opleggen/de validatie van bouwnormen, voorschriften en technische codes bedoeld in hoofdstuk 6.11 van het ADR;
- 9° de goedkeuring van het kwaliteitsbeheersysteem van de fabrikanten en van de conformiteitsbeoordeling van de fabrikanten bedoeld in de hoofdstukken 1.8, 4.3, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6, 6.8 en 6.11 van het ADR;
- 10° de vergunning/het opleggen van vervoersomstandigheden bedoeld in de hoofdstukken 2.2, 2.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 6.7 en 7.3 van het ADR;
- 11° de vrijstelling van het gebruik van het ADR bedoeld in hoofdstuk 3.3 van het ADR;

- 12° de vergunning voor het gebruik van de vermelding " Levering Verkoop " in het vervoersdocument bedoeld in hoofdstuk 5.4 van het ADR;
- 13° de vergunning voor het laden/lossen/stoppen/parkeren op een publiek toegankelijke plaats bedoeld in de hoofdstukken 7.5 en 8.5 van het ADR;
- 14° het opleggen van verkeersbeperkingen bedoeld in hoofdstuk 8.6 van het ADR;
- 15° het opleggen van het laden/lossen op één plek voor wagenladingen, bedoeld in hoofdstuk 7.5 van het ADR;
- 16° de ondertekening van de multilaterale overeenkomsten en de afgifte van de speciale toestemmingen, gelijkwaardigheden en afwijkingen bedoeld in hoofdstuk 1.5 van het ADN;
- 17° inzake classificatie :
- a) de vaststelling/validatie van de classificaties bedoeld in de hoofdstukken 2.1, 2.2, 3.3 en 5.2.2. van het ADN;
 - b) de validatie van classificatiemethodes bedoeld in hoofdstuk 2.2 van het ADN;
- 18° de documentaanvragen bedoeld in de hoofdstukken 1.3, 1.8, 1.10, 1.15, 1.16, 3.3, 9.1 en 9.3 van het ADN;
- 19° inzake verpakking :
- a) de afgifte of intrekking van erkenningen bedoeld in de afdelingen 4 en 6 van het ADN;
 - b) het opleggen/de validatie van bouwnormen, voorschriften en technische codes bedoeld in hoofdstuk 3.3 en in delen 4 en 6 van het ADN;
 - c) het opleggen/de validatie van het te gebruiken type verpakking bedoeld in hoofdstuk 3.3 en in delen 4 en 6 van het ADN;
 - d) de wijziging van de levensduur bedoeld in deel 4 van het ADN;
 - e) de wijziging van de periodiciteit van de inspecties/beproevingen bedoeld in deel 4 van het ADN;
 - f) de afwijking op de naleving van de geldigheidstermijn van de laatste inspectie/beproeving bedoeld in deel 4 van het ADN;
- 20° inzake tanken :
- a) de afgifte/intrekking van erkenningen bedoeld in deel 6 van het ADN;
 - b) het opleggen/de validatie van bouwnormen, voorschriften en technische codes bedoeld in delen 4 en 6 van het ADN;
 - c) het opleggen/de validatie van het te gebruiken type tank bedoeld in hoofdstuk 3.2 en in delen 4 en 6 van het ADN;
 - d) het opleggen/de validatie van vullingsgraden bedoeld in deel 4 van het ADN;
 - e) het opleggen/de validatie van procedures voor de berekening van verblijftijd bedoeld in delen 4 en 6 van het ADN;
 - f) de vergunning voor transporttanks bedoeld in delen 4 en 6 van het ADN;
 - g) de afwijking op de naleving van de geldigheidstermijn van de laatste inspectie/beproeving bedoeld in delen 4 en 6 van het ADN;
 - h) de bepaling van de kritische temperaturen en van de beheersing van organische peroxiden bedoeld in deel 4 van het ADN;
- 21° inzake bulkcontainers :
- a) de afgifte/intrekking van erkenningen bedoeld in deel 6 van het ADN;
 - b) het opleggen/de validatie van bouwnormen, voorschriften en technische codes bedoeld in deel 6 van het ADN;
- 22° de goedkeuring van het beheersysteem bedoeld in hoofdstuk 2.2 van het ADN;
- 23° de vergunning/het opleggen van vervoersomstandigheden bedoeld in de hoofdstukken 2.2, 3.1 en 3.3 van het ADN;
- 24° de toelating/aanwijzing/goedkeuring van de plaatsen voor het laden/lossen bedoeld in hoofdstuk 7.1 van het ADN;
- 25° de vergunning voor het laden/lossen/stoppen bedoeld in hoofdstuk 8.6 van het ADN;
- 26° de vergunning voor het overslaan bedoeld in hoofdstuk 7.1 van het ADN;
- 27° het leveren, de hernieuwing, de intrekking van de opleidingscertificaten met betrekking tot de bijzondere kennis van het ADN zoals bedoeld in hoofdstuk 8.2 van het ADN;
- 28° de erkenning van de opleidingsinstellingen bedoeld in hoofdstuk 8.2 van het ADN.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de Waalse Overheidsdienst – Ruimtelijke Ordening,
Wonen, Erfgoed en Energie*

Afdeling 1. — Begrotingsdelegaties

Art. 116. De directeur-generaal krijgt delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op titel II van programma 02 van organisatieafdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende het slopen van gebouwen en de verplaatsing van vaste of verplaatsbare installaties die in strijd met de bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw opgetrokken zijn of opgesteld staan, met inbegrip van de werken uitgevoerd in opdracht van derden en inbare voorschotten, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen voorzover de uitgave 125.000 euro niet overschrijdt.

Art. 117. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met het bedrag dat naast de graad afgedrukt staat, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op titel II van programma 03 van organisatieafdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en met betrekking tot de aankoop door het Gewest van gebouwen nodig voor de verwezenlijking van het programma, inrichtingen inbegrepen, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen:

- directeur-generaal: 50.000 euro;

- inspecteur-generaal: 25.000 euro.

Art. 118. § 1. De directeur van de Directie Steun aan de particulieren krijgt delegatie om elke uitgave betreffende steunvormen voor natuurlijke personen, ingevoerd overeenkomstig het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, met uitzondering van de verhuis- en huurtoelagen, de vestigingstoelagen en de waarborgen van honorering, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

§ 2. De directeur van de Directie Onderzoek en Woonkwaliteit krijgt delegatie om elke uitgave betreffende de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen ingevoerd overeenkomstig de Waalse Huisvestingscode, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

§ 3. De directeur van de Directie Privé-woning, Informatie en Controle krijgt delegatie om elke uitgave betreffende de waarborgen van honorering vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

§ 4. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie voor de vastlegging, de goedkeuring en de vereffening van elke uitgave in verband met :

- 1° de op het Energiefonds toerekenbare energieprijzen en de desbetreffende basisallocaties, met uitzondering van de energieprijzen voortvloeiend uit het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;
- 2° de premies voor de installatie van een zonneboiler ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003.

Art. 119. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire of gemachtigde ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 16 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven ter zake van personeel, algemene documentatie en niet-specifieke goederen en diensten, goed te keuren en te vereffenen, of in voorkomend geval, vrij te maken.

Art. 120. De directeur van de Directie Duurzame gebouwen krijgt delegatie om elke uitgave voortvloeiend uit het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Die delegatie wordt enkel toegekend voor zover het totaalbedrag van kwestieuze vastlegging 35.000 euro niet overschrijdt.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 121. De directeur-generaal krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend overeenkomstig artikel 14, § 8, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen tegen de beslissingen tot invordering van de steun aan de natuurlijke personen en de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen.

Art. 122. De directeur krijgt delegatie om de huurovereenkomsten en de handelshuurovereenkomsten voor panden opgetrokken en/of vernieuwd in het kader van de overeenkomst "Programme Logement – Crédits parallèles 1975-1976", ondertekend op 15 december 1977 tussen de Belgische staat en de Waalse gewestelijke ontwikkelingsmaatschappij te ondertekenen.

Art. 123. In het kader van het beheer van de panden waarvan sprake in artikel 95 krijgt de directeur van de Directie Operationele Inrichting en de attaché of eerste attaché die in die Directie belast is met het beheer van bedoelde panden, delegatie om te verschijnen op volgende akten en ze te ondertekenen:

- 1° wijzigingen in de basisakten van de collectieve panden;
- 2° authentieke akten van verkoop en afstand van pachtrechten voor gronden, woningen, handelshuren, hoven en garages;
- 3° royementen van hypotheeken;
- 4° vrijmakingen van borgstellingen die als huurwaarborg gesteld waren;
- 5° akten van kwijting met of zonder betaling;
- 6° vrijstelling van inschrijving van ambtswege.

Art. 124. De personeelsleden vernoemd in artikel 96 van dit besluit worden, in het kader van het beheer van de panden waarvan sprake in artikel 95, aangewezen:

- 1° in de hoedanigheid van ordonnateur van de inkomsten;
- 2° in de hoedanigheid van ordonnateur van de uitgaven betreffende de bestellingen van leveringen van werken en diensten voor het onderhoud en de herstelling van het betrokken erfgoed, voor zover het bedrag van de uitgave 5000 euro niet overschrijdt;
- 3° in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van het Gewest in de algemene medeëigenaarsvergaderingen evenals in de beheerraadsvergaderingen met de bevoegdheid om het Gewest te verbinden binnen de perken van de basisakten en de reglementen over de medeëigendom.

Art. 125. § 1. De directeur van de Directie Privé-woning, Informatie en Controle krijgt delegatie om opheffing of afstand van rang te verlenen voor hypothecaire inschrijvingen genomen ten bate van de Staat of het Gewest overeenkomstig de uitvoeringsbepalingen van de artikelen 48 en 76 van de Waalse Huisvestingscode tot invoering van aankooppremies.

§ 2. De directeur van de Directie Steun aan de particulieren krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van steun aan de natuurlijke personen, ingevoerd overeenkomstig het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, met uitzondering van de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen.

§ 3. De directeur van de Directie Onderzoek en Woonkwaliteit krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de verhuis- en huurtoelagen en de vestigingstoelagen, ingevoerd overeenkomstig de Waalse Huisvestingscode.

§ 4. De directeur van de Directie Privé-woning, Informatie en Controle krijgt delegatie om te beslissen over de gehele dan wel gedeeltelijke inning of de vrijstelling van de terugbetaling van de voorbeelden, mocht de begunstigde de door hem aangegane verbintenissen niet hebben nageleefd.

§ 5. De directeur van de Directie Privé-woning, Informatie en Controle krijgt delegatie om te beslissen over de uitvoering van de waarborg van honorering toegekend aan de hypothecaire leningen bedoeld in artikel 14, § 4, 5°, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

§ 6. De directeur van de Directie Privé-woning, Informatie en Controle krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend tegen de beslissing tot weigering van toekenning van de tegemoetkomingen aan natuurlijke personen en van de berekening ervan alsook tegen de beslissing tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen en installatietoelagen ingevoerd overeenkomstig de Waalse Huisvestingscode.

§ 7. De directeur van de Directie Privé-Woning, Informatie en Controle krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend overeenkomstig artikel 7bis van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen tegen de maatregelen beslist door de burgemeester overeenkomstig artikel 7 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

Art. 126. § 1. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de energiepremies, met uitzondering van de energiepremies voortvloeiend uit het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

§ 2. De Inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de beroepen ingediend tegen de beslissingen tot weigering van toekenning van de energiepremies en de berekening ervan, met uitzondering van de energiepremies voortvloeiend uit het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

Art. 127. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag beheerd door het Directoraat-generaal, anders dan een energiepremie indient, de redenen te laten worden om welke niet op zijn aanvraag kan worden ingegaan.

Art. 128. De directeur van de Directie Organisatie Gewestelijke Energiemarkten krijgt delegatie voor de opdrachten die aan de Administratie worden toevertrouwd bij of krachtens de hoofdstukken IX, IXbis en X van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en de hoofdstukken VIII, VIIIbis en VIIIter van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, met uitzondering van de beroepen.

Art. 129. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de volgende erkenningen, ingesteld overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen:

- 1° EPB-verantwoordelijke;
- 2° EPB-certificeerder;
- 3° auteur van de haalbaarheidsstudie.

Art. 130. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van een alternatieve berekeningsmethode, ingevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen.

Art. 131. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de erkenning ingevoegd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Art. 132. De directeur van de Directie Bevordering Duurzame Energie krijgt delegatie voor de afgifte van het attest bedoeld in artikel 49 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen met het oog op het verkrijgen van een belastingaftrek energiebesparende investeringen in de ondernemingen.

*Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen betreffende het "Agence wallonne du Patrimoine"
(Waals Erfgoedagentschap)*

Onderafdeling 1. — Begrotingsdelegaties

Art. 133. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren of de leden van het contractueel personeel van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, worden gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het Agentschap, die door de primaire of gemachtigde ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de begroting van het Agentschap.

Art. 134. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren of de leden van het contractueel personeel van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, krijgen delegatie om de ordonnanties tot uitbetaling, vastgesteld ten laste van de begroting van het Agentschap, te ondertekenen.

Art. 135. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren of de leden van het contractueel personeel van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, worden gemachtigd om de financiële instellingen de opening en de sluiting van de rekeningen te laten verrichten en er de nadere werkingsregels van vast te leggen. Hij deelt deze instellingen de modellen van de handtekeningen van de titelvoerende rekenplichtige en van de eventuele medeondertekenaars en plaatsvervangers mee.

Art. 136. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur, krijgt de ontvanger van het Agentschap delegatie om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, een beroep in te dienen of ieder gepast rechtsmiddel in te zetten in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot zijn beheer behoren.

Art. 137. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur, krijgt de ontvanger van het Agentschap delegatie om elke bewarende maatregel te treffen en meer bepaald om, in geval van een faillissement, gerechtelijke reorganisatie, collectieve schuldregeling of schuldbemiddeling door toedoen van een instelling erkend door het Waalse Gewest, elke schuldvorderingsaangifte te ondertekenen en in te dienen die valt onder de aangelegenheden die ressorteren onder hun boekhoudkundig beheer.

Art. 138. Er wordt aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap tot en met het bedrag van 50.000 euro, delegatie verleend om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, die dringende bewarende maatregelen bedoeld bij het Waals Erfgoedwetboek betreft en die toerekenbaar is op de basisallocaties van klasse 1 of 7 van de begroting van het Agentschap.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 139. Met inachtneming van de opdrachten die aan het Agentschap worden toevertrouwd, krijgt de inspecteur-generaal belast met het Agentschap delegatie om:

- 1° de huurovereenkomsten te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overstijgt;
- 2° de overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overstijgt.

Art. 140. Met inachtneming van de opdrachten die aan het Agentschap worden toevertrouwd, krijgt de inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen en van elke vergunningsaanvraag voor bijbehorende werken.

Art. 141. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of een ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen, krijgt delegatie om binnen de medeëigenaarsvergaderingen en in de raad van medeëigendom te zetelen om het Agentschap te verbinden binnen de perken van de basisakten en de regelingen over de medeëigendom.

Art. 142. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap krijgt delegatie voor de organisatie van leerstages en opleidingen op de sites van het Agentschap.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale actie**Afdeling 1. — Begrotingsdelegaties*

Art. 143. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire of gemachtigde ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 17 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, algemene documentatie en niet-specifieke goederen en diensten, goed te keuren en te vereffenen, of in voorkomend geval, vrij te maken.

*Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor het "Fonds wallon des calamités publiques"
(Waaals fonds voor openbare rampen)*

Art. 144. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om alle uitgaven betreffende de kosten voor deskundigen die toerekenbaar zijn op basisartikel 12.01, van titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" - afdeling 01 - "Fonds wallon des calamités publiques" - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest in het kader van de "Fonds des calamités publiques" vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken :

- directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal van het Departement Wetgeving Plaatselijke Besturen en Prospectief Onderzoek: 25.000 euro.

Art. 145. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om alle uitgaven toerekenbaar op basisallocaties 34.01 en 43.01 van titel VII - "Fonds wallon des calamités naturelles" - afdeling 01 - "Fonds wallon des calamités publiques" - van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest in het kader van de activiteiten van het "Fonds wallon des calamités publiques" vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken :

- directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal van het Departement Wetgeving Plaatselijke Besturen en Prospectief Onderzoek: 25.000 euro.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen betreffende de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek**Afdeling 1. — Begrotingsdelegaties*

Art. 146. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met de bedragen die naast de graad afgedrukt staan, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocaties 72, klasse 7, van titel II van programma 7 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen voor zover ze betrekking heeft op de bouw of de aankoop van gronden of gebouwen die specifiek verband houden met de activiteiten van het Departement of de Directies die onder hun respectievelijke gezag vallen:

- secretaris-generaal en directeur-generaal: 50.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro;
- directeur: 12.000 euro.

Art. 147. De titularis van de volgende ambten wordt tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat, gemachtigd om elke uitgave die toerekenbaar is op basisartikel 31.01, van titel I, programma 32 en op basisartikel 01.01, van titel II van programma 34 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen :

- directeur-generaal: 250.000 euro;
- inspecteur-generaal: 25.000 euro.

Art. 148. De directeur-generaal krijgt delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 31.02 van titel II, programma 31, van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest die betrekking heeft op een project van technologische bewaking of technologische voorlichting vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 149. De directeur-generaal krijgt delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocatie 45.07 van titel II, programma 31 en op basisallocatie 01.01 van titel II, programma 31 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest die betrekking heeft op een project vallend onder het programma "Formation et impulsion à la recherche scientifique et technologique" (FIRST) vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 150. De directeur-generaal of de daartoe door hem aangewezen personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, de uitgaven vastgelegd door de primaire of gemachtigde ordonnateur ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties

van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, algemene documentatie en niet-specifieke goederen en diensten, goed te keuren en te vereffenen, of in voorkomend geval, vrij te maken.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Onderafdeling 1. — Bijzondere bepalingen voor het Directoraat-generaal

Art. 151. Met het oog op de uitvoering van de maatregelen bepaald bij de wet van 30 december 1970 over de economische expansie, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen, krijgt de directeur-generaal of de ambtenaar van ten minste rang A4 die hij aanwijst, delegatie om te beslissen over:

- 1° de beslissing tot verlenging van de termijn voor de uitvoering van het investeringsprogramma voor zover die verlenging niet meer dan 12 maanden bedraagt;
- 2° de beslissing tot aanvaarding van de aanvullende investeringen op het ingediende investeringsprogramma, voor er een toekenningsbeslissing getroffen wordt;
- 3° de toelating om de investeringen aan te vangen.

Art. 152. In het kader van hoofdstuk II, afdeling 3, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgt de directeur-generaal delegatie om de beslissingen te treffen over de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de kwaliteitspremie.

Art. 153. In het kader van hoofdstuk II, afdeling 4, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgt de directeur-generaal delegatie om de uitvoering van een onderzoek door een raadsman binnen een maximaal tijdsbestek van drie dagen toe te laten.

Art. 154. De directeur-generaal maakt de Minister bevoegd voor economie of de Minister bevoegd voor K.M.O.'s maandelijks een afschrift over van de beslissingen getroffen op grond van de artikelen 113 en 114, evenals van de overzichten van de uitbetalingsbevelen.

Art. 155. De directeur-generaal of de inspecteur-generaal die hij aanwijst, krijgt delegatie om:

- 1° de schuldvorderingsaangiften van het Waalse Gewest goed te keuren betreffende de terugvordering van de steun toegekend in het kader van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen, ten opzichte van de natuurlijke personen of de vennootschappen die een faillissement, een reorganisatie of een vereffening ondergaan;
- 2° elke beslissing uit te voeren met betrekking tot de gedeeltelijke of gehele terugvordering van de steun toegekend in het kader van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen, ten opzichte van de natuurlijke personen of de vennootschappen die een faillissement, een reorganisatie of een vereffening ondergaan;
- 3° zich uit te spreken over de reorganisatieplannen.

Art. 156. De directeur-generaal krijgt delegatie om de beslissingen te treffen in verband met de intrekking of de stopzetting van de steun toegekend overeenkomstig de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij de wet van 4 augustus 1978 over de economische heroriëntering gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen.

Art. 157. Onverminderd de regelgeving over de steun inzake onderzoek en technologieën, krijgt de directeur-generaal delegatie om:

- 1° de door het Directoraat-generaal beheerde steunovereenkomsten in de loop van de uitvoering ervan te wijzigen, voor zover ze er de inhoud van naleven en de vastgelegde bedragen niet overschrijden;
- 2° onverminderd de bepalingen van dit besluit, om de rechten uit te oefenen die in de naam van het Gewest in die overeenkomsten verwoord zijn en de verplichtingen uit te voeren die bij deze overeenkomsten aan het Gewest opgelegd worden.

Art. 158. De directeur-generaal krijgt delegatie om de deelnemers aan te wijzen aan de activiteiten betreffende de Europese samenwerking op het vlak van wetenschappelijk en technisch onderzoek ("COST") en om hen de terugbetaling van de dienstreiskosten in verband met hun deelname aan die activiteiten toe te kennen.

Art. 159. In het kader van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, krijgt de directeur-generaal of de door hem aangewezen inspecteur-generaal delegatie voor:

- 1° de beslissingen tot toekenning, weigering, hernieuwing of weigering van de hernieuwing van de in artikel 8 bedoelde steun voor een maximaal bedrag van 5 punten en de beslissingen tot weigering gemotiveerd door de niet-indienstneming van bijkomende werkzoekende;

- 2° de beslissingen die geen enkele bijkomende begrotingsimpact hebben en die de inhoud van het ontwerp niet wijzigen;
- 3° de in artikel 12 bedoelde wijzigingsbeslissingen;
- 4° de beslissingen tot overdracht en goedkeuring door de gemeenten en OCMW's onder elkaar van objectieve criteria;
- 5° de beslissingen over de "meervoudige geboorte" die niet het voorwerp uitmaken van een afwijking.

Art. 160. In het kader van het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen, krijgt de directeur-generaal of de door hem aangewezen inspecteur-generaal delegatie voor:

- 1° de toekenningsbeslissingen die niet het voorwerp uitmaken van een verhogingsaanvraag;
- 2° de beslissingen die geen enkele bijkomende begrotingsimpact hebben en die de inhoud van het ontwerp niet wijzigen.

Art. 161. In het kader van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming en van het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2003 houdende uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, krijgt de directeur-generaal delegatie voor het lanceren van de offerteaanvraag, de keuze van de uitgever van cheques en het opmaken van een overeenkomst met laatstgenoemde.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Werk en Beroepsopleiding

Art. 162. In het kader van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, krijgen de directeur-generaal, de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen, evenals de eerste attachés en de attachés van die Directie, delegatie om te beslissen over de aanvragen voor de arbeidsvergunningen en arbeidskaarten, evenals over de aanvragen tot verlenging en vernieuwing ervan.

De directeur-generaal krijgt delegatie om, krachtens artikel 38, § 2, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, van de artikelen 8, 10, 12, 14, 21, 1°, en 22, 2°, van voornoemd besluit af te wijken in het kader van de aanvragen voor een arbeidsvergunning en een arbeidskaart voor werknemers tewerkgesteld in het kader van functies waarvoor de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) erkend heeft dat er zich een tekort aan arbeidskrachten voordoet.

Art. 163. In het kader van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, krijgen de inspecteur-generaal van het Departement Werk en Beroepsopleidingen, de directeur van de Directie Werk en Werkvergunningen, evenals de eerste attachés en de attachés delegatie om over de aanvragen tot verkrijging, hernieuwing, verlenging, wijziging of vervanging van de beroepskaart in geval van verlies ervan goed te keuren of te weigeren.

Art. 164. § 1. Overeenkomstig de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie, het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een inrichting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, het koninklijk besluit van 1 juli 1965 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers die met goed gevolg een volledige tot het onderwijs met beperkt leerplan behorende cyclus hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij aan de werknemers die cursussen volgen ten einde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend en het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, krijgen de directeur-generaal, de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Beroepsopleiding delegatie om de schuldvorderingsaangiften goed te keuren en de vergoedingen voor sociale promotie toe te kennen aan de weddetrekkende en bezoldigde werknemers, aan de zelfstandigen en de medewerkers in de landbouwsector.

§ 2. De directeur-generaal en de directeur van de Directie Beroepsopleiding en de inspecteur-generaal krijgen delegatie om de bekwaamheidsattesten als gezinshelper en als bejaardenhelper af te leveren, evenals de inschrijvingsbewijzen overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten en het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers.

Art. 165. In het kader van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming en van het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2003 houdende uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, krijgt de directeur-generaal delegatie voor het lanceren van de offerteaanvraag, de keuze van de uitgever van cheques en het opmaken van een overeenkomst met laatstgenoemde.

Art. 166. In het kader van het Kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches en van het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 2016 houdende uitvoering van het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches krijgen de directeur-generaal, de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Overkoepelende Beleidsvormen Gewest-Gemeenschap delegatie voor de vereffening van de financiële incentives bedoeld in de artikelen 3, 5 en 6, eerste lid, 2°, van het decreet van 20 juli 2016.

Onderafdeling 3. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Investerings

Art. 167. In het kader van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen, krijgt de titularis van de volgende ambten in het Departement Investerings, Directie Investeringsprogramma's, delegatie om de beslissingen te treffen inzake de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de steun tot en met volgende bedragen:

- directeur-generaal: 1.500.000 euro;
- inspecteur-generaal: 1.000.000 euro;
- directeur: 700.000 euro;
- eerste attaché en attaché : 250.000 euro.

De bedragen bedoeld in lid 1 dienen verstaan te worden als de subsidieerbare bedragen van de investeringen bij toekenning of uitbetaling van investeringssteun.

Daarnaast krijgt de directeur-generaal in het kader van de wet van 30 december 1970 over de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992 en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives bestemd om de bescherming van het leefmilieu en het duurzame energiegebruik te begunstigen een in bedrag onbeperkte delegatie om de uitbetaling te verrichten van de steun voor zover daarin bepaalde voorwaarden nageleefd worden.

Art. 168. In het kader van de wet van 4 augustus 1978 betreffende de economische heroriëntering, van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van die wet en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgt de titularis van de volgende ambten in het Departement Investerings, delegatie om de beslissingen te treffen over de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de steun tot en met volgende bedragen:

- directeur-generaal: 1.500.000 euro;
- inspecteur-generaal: 1.000.000 euro;
- directeur: 700.000 euro;
- eerste attaché en attaché : 250.000 euro.

De bedragen bedoeld in lid 1 dienen verstaan te worden als de subsidieerbare bedragen van de investeringen bij toekenning of uitbetaling van investeringssteun.

Daarnaast krijgt de directeur-generaal een in bedrag onbeperkte delegatie om de beslissingen tot weigering en de uitbetaling van de steun te verrichten voor zover de daarin bepaalde voorwaarden nageleefd worden.

Art. 169. Het personeelslid bekleed met de delegaties krachtens de artikelen 123 en 124 is gemachtigd om de beslissingen te treffen inzake vrijstelling van de onroerende voorheffing.

Art. 170. In het kader van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van alternatieve vervoerswijzen op het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven, krijgt de titularis van de volgende ambten in het Departement Investerings, Directie Kleine en Middelgrote Ondernemingen delegatie om de beslissingen te treffen in verband met de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de steun tot en met de volgende bedragen:

- directeur-generaal: 1.500.000 euro;
- inspecteur-generaal: 1.000.000 euro;
- directeur: 700.000 euro;
- eerste attaché en attaché : 250.000 euro.

De bedragen bedoeld in lid 1 dienen verstaan te worden als de subsidieerbare bedragen van de investeringen bij toekenning of uitbetaling van de steun.

Het personeelslid bekleed met de delegaties krachtens lid 1 is gemachtigd om de beslissingen te treffen inzake vrijstelling van de onroerende voorheffing.

Daarnaast krijgt de directeur-generaal delegatie om de beslissingen te treffen inzake de toekenning, de weigering en de uitbetaling van de premie voor adviesverlenende diensten.

Onderafdeling 4. — Bijzondere bepalingen voor het Departement Economische Ontwikkeling

Art. 171. In het kader van de toepassing van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of de middelgrote ondernemingen, krijgen de eerste attachés en de attachés van het Departement Economische Ontwikkeling delegatie om werkgelegenheidspremies toe te kennen of te weigeren.

Bij afwezigheid of verhindering van de personeelsleden bedoeld in lid 1 wordt de delegatie waarmee ze bekleed zijn, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend ofwel aan de directeur van de Directie Thematische Projecten, ofwel aan de inspecteur-generaal van het Departement Economische Ontwikkeling, ofwel aan de directeur-generaal.

Onderafdeling 5. — Bijzondere bepaling voor het Departement Onderzoek en technologische Ontwikkeling en voor het Departement Financieel Beheer

Art. 172. Onverminderd de regelgeving over de steun inzake onderzoek en technologieën, krijgen de inspecteur-generaal van het Departement Onderzoek en technologische Ontwikkeling, de inspecteur-generaal van het Departement Financieel beheer of elke andere ambtenaar van niveau A die daartoe door de directeur-generaal wordt aangewezen, delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag, beheerd door het Directoraat-generaal, indient, de redenen te laten geworden om welke niet op de aanvraag kan worden ingegaan.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 173. Het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden van de Waalse Overheidsdienst wordt opgeheven.

Art. 174. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

Art. 175. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 23 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage

Keuze van de gunningswijze, aanneming van de overheidsopdrachtdocumenten, kwalitatieve selectie en toewijzing van de opdracht. Met uitsluiting van de dienstuitgaven anders dan die betreffende de overheidsopdrachten krijgt de titularis van onderstaande ambten tot en met volgende bedragen, BTW niet meegerekend, delegatie om de gunningswijze van de overheidsopdracht te kiezen, de overheidsopdrachtdocumenten aan te nemen en de procedure in te zetten:

	Open aanbesteding, beperkte aanbesteding	Concurrentieprocedure met onderhandeling, onderhandelingsprocedure met voorafgaande oproep tot mededinging, directe onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, directe onderhandelingsprocedure met voorafgaande oproep tot mededinging	Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande oproep tot mededinging, "in house"-overeenkomst
WERKEN	euro	euro	euro
Secretaris-generaal, directeur-generaal en inspecteur-generaal belast met het Agentschap	1.250.000	500.000	300.000
Inspecteur-generaal	500.000	200.000	150.000
Directeur	200.000	100.000	75.000
LEVERINGEN			
Secretaris-generaal, directeur-generaal en inspecteur-generaal belast met het Agentschap	500.000	400.000	150.000
Inspecteur-generaal	300.000	125.000	75.000
Directeur	125.000	50.000	50.000
DIENSTEN			
Secretaris-generaal, directeur-generaal en inspecteur-generaal belast met het Agentschap	250.000	150.000	120.000
Inspecteur-generaal	100.000	50.000	50.000
Directeur	50.000	25.000	25.000

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden van de Waalse Overheidsdienst.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI